Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Gâtinais Val-de-Loing
Communauté de Communes

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif.

Article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales

Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre.

Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L. 2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus.

Pour l'application des articles L. 2121-11 et L. 2121-12, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 3 500 habitants et plus.

L'article L. 2121-22-1 s'applique aux établissements publics de coopération intercommunale regroupant une population de 50 000 habitants ou plus.

Pour l'application de l'article L. 2121-4, la démission d'un membre de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale est adressée au président. La démission est définitive dès sa réception par le président, qui en informe immédiatement le maire de la commune dont le membre démissionnaire est issu.

Article L. 5211-2 du Code général des collectivités territoriales

À l'exception de celles des deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 2122-4, les dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au maire et aux adjoints sont applicables au président et aux membres du bureau des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre.

Les articles L. 2121-8 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales prévoient l'obligation pour les conseils communautaires de se doter d'un règlement intérieur. Celui-ci doit être adopté dans les six mois qui suivent leur installation.

Le règlement intérieur constitue une véritable législation interne du conseil communautaire, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Conseil d'État, 28 janvier 1987, Riehl ; Conseil d'État, 18 novembre 1987, Marcy). Il s'impose aux membres du conseil qui doivent respecter les procédures qu'il prévoit, le non-respect de ces règles pouvant entraîner l'annulation de chacune des délibérations du conseil communautaire.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre Ier : Organisation des séances du conseil communautaire

Article 1er : Périodicité des séances
Articles L. 2121-7, L. 2121-9, L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre.

Le président peut réunir le conseil communautaire chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par la majorité des membres du conseil communautaire.

En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Article 2 : Convocation et ordre du jour
Article L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 5211-40-2 du Code général des collectivités territoriales

Le président fixe l'ordre du jour des séances du conseil communautaire.

Toute convocation est faite par le président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers communautaires en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation.

Les conseillers municipaux des communes membres de la communauté de communes qui ne sont pas membres de son organe délibérant sont informés des affaires de l'établissement faisant l'objet d'une délibération. Ils sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires accompagnée de la note explicative de synthèse.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil communautaire qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 : Accès aux dossiers
Article L. 2121-12 alinéa 2, L. 2121-13, L. 2121-13-1 et L. 2121-26 du Code général des collectivités territoriales

Dès réception de la convocation, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers au siège de la communauté aux jours et heures ouvrables ou en demander une version dématérialisée.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des conseillers communautaires.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un conseiller communautaire auprès de l'administration, devra se faire sous couvert du président ou du vice-président en charge du dossier.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre II : Tenue des séances du conseil communautaire

Article 4 : Présidence
Articles L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales

Le conseil communautaire est présidé par le président et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil communautaire élit son président.

Dans ce cas, le président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le(s) secrétaire(s) de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 5 : Secrétariat de séance
Articles L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales

Au début de chaque séance, le conseil nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Le(s) secrétaire(s) de séance vérifie(nt) le quorum et la validité des pouvoirs, veille(nt) au bon déroulement des scrutins et contrôle(nt) l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires ne prennent la parole que sur invitation expresse du président et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 6 : Suppléance – pouvoir
Articles L. 2121-20 et L. 5211-6 alinéa 4 du Code général des collectivités territoriales

Tout conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du conseil est tenu d'en informer le président avant chaque séance et de prévenir son suppléant le cas échéant. À défaut, il est considéré absent.

Si le conseiller communautaire ne dispose pas de suppléant ou si son suppléant est lui-même empêché, il peut donner pouvoir de voter en son nom à un autre conseiller communautaire. Dans ce cas, le pouvoir doit être daté, signé et remis au président en début de séance.

Un pouvoir peut également être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller communautaire obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 7 : Quorum
Articles L. 2121-17 du Code général des collectivités territoriales

Le conseil communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, le conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller communautaire s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les membres absents à leurs collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Article 8 : Accès et tenue du public
Article L. 2121-18 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales

Les séances des conseils communautaires sont publiques.

Aucune personne autre que les membres du conseil communautaire ou de l'administration ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisé par le président.

L'accès au public et à la presse est autorisé dans la limite des places disponibles et dans le respect des règles de sécurité. Ils doivent observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Toute personne qui trouble le bon déroulement de la séance peut être expulsée de l'auditoire par le président.

Article 9 : Séance à huis clos
Article L. 2121-18 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales

Sur la demande de trois membres ou du président, le conseil communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Lorsqu'il est décidé que le conseil communautaire se réunit à huis clos, le public ainsi que la presse doivent se retirer.

Article 10 : Enregistrement des débats
Article L. 2121-18 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales

Les conseils communautaires peuvent être filmés et enregistrés par un conseiller communautaire ou un agent intercommunal pour le compte de la communauté. Il est rappelé que la diffusion de la séance du conseil communautaire sur internet constitue un traitement de données à caractère personnel au sens du Règlement Général sur la Protection des Données.

L'accord des conseillers communautaires, qui sont investis d'un mandat électif et s'expriment dans l'exercice de ce mandat, n'est pas requis pour pouvoir procéder à une telle retransmission des séances publiques. Les élus ne peuvent donc pas s'opposer à être filmés et/ou enregistrés. Cependant, le droit à l'image du personnel et du public assistant aux séances doit être respecté. Dès lors, la diffusion de l'image de ces personnes présentes dans la salle suppose de s'en tenir à la retransmission de plans larges ne permettant pas d'identifier une personne en particulier. En cas de retransmission de gros plans, l'autorisation préalable des personnes non élues est requise.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Lorsque l'enregistrement des débats génère un trouble au bon ordre des travaux du conseil, le président peut le faire cesser

Article 11 : Police de l'assemblée
Article L. 2121-16 du Code général des collectivités territoriales

Le président ayant seul la police de l'assemblée, il lui appartient de faire observer le présent règlement.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Les téléphones portables et autres moyens de communication devront être paramétrés en mode silencieux ou tout autre mode permettant la sérénité des séances.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre III : Organisation des débats du conseil communautaire

Article 12 : Déroulement de la séance

À l'ouverture de la séance, le président procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint et cite les pouvoirs reçus.

Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Il appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération. Il peut aussi soumettre au conseil communautaire des « questions diverses » qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra, en tant que telle, être inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil communautaire.

Il accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil communautaire de nommer le(s) secrétaire(s) de séance.

Il rend compte des décisions prises par lui-même et le Bureau en vertu des délégations du conseil communautaire.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le président. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du président lui-même ou du vice-président compétent.

Article 13 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le président aux membres du conseil communautaire qui la demandent. Aucun membre ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du conseil communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions et/ou des attaques subjectives ou polémiques, la parole peut lui être retirée par le président.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 14 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée à tout moment par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins un tiers des membres présents.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Article 15 : Amendements

Des amendements peuvent être proposés sur toutes les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Tout amendement doit être motivé, rédigé et signé par le(s) conseiller(s) communautaire(s) qui le propose(nt) et remis au président au plus tard au cours de la séance où sont examinées les affaires qui font l'objet de l'amendement.

Le conseil communautaire décide de mettre en délibération, rejeter ou renvoyer à la commission compétente tout amendement.

Article 16 : Votes
Article L. 1612-12 alinéa 2, L. 2121-20 alinéas 2 et 3 et L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le conseil communautaire vote de l'une des trois manières suivantes :
- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal, à la demande du quart des membres présents
- au scrutin secret, soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Les bulletins ou votes nuls ainsi que les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Article 17 : Clôture des débats

Seul le président de séance peut mettre fin aux débats.

Article 18 : Questions orales
Article L. 2121-19 du Code général des collectivités territoriales

À la fin de chaque séance, les conseillers communautaires peuvent poser des questions orales auxquelles le président ou le vice-président compétent répond directement. Elles ne donnent lieu à aucun débat, ni vote.
La durée consacrée à cette partie est limitée à 30 minutes au total. Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le président peut décider de les traiter lors d'une séance ultérieure du conseil communautaire ou dans le cadre d'une séance spécialement organisée à cet effet.

Article 19 : Questions écrites

Chaque conseiller communautaire peut adresser au président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté ou l'action communautaire.

Ces questions devront être transmises au président au plus tard 96 heures avant la séance du conseil communautaire afin de lui permettre de bénéficier du temps nécessaire pour y répondre.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre IV : Comptes rendus des débats et des décisions du conseil communautaire

Article 20 : Procès-verbal

Les séances publiques du conseil communautaire donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil communautaire qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du conseil communautaire ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à y apporter. Toute correction portée au procès-verbal d'une séance est mentionnée dans le procès-verbal de la séance suivante au cours de laquelle la rectification a été demandée.

Article 21 : Compte rendu
Article L. 2121-25 du Code général des collectivités territoriales

Dans un délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil communautaire est affiché au siège de la communauté de communes et mis en ligne sur le site internet.

Le compte rendu présentant une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil est envoyé de manière dématérialisée aux membres du conseil communautaire et à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre V : Bureau communautaire

Article 22 : Fonctionnement

Article L. 5211-10 alinéas 1 à 5 du Code général des collectivités territoriales

Le Bureau est composé comme suit :

- le président ;
- les vice-présidents ;
- les maires des communes membres de la communauté.

Le Bureau se réunit a minima avant chaque conseil communautaire et à chaque fois que le président le juge utile.

La convocation est transmise cinq jours francs avant la tenue de la réunion de manière dématérialisée ou, si les membres du Bureau en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse. Elle précise l'ordre du jour de la réunion de Bureau et, le cas échéant, est accompagnée des documents nécessaires.

Par délibération n° 2020-07-16_25 du 16 juillet 2020, le conseil communautaire a délégué au Bureau les attributions suivantes :

- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- exercer, au nom de la communauté, le droit de préemption urbain défini par le Code de l'urbanisme dans le cadre des compétences de la communauté et ce, après délégation de la ou des communes concernées.

Le Bureau ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres assiste à la réunion.

Les réunions du Bureau ne sont pas publiques mais font l'objet d'un compte-rendu.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre VI : Commissions

Article 25 : Commissions intercommunales
Article L. 2121-22 et L. 5211-40-1 du Code général des collectivités territoriales

Le conseil communautaire peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Par délibération 2020-09-28_27 n° du 28 septembre 2020, le conseil communautaire, au regard des compétences exercées par la communauté, a décidé de créer les commissions intercommunales permanentes suivantes :

- développement économique ;
- développement touristique ;
- petite enfance, enfance et jeunesse ;
- mutualisation des moyens et services à la population ;
- aménagement de l'espace et environnement ;
- communication.

Elles sont convoquées par le président, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communautaire.

Un conseiller communautaire doit siéger en tant que membre titulaire dans au moins une commission. Peuvent siéger au sein de ces commissions des conseillers municipaux des communes membres de la communauté.

En cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle.

Les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres de la communauté peuvent assister aux réunions de toute commission autre que celle dont ils sont membres après en avoir informé le président au moins 48 heures avant la réunion.

Chaque commission se réunit lorsque le président le juge utile. Toutefois, il doit la réunir à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation est transmise cinq jours francs avant la tenue de la réunion de manière dématérialisée ou, si les conseillers en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.
Elle précise l'ordre du jour de la réunion de la commission et, le cas échéant, est accompagnée des documents nécessaires.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.
Elles statuent à la majorité des membres présents.

Les réunions des commissions ne sont pas publiques mais font l'objet d'un compte rendu.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Article 26 : Commission de délégation de service public et Commission d'appel d'offres

Article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales

I.- Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

II.- La commission est composée :

a) Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

b) Lorsqu'il s'agit d'une commune de moins de 3 500 habitants, par le maire ou son représentant, président, et par trois membres du conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

III.- Les délibérations de la commission peuvent être organisées à distance dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

Article L. 1411-5-1 du Code général des collectivités locales

I.- Lorsqu'un groupement constitué en application de l'article L. 3112-1 du code de la commande publique est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, est instituée une commission chargée de remplir les fonctions mentionnées au I de l'article L. 1411-5 du présent code, composée des membres suivants :

1° Un représentant, élu parmi les membres ayant voix délibérative au sein de la commission prévue au même article L. 1411-5, de chaque membre du groupement qui dispose d'une telle commission ;

2° Un représentant pour chacun des autres membres du groupement, désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement. Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

II.- La convention constitutive d'un groupement peut prévoir que la commission compétente est celle prévue à l'article L. 1411-5 du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

III.- Le président de la commission peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnalités sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

La commission peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de délégations de service public.

Le comptable du coordonnateur du groupement, si celui-ci est un comptable public, et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission, lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Article L. 1411-6 du Code général des collectivités territoriales

Tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public ne peut intervenir qu'après un vote de l'assemblée délibérante.

Tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5% est soumis pour avis à la commission visée à l'article L. 1411-5. L'assemblée délibérante qui statue sur le projet d'avenant est préalablement informée de cet avis.

Article L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales

Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5. Toutefois, pour les marchés publics passés par les offices publics de l'habitat, la commission d'appel d'offres est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation applicables aux commissions d'appel d'offres des organismes privés d'habitations à loyer modéré.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.

Les délibérations de la commission d'appel d'offres peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

Article L. 1414-3 du Code général des collectivités territoriales

I.- Lorsqu'un groupement de commandes est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux autres qu'un établissement public social ou médico-social ou qu'un office public de l'habitat, il est institué une commission d'appel d'offres composée des membres suivants :

1° Un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;

2° Un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement. Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

I bis.- Lorsqu'un groupement de commandes est composé en majorité d'offices publics de l'habitat, il est institué une commission d'appel d'offres selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.

II.- La convention constitutive d'un groupement de commandes peut prévoir que la commission d'appel d'offre compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

III.- Le président de la commission peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

La commission d'appel d'offres peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Le comptable du coordonnateur du groupement, si celui-ci est un comptable public, et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Article L. 1414-4 du Code général des collectivités territoriales

Tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la commission d'appel d'offres. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la commission d'appel d'offres lui est préalablement transmis.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres.

Article L. 2121-22 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre VIII : Débat d'orientation budgétaire et rapport sur les orientations budgétaires

Article 27 : Organisation

Article L. 2312-1, L. 5211-36, D. 2312-3 et D. 5211-18-1 du Code général des collectivités territoriales

Le président présente au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat dont il est pris acte par une délibération spécifique.

Le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Dès réception de la convocation pour la séance consacrée au débat d'orientation budgétaire, les conseillers communautaires peuvent consulter les documents sur la situation financière de la communauté ainsi que les éléments d'analyse ayant servi à la rédaction du rapport (charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ratios...) ou en demander une version dématérialisée.

Dans tous les cas, ces documents seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un conseiller communautaire auprès de l'administration, devra se faire sous couvert du président.

Le rapport est transmis au représentant de l'État dans le département et aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire ainsi que dans les mairies des communes membres. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre IX : Expression des élus

Article 28 : Constitution de groupes d'élus

Les conseillers communautaires peuvent se constituer en groupe(s) d'élus.

Pour cela, ils doivent effectuer une déclaration au président signée par tous les membres du groupe et accompagnée de la liste des membres et de leur représentant.

Chaque conseiller ne peut être membre que d'un seul groupe.

Toute modification dans la constitution des groupes doit être portée à la connaissance du président.

Article 29 : Bulletin d'information générale
Article L. 2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales

Un espace de 2 000 caractères, espaces compris, est réservé à l'expression des conseillers au travers de leur groupe politique dès lors que la communauté diffuse un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil communautaire.

Les photographies sont interdites.

Les documents destinés à la publication sont remis au président par courriel à l'adresse générique de la communauté, au plus tard quinze jours avant la publication du bulletin d'information générale.

Une fois transmis, les textes ne peuvent plus être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs. Le directeur de la publication se réserve le droit de modifier un texte qui méconnaîtrait les dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (contenu diffamatoire, outrageant…) et en informe les auteurs.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publiques, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du président, ne sera pas publié.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

Chapitre X : Dispositions terminales

Article 30 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par délibération du conseil communautaire sur demande du président ou d'au moins la moitié des conseillers communautaires.

Article 31 : Application du règlement

Le présent règlement est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à la publication et à l'affichage après transmission au représentant de l'État dans le département de la délibération l'adoptant.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_01

Objet : Cadre Institutionnel : Règlement intérieur du Conseil Communautaire

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-8 et suivants ainsi que L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_01-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août [illegible] siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les arrêts du Conseil d'État du 28 janvier 1987 « Riehl » et du 18 novembre 1987 « Marcy »,

VU le projet de règlement intérieur,

CONSIDÉRANT que les conseils communautaires sont tenus de se doter d'un règlement intérieur dans les six mois qui suivent leur installation,

CONSIDÉRANT que le règlement intérieur constitue une véritable législation interne du conseil communautaire, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article unique: **APPROUVE** le règlement intérieur du conseil communautaire ci-annexé à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021.

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_02-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_02

Objet : Cadre Institutionnel : Transfert automatique de la compétence « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

VU le Code de l'urbanisme,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_02-DE

VU le Code de la construction et de l'habitat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, dite « loi Defferre »,

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite « loi ALUR », notamment son article 136,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe »,

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, notamment son article 7,

VU la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 5,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite « loi ALUR », prévoyait que la communauté de communes existant à la date de publication de la loi et qui n'était pas compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale le devenait le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, soit le 27 mars 2017,

CONSIDÉRANT que si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans mentionné précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposaient, ce transfert de compétences n'avait pas lieu,

CONSIDÉRANT que si, à l'expiration du délai de trois ans à compter de la publication de la loi ALUR, la communauté de communes n'était pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devenait de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, à savoir le 1er janvier 2021, sauf si les communes s'y opposaient entre le 1er octobre et le 31 décembre 2020 dans les conditions précitées,

CONSIDÉRANT que l'article 7 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire a prorogé l'échéance du transfert automatique de la compétence au 1er juillet 2021 remettant ainsi en cause la validité des délibérations d'opposition prises entre le 1er octobre 2020 et le 31 décembre 2020,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_02-DE

CONSIDÉRANT que l'article 5 de la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire a modifié le délai d'opposition au transfert automatique à la communauté de communes de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale en le faisant courir du 1er octobre 2020 au 30 juin 2021,

CONSIDÉRANT qu'en cas de transfert de la compétence à l'intercommunalité, les communes se voient départies d'une prérogative fondamentale pour la gestion de leur territoire et des relations avec les administrés, et, bien souvent, d'une composante majeure du projet politique porté au cours du mandat municipal,

CONSIDÉRANT qu'alors même que la compétence en matière de délivrance des autorisations au titre du droit des sols reste du ressort des maires, le transfert de la compétence est susceptible de créer une confusion dans l'esprit des habitants, tout en plaçant le maire en situation de compétence liée pour l'application sur son territoire d'une réglementation supra communale,

CONSIDÉRANT qu'au moment où de nombreuses communes du territoire sont en cours de révision de leur document d'urbanisme avec une implication de leur population, ce transfert risque d'être vécu comme un véritable dessaisissement par les citoyens,

CONSIDÉRANT plus particulièrement, que l'échelon communal reste le plus pertinent afin d'assurer une maîtrise territorialement adaptée de la politique d'aménagement des communes souhaitant concilier un développement harmonieux du territoire tout en préservant les spécificités liées à leurs richesses patrimoniales, culturelles, architecturales et paysagères,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **S'OPPOSE** au transfert automatique de la compétence « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing.

Article 2: **AUTORISE** Monsieur le Président à notifier la présente délibération aux maires des communes de la CCGVL et à les inviter à se prononcer sur le transfert automatique de ladite compétence.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Communauté de Communes * Gâtinais Val-de-Loing *

Jean-Jacques HYEST

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_02-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

SMETOM
VALLÉE DU LOING

LES STATUTS du SMETOM de la Vallée du Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Textes de référence

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales : Art. L 2224-13 à L 2224-17, Art. L 2333-76 à L 2333-80, Art. R 2224-23 à R 2224-29 ;

Vu le Code Général des Impôts notamment : taxe d'enlèvement des ordures ménagères, Art. 1520 à 1526, 1609 bis, quater, quinquies, quinquies C, nonies B et nonies D ;

Vu le Code de l'Environnement (partie législative), livre V « Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, titre IV « Déchets » ;

Vu le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 modifié portant application pour les déchets résultant de l'abandon des emballages de la loi n°75-633 du 15 Juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le décret n° 94-609 du 13 Juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

Vu le décret n° 95-1027 du 18 Septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets.

Vu le décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets.

Vu le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ;

Vu le décret n° 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à l'élimination des piles et accumulateurs usagés ;

Vu le décret n° 011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2003, modifié, portant création du Syndicat Intercommunal pour la Collecte et le Traitement des Résidus Ménagers (SICTRM) de la Vallée du Loing ;

Vu la délibération du comité syndical du 15 octobre 2018 portant modification de statuts du Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères de la Vallée du Loing ;

Vu les nouvelles dispositions de l'article 107 de la loi de Finances 2004 relative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui entreront en vigueur le 1er janvier 2005 ;

Vu la loi de Finances 2005, article 101, assouplit sensiblement les modalités de fixation des taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne du 10 octobre 2009 portant création de la Communauté de Communes du Pays de Nemours ;

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne du 30 décembre 2009 portant création de la Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing ;

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne du 29 décembre 1972 portant création de la Communauté de Communes Moret Seine et Loing ;

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne portant création de la Communauté de Communes du Pays de Fontainebleau ;

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne du 22 novembre 2011 portant création de la Communauté de Communes des Terres du Gâtinais ;

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne portant dissolution de la Communauté de Communes des Terres du Gâtinais ;

Vu l'arrêté préfectoral de Seine et Marne du 19 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération issue de la fusion des communautés de communes du « Pays de Fontainebleau » et « Entre Seine et Forêt » et extension du périmètre du nouveau groupement aux communes d'Achères-la-Forêt, Barbizon, Bois-le-Roi, Boissy-aux-Cailles, Cély, Chailly-en-Bière, La Chapelle-la-Reine, Chartrettes, Fleury-en-Bière, Noisy-sur-Ecole, Perthes, Saint-Germain-sur-Ecole, Saint-Martin-en-Bière, Saint-Sauveur-sur-Ecole, Tousson, Ury et Le Vaudoué,

Vu l'application des articles L 5216-6 et L 5216-7 du CGCT conduisant à des retraits ou à des substitutions à la date du 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des syndicats auxquels adhérait pour ses compétences obligatoires et optionnelles la Communauté de communes « Les Terres du Gâtinais » pour les communes de Achères-la-Forêt, La Chapelle-la-Reine et Ury et la Communauté de communes « Pays de Fontainebleau » pour la commune de Recloses.

Vu les délibérations des Communautés de Communes :

- Du Pays de Nemours,
- De Gâtinais Val de Loing,
- De Moret Seine et Loing

Approuvant la proposition de statuts du Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères de la Vallée du Loing,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

PREAMBULE

Titulaires de la compétence collecte et traitement des déchets des ménages et autres déchets, telle qu'elle résulte de l'article L.2224-13 du Code général des collectivités territoriales et de l'article L.2224-14 du Code précité, ses membres ont transféré au SMETOM cette compétence comprenant la collecte et le traitement, l'incinération, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de collecte, de transport, de tri, de valorisation ou de stockage qui s'y rapportent.

Le SMETOM a transféré la compétence traitement des déchets au syndicat mixte Beauce Gâtinais Valorisation (BGV) par délibération n° 2003/08 en date du 23 juin 2003.

Les statuts du SMETOM ont été modifiés par l'arrêté préfectoral n°2019/DRCL/BLI/n° 80 du 17 octobre 2019. Le principal objectif de cette modification était de revoir les dispositions financières relatives à la règle de calcul des contributions des membres adhérents et les dispositions diverses relatives à l'adhésion ou retrait d'un membre.

En application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, notamment ses articles 33 et 35, un nouveau Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) de l'Ile-de-France a été approuvé par le Préfet de Région (arrêté 2015063-0002 du 4 mars 2015).

La mise en œuvre de ce SDCI a entraîné des fusions/extensions, parmi les membres du SMETOM.

La liste des membres du SMETOM doit en conséquence être mise à jour et cette mise à jour nécessite une modification des statuts. C'est dans ce contexte que les présents statuts ont été rédigés.

Le SMETOM a institué, par délibération n° 02 du 7 octobre 2003, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères et Assimilés (TEOMA) à partir du 1er janvier 2004.

Le comité syndical a décidé de l'harmonisation des taux de TEOMA par délibération n° 2012/09 le 2 avril 2012, cette possibilité résultant de la loi de Finance 2004, tout en conservant les 3 zones de perception.

Le comité syndical a créé deux nouvelles zones de perception par délibération n° 2018-26 le 15 octobre 2018 soit cinq (5) zones de perception avec des taux différenciés pour tenir compte de l'évolution des modes de collecte et du déploiement des collectes de proximité.

Les communautés de communes adhérentes (voir article 1379-0 bis du Code Général des Impôts) au SMETOM ont, à leur création, statué ou délibéré afin de percevoir la TEOMA en lieu et place du SMETOM.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Chapitre 1 – Constitution – objet – siège social – durée

Article 1 – Constitution et dénomination

En application des articles L. 5711-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, entre les personnes morales adhérant aux présents statuts, un syndicat mixte fermé ayant la dénomination de Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères de la Vallée du Loing, désigné ci-après « le SMETOM ».

Adhèrent au SMETOM en tant que membres disposant du pouvoir délibérant :

Communauté de communes Pays de Nemours pour tout ou partie des communes : Bagneaux-sur-Loing, Chevrainvilliers, Darvault, Faÿ-lès-Nemours, Guercheville, Grez-sur-Loing, Moncourt-Fromonville, Nemours, Ormesson, Saint-Pierre-lès-Nemours, Villiers-sous-Grez.

Communauté de communes Gâtinais Val de Loing pour tout ou partie des communes : Aufferville, Bougligny, Bransles, Chaintreaux, Château-Landon, Chenou, Égreville, La Madeleine-sur-Loing, Maisoncelles-en-Gâtinais, Mondreville, Poligny, Souppes-sur-Loing.

Communauté de commune Moret Seine et Loing pour tout ou partie : La Genevraye, Nanteau-sur-Lunain, Nonville, Paley, Remauville, Treuzy-Levelay.

Article 2 – Objet et compétence

Compétence gestion des déchets ménagers et autres déchets et prévention des déchets

Le SMETOM exerce de plein droit aux lieu et place des communes et des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP), l'ensemble de la compétence de collecte et de traitement des déchets ménagers et autres déchets d'origine commerciale, industriel ou artisanale qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières et sans risques pour les personnes ou l'environnement, comprenant le traitement, l'incinération et la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de transit, de regroupement qui se situent à la jonction de la collecte et du traitement peuvent être intégrées à l'une ou l'autre de ces deux missions (article L. 2224-13 du CGCT), de tri ou de valorisation qui s'y rapportent.

À ce titre, les centres de transfert relatifs aux déchets ci-dessus indiqués, existants ou à venir, ainsi que les opérations de transport de ces déchets, des déchèteries et centres de transfert vers les centres de traitement, relèvent de la compétence traitement du SMETOM de la Vallée du Loing.

Le SMETOM assure notamment la construction et l'exploitation de tous les équipements à destination des ménages et de toutes activités professionnelles privées et publiques, ainsi que la passation de tous les marchés nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Le SMETOM implante, gère et exploite des équipements de collecte de proximité enterrés, semi-enterrés ou de surface (aériens) et des équipements de traitement et valorisation des déchets.

Il peut également assurer le rôle de conseil en matière d'études ou d'actions, d'intérêt intercommunal, relatives aux limites collecte / traitement.

Le SMETOM a en outre pour objet l'étude, la réalisation et l'exploitation de tout ouvrage présentant un intérêt dans ses domaines de compétences.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Le SMETOM peut se voir confier par l'un ou plusieurs de ses membres adhérents, par voie de convention, la création et/ou la gestion de certains équipements et/ou services relevant des attributions de ses membres ayant trait aux domaines de compétences du SMETOM. La convention précisera notamment les conditions financières de l'intervention du SMETOM de telle manière qu'il n'en résulte aucune charge pour les autres membres du SMETOM.

Les communes et EPCI, membres du SMETOM entendent par ailleurs que ce dernier puisse solliciter, effectuer lui- même ou participer à toutes études ou réflexions relatives à la collecte et au traitement des déchets et autres déchets notamment dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des plans de prévention et de gestion des déchets en application à l'article L. 2224-15 du CGCT.

En vue d'optimiser les conditions d'exercice des compétences qui lui ont été attribuées, le SMETOM peut assurer certaines prestations pour le compte de communes, EPCI ou toute autre personne non-membres.

Dans la limite des dispositions prescrite par le CGCT, des compétences dévolues au SMETOM et sous réserve d'une mise en concurrence, le SMETOM peut aussi, à titre accessoire, assurer des prestations ou des missions d'études et d'orientation (notamment coordination, animation, programmation, instruction, étude, assistance à maîtrise d'ouvrage) se rattachant à des missions de service et/ou travaux réalisés pour le compte de tiers (public et/ou privé) ainsi que le développement de coopérations avec des structures publiques voisines de son périmètre en vue notamment de mutualiser des moyens, conduire des projets communs ainsi que rechercher une meilleure maîtrise de la dépense publique.

Le SMETOM pourra réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet et qui contribuent à sa réalisation.

Le SMETOM peut adhérer ou prendre part à tout autre organisme de coopération de type syndicat et/ou société d'économie mixte.

Article 3 – Périmètre du SMETOM

Le SMETOM intervient dans les limites du périmètre de ses membres adhérents :

Communauté de communes Pays de Nemours pour tout ou partie des communes : Bagneaux-sur-Loing, Chevrainvilliers, Darvault, Faÿ-lès-Nemours, Guercheville, Grez-sur-Loing, Moncourt-Fromonville, Nemours, Ormesson, Saint-Pierre-lès-Nemours, Villiers-sous-Grez.

Communauté de communes Gâtinais Val de Loing pour tout ou partie des communes : Aufferville, Bougligny, Bransles, Chaintreaux, Château-Landon, Chenou, Égreville, La Madeleine-sur-Loing, Maisoncelles-en-Gâtinais, Mondreville, Poligny, Souppes-sur-Loing.

Communauté de commune Moret Seine et Loing pour tout ou partie : La Genevraye, Nanteau-sur-Lunain, Nonville, Paley, Remauville, Treuzy-Levelay.

Le cas échéant, le SMETOM peut intervenir sur le territoire de collectivités non adhérentes par le biais de convention avec ces collectivités, de manière à apporter un service complémentaire aux administrés des territoires limitrophes et une compétence technique.

Article 4 – La durée

Le SMETOM est constitué pour une durée illimitée.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Article 5 – Le siège

Le siège du SMETOM est établi, ZA du Port, 13 rue des Etangs, 77140, Saint-Pierre-lès-Nemours.

Les réunions du syndicat se tiennent au siège du SMETOM ou en tout autre lieu situé sur le territoire des membre du SMETOM.

Chapitre 2 - administration et fonctionnement du SMETOM

Article 6 – Organes

Le SMETOM est administré par un comité, organe délibérant, un bureau qui par délégation du comité peut délibérer sur toutes les questions relatives à la gestion du SMETOM (cf. article 9), et une Présidente, organe exécutif.

Article 7 – Comité syndical

Composition et vote :

Le SMETOM est administré par une comité syndical, placé sous la présidence de la Présidente, composé de délégués titulaires et délégués suppléants des communes et ECPI membres.

Le nombre de délégués des communes et EPCI membres au sein du comité syndical est déterminé ainsi qu'il suit :

- Dans l'article 31 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, engagement et proximité, il est écrit que depuis le mois de mars 2020, le conseil communautaire peut choisir soit en son sein soit dans les conseillers municipaux de ses communes membres pour désigner qui va siéger au syndicat mixte fermé.

- Aux termes de ce même article L. 5711-1 du CGCT (3ème alinéa) à ce jour comme au lendemain des élections municipales de 2020, les EPCI-FP peuvent et pourront choisir, pour siéger aux comités des syndicats mixtes fermés parmi leurs membres (conseillers communautaires) mais aussi parmi les conseillers municipaux des communes membres.

Il en résulte que chaque communauté de communes et/ou commune est représentée au comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Les délégués sont rééligibles.

Une commune ne pourra avoir plus de deux (2) voix.

Les fonctions de membres du comité syndical sont gratuites, et expirent lors de l'installation du comité syndical suivant le renouvellement général des conseils communautaires et municipaux.

Article 8 – Attribution du comité syndical

Le comité syndical se réunit au moins une (1) fois par trimestre, sur convocation de la Présidente.

Le séances sont publiques. Toutefois, sur la demande de cinq membres ou de la Présidente, le comité peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huit clos.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Afin de préciser ses modalités de fonctionnement, le SMETOM se dote d'un règlement intérieur.

Il assure notamment :

- Le vote du budget,
- Le vote de la contribution de chaque communauté de communes adhérente,
- L'approbation du compte administratif,
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- Les décisions concernant l'adhésion et le retrait des membres,
- L'adhésion du syndicat à un établissement public,
- L'approbation du règlement intérieur et des modifications statutaires,
- La délégation de la gestion d'un service public.

Il décide également des délégations qu'il confie au bureau, dans le cadre de l'article L. 5211-10 du CGCT, la Présidente et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical, à l'exception de celles énoncées ci-dessus.

Quorum

Le comité syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que si le quorum correspondant à la moitié simple des délégués syndicaux plus un est atteint. Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, sauf dispositions contraires précisées.

Le quorum s'apprécie, à l'ouverture de la séance, au vu de la présence physique des représentants au comité syndical.

Si, après une première convocation régulière, le comité syndical n'est pas réuni en nombre suffisant, la Présidente adresse aux membres du SMETOM une seconde convocation à trois jours d'intervalle. Cette convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le comité syndical pourra délibérer valablement sans condition de quorum conformément aux textes en vigueur dans le CGCT.

Pouvoir

La suppléance est prioritaire par rapport à tout pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent.

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance et ne pouvant être représenté par son suppléant peut donner pouvoir, par écrit et signé, à un autre délégué titulaire ou suppléant de son choix.

Ainsi le pouvoir n'est valable que si le délégué titulaire et le délégué suppléant sont tous deux absents ou empêchés.

Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Article 9 – Bureau syndical

Composition et vote

Le comité syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un bureau composé d'un Président, d'un ou plusieurs Vice-présidents et d'un ou plusieurs membres.

Le nombre de Vice-présidents et membres du bureau seront définis par délibération du comité syndical.

Le mandat des Vice-président et des membres du bureau prend fin en même temps que celui du comité syndical.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Le SMETOM est administré par un bureau, dont la Présidente, élus par les membres du comité syndical au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Le vote se fait à bulletin secret.

Chaque membre du bureau est détenteur d'une seule voix.

Les règles de quorum sont identiques à celles du comité syndical.

Attributions du Bureau

Le bureau assure la gestion et l'administration du SMETOM en fonction des délégations qu'il a reçu du comité syndical. En dehors de ces délégations, le bureau est un lieu de préparation des décisions du comité syndical.

En vertu des articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du CGCT, le bureau délibère sur toutes les questions relatives à la gestion du SMETOM, notamment en matière d'achat public, des ressources humaines, ainsi que celles pour lesquelles il a reçu délégation du comité syndical à l'exception :

- Du vote du budget,
- De la détermination du produit attendu pour le SMETOM et du produit appelé par les Communautés de communes,
- De l'approbation du compte administratif
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par le syndicat à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 du CGCT,
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- De l'adhésion du syndicat à un établissement public,
- De la délégation de la gestion d'un service public.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

En cas de partage des voix, la voix de la Présidente est prépondérante.

Fonctionnement du Bureau

Le Bureau se réunit sur convocation de la Présidente ou à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Article 10 – Commissions

Le comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires.

Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du comité syndical.

Article 11 - La Présidente

La Présidente est élue au scrutin uninominal majoritaire à deux tour. Le vote se fait à bulletin secret.

La Présidente est l'organe exécutif du syndicat et à ce titre :

- Convoque aux séances du comité syndical et du bureau, il en fixe l'ordre du jour,
- Préside le comité et détient la police de l'Assemblée. Il peut se faire remplacer dans les conditions de l'article L. 2122-17 du CGCT,
- Dirige les débats et contrôle les votes,
- Prépare le budget,
- Prépare et exécute les délibérations du comité syndical et du bureau,
- Est chargé, sous le contrôle du comité syndical, de la gestion des biens du syndicat,
- Ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

- Accepte les dons et legs,
- Peut recevoir délégation du comité syndical dans les domaines prévus à l'article L. 2122-22 du CGCT et dans les conditions fixées par l'article L. 2122-23 du CGCT.
- Est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et membres du bureau, peut, par délégation du comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires à l'exception des attributions fixées à l'article L. 5211-10 du CGCT. Il rend compte à la plus proche réunion du comité syndical des décisions intervenues dans le cadre de ses délégations.
- Peut également, donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.
- Représente le syndicat en justice.

La Présidente et les vice-présidents perçoivent une indemnité votée par le comité syndical.

Article 12 – Les Vice-présidents

Les Vice-présidents remplacent, dans l'ordre des nominations, la Présidente en cas d'absence ou d'empêchement.

Chapitre 3 – dispositions financières et comptables

Article 13 – Budget du SMETOM

Le SMETOM pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétence correspondant à son objet.

Les ressources non affectées perçues par le SMETOM permettent à celui-ci de pourvoir au financement des charges des services fonctionnels.

Les recettes du budget du SMETOM comprennent celles prévues à l'article L. 5212-19 di CGCT, notamment :

- Les produits des membres adhérents,
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés,
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du syndicat,
- Les produits qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des personnes privées, des professionnels, en échange d'un service rendu,
- Le produit des emprunts,
- Les subventions obtenues de l'Etat, la Région, le Conseil Départemental, ADEME, AESN,
- Les soutiens financiers versés par les éco-organismes,
- Les recettes obtenues de la commercialisation des produits de valorisation,

D'une façon générale, de toutes ressources prévues par le CGCT.

Article 14 – Calcul et règlement du produit attendu

Le SMETOM détermine le produit attendu pour l'ensemble de son territoire chaque année au moment du vote du budget primitif. Il est calculé à partir de l'état de notification des bases d'imposition prévisionnelles à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 1259 TEOM, taxe perçue par l'EPCI en lieu et place d'un syndicat mixte, édité par la DGFIP et transmis par les communautés de communes.

Le produit attendu, associé aux bases fiscales, permet ensuite de déterminer un taux de TEOMA harmonisé ou par zone. Le taux de TEOMA est voté par les EPCI à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Le SMETOM appelle mensuellement 1/12ème de la contribution annuelle.

Ainsi de janvier à juin de l'année n, 1/12ème du produit appelé de n-1 sera demandé.

Après le vote du taux de TEOMA par les membres adhérents, sur présentation de la délibération, sera demandé l'écart entre le perçu et le réel des mois écoulés ainsi que 1/12ème du produit appelé de l'année n.

Jusqu'au mois de décembre de l'année n, 1/12ème du produit appelé de l'année n sera demandé.

Les fonctions de receveur du SMETOM sont assurées par le Trésorier de Nemours.

Chapitre 4 – Dispositions diverses

Article 15 - Personnel

Le SMETOM pourra se doter du personnel administratif et technique nécessaire pour assurer l'ensemble de ses missions.

Article 16 – Propriétés - location

Le SMETOM est propriétaire des terrains, installations immeubles sur la communes de Saint-Pierre-lès-Nemours, situés ZA du Port, 13 rue des Étangs, et des équipements pour les besoins de l'exercice de son objet.

Les communes de La Chapelle-la-Reine, Chaintreaux et Château-Landon ont mises à la disposition du SMETOM des terrains pour la construction et l'exploitation de déchèteries. Les bâtiments et les équipements présents sur ces installations sont la propriété du SMETOM.

Le SMETOM est redevable au versement d'un loyer annuel.

Le SMETOM est propriétaire des déchèteries, installation classée pour l'environnement (ICPE) sous les rubriques 2710-1 et 2710-2, régime de l'enregistrement et de la déclaration, conformément à l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables à nos installations :

- Déchèterie de Saint-Pierre-lès-Nemours, rubrique 2710-2 sous le régime de l'enregistrement, rubrique 2710-1 sous le régime de la déclaration contrôlée, arrêté préfectoral n° 2013/DRIEE/UT77/107 du 1er juillet 2013, déclaration n° 15240 du 25 avril 2003 et déclaration n° 15878 du 31 mars 2008.
- Déchèterie de La Chapelle-la-Reine, rubrique 2710-1 et 2710-2 sous le régime de la déclaration contrôlée, déclaration n° 15269 du 25 août 2003.
- Déchèterie de Chaintreaux, rubrique 2710-1 et 2710-2 sous le régime de la déclaration contrôlée, déclaration n° 15241 du 25 avril 2003.

Les déchèteries ressortent de la compétence traitement tel que défini à l'article L. 2224-13 du CGCT qui stipule : « Les opérations de transport, de transit ou de regroupement qui se situent à la jonction de la collecte et du traitement peuvent être intégrées à l'une ou l'autre de ces deux missions. »
Lors du transfert de la compétence traitement des déchets au syndicat mixte BGV, les déchèteries n'existaient pas. Lors de la mise en exploitation des déchèteries en 2004, le SMETOM n'a pas transféré la compétence traitement des déchets issus des déchèteries à BGV, celui-ci ne disposant pas des outils pour traiter ces catégories de déchets.
L'exploitation des déchèteries (haut de quai et bas de quai hors traitement) est attribuée sous forme de marché public de prestation de service à des entreprises choisies conformément au Code de la Commande Publique.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Le traitement des déchets issus des déchèteries est attribué sous forme de marché public de prestation de service à des entreprises choisies conformément au Code de la Commande Publique.

La commune de La Chapelle-la-Reine est sortie du périmètre du SMETOM. A ce titre, il convient d'exposer les faits suivants :

Dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale (ci-après « SRCI ») portant sur les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines approuvé par le Préfet de Région (arrêté 2015063-0002 du 4 mars 2015), le Préfet du Département de Seine-et-Marne a, par arrêté 2016/DRCL/BCCCL/N°109 du 16 décembre 2016 entériné la création, à compter du 1er janvier 2017, de la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau (ci-après « CAPF ») par fusion des Communautés de communes du Pays de Fontainebleau et Entre Seine et Forêt et extension du périmètre du nouveau groupement aux communes d'Achères-la-Forêt, Arbonne-la-Forêt, Barbizon, Bois-le-Roi, Boissy-aux-Cailles, Cély, Chailly-en-Bière, La Chapelle-la-Reine, Chartrettes, Fleury-en-Bière, Noisy-sur-Ecole, Perthes, Recloses, Saint-Germain sur Ecole, Saint-Martin-en-Bière, Saint-Sauveur-sur-Ecole, Tousson, Ury et Le Vaudoué.

En vertu de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales, la CAPF ainsi constituée assure, depuis le 1er janvier 2017, la compétence « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » à titre obligatoire.

Conformément aux dispositions législatives en vigueur, la récupération de cette compétence a entraîné le retrait des communes membres de la CAPF des syndicats en charges des compétences « collecte » et/ou « traitement » des déchets ménagers et assimilés auxquels elles avaient adhéré.

Ont notamment été concernés par ce retrait :

1/ Le SMETOM, syndicat mixte créé par arrêté préfectoral du 10 avril 1963 et constitué de communautés de communes, compétent en matière de « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » sur le territoire de 33 communes ;

2/ Le SMICTOM, syndicat mixte en charge de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés sur le territoire des communes de Avon, Bourron-Marotte, Fontainebleau, Samois-sur-Seine, Héricy, Samoreau, Vulaines-sur-Seine, Bois-le-Roi et Chartrettes.

En conséquence du retrait des communes membres de la CAPF du SMETOM, du SMICTOM et des autres syndicats compétents en matière de collecte et de traitement des déchets sur son périmètre, la CAPF n'était membre, depuis le 1er janvier 2017, d'aucune structure en charge de la compétence « déchets ».

Par délibération en date du 14 décembre 2017, elle a préparé son adhésion au SMICTOM, ce dernier étant amené à exercer la compétence « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » sur l'ensemble du territoire de la CAPF, et notamment sur les territoires des communes de Archères-la-Forêt, Recloses, Ury et La Chapelle-la-Reine qui rassortissaient auparavant de la compétence du SMETOM, lequel est membre du syndicat mixte BGV pour ce qui concerne l'activité de « traitement » des déchets.

Le SMICTOM, qui a ainsi vu son périmètre d'intervention s'élargir, s'est donc substitué au SMETOM dans l'exercice des compétences « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ».

Il doit donc déterminer les modalités dans lesquelles il souhaite exercer les compétences qui lui ont été confiées. Dans l'attente, et pour assurer la continuité du service public de collecte des déchets, il a conclu, avec le SMETOM, une convention d'entente sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du code général des collectivités territoriales, et ayant pour objet d'assurer :

- Le suivi des conventions de prestations de service conclues par le SMETOM pour la collecte des déchets ménagers et autres déchets et mises en œuvre, en application des principes généraux

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

relatifs au transferts de compétences, à la fois sur le territoire du SMETOM et sur le territoire du SMICTOM (pour les communes d'Archères-la-Forêt, Recloses, Ury et La Chapelle-la-Reine) ;
- D'autre part, la gestion de la déchèterie (haut de quai et bas de quai) située sur le territoire du SMICTOM (commune de La Chapelle-la-Reine) qui présente une utilité commune aux deux parties.

La convention ainsi conclue est établie sans but lucratif au profit de l'un ou l'autre des syndicats, et le SMICTOM s'oblige à mandater le produit attendu qu'il doit au SMETOM.

L'exploitation est attribuée sous forme de marché public de prestation de service à des entreprises choisies conformément au Code de la Commande Publique. Ces entreprises sont propriétaires de leurs équipements mobiliers (véhicules de collecte et de service, engins de chantiers, compacteurs, bennes ouvertes et fermées, etc…).

Article 17 – Rapport annuel

Conformément aux articles D. 2224-1 et suivants du CGCT, le bureau présente chaque année un rapport sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de l'exercice clos et les perspectives de l'année à venir.

Article 18 – Adhésion et retrait d'un membre

Toute demande d'adhésion d'une nouvelle commune ou d'un EPCI au SMETOM sera soumis par le Président, au comité syndical qui devra se prononcer par un vote à la majorité simple et devra recueillir l'avis des EPCI membres conformément à l'article L. 5211-18 du CGCT.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'adhésion d'un EPCI à fiscalité propre constitué parmi les communes membres du SMETOM sera acquise selon la procédure de représentation-substitution prévu à l'article L. 5214-21 du CGCT. Cette procédure sera également appliquée en cas d'adhésion d'une ou plusieurs communes membres du syndicat à un EPCI à fiscalité propre existant sur le territoire du syndicat dès lors que cet EPCI détient une compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés.

Les dispositions des articles L. 5211-19, L. 5721-6-2 et L. 5211-25-1 du CGCT sont applicables.

Toute demande de retrait fait l'objet d'une délibération du comité syndical qui devra se prononcer par un vote à la majorité simple et devra recueillir l'avis des EPCI membres, vote à la majorité qualifiée.

Une communauté de communes peut se retirer du SMETOM avec le consentement du comité syndical ainsi qu'au versement d'une indemnité dont le montant est défini par le comité syndical.

Article 19 - Extension de compétences

Par délibération concordante du comité syndical et des conseils communautaires qui le composent, le SMETOM pourra exercer ultérieurement toutes autres compétences que les membres souhaiteraient lui transférer.

L'extension sera effective après notification de l'arrêté préfectoral.

Article 20 – Modification des statuts

La modification des présents statuts, en particulier pour adapter la forme du SMETOM aux contraintes des nouvelles exigences environnementales et/ou administratives devront faire l'objet d'un vote à majorité simple du comité syndical et recevoir l'avis des communes et EPCI membres conformément à l'article L. 5211-16 à L. 5211-20 du CGCT.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Article 21 – Règlement intérieur

Le SMETOM a établi son règlement intérieur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-8 du CGCT, un règlement intérieur fixe, en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du comité, du bureau du SMETOM et des commissions qui ne seraient pas déterminées par les lois et règlements. Il est approuvé par délibération du comité syndical qui pourra le modifier ultérieurement.

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des collectivités adhérentes.

Article 22 – Dispositions finales

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues au CGCT.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du

Saint-Pierre-lès-Nemours, le

La Présidente,
SMETOM de la Vallée du Loing

Valérie LACROUTE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_03

Objet : Cadre Institutionnel : Révision des statuts du Syndicat mixte pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères, SMETOM de la Vallée du Loing

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 5211-17, L. 5211-20 et L. 5711-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 aou[illegible] siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 80 du 17 octobre 2019 portant modification des statuts du Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères (SMETOM) de la Vallée du Loing,

VU la délibération du Comité syndical du SMETOM de la Vallée du Loing n° 2020-24 du 15 décembre 2020 relative à la révision des statuts,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU le projet de statuts révisés du SMETOM de la Vallée du Loing annexé,

VU le courriel du 5 février 2021 portant notification de la délibération du Comité syndical du SMETOM de la Vallée du Loing n° 2020-24 du 15 décembre 2020 relative à la révision des statuts,

CONSIDÉRANT que lorsque l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires, autres que celles relatives aux compétences, au périmètre et à l'organisation, l'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les modifications envisagées,

CONSIDÉRANT qu'à défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable,

CONSIDÉRANT que les membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice,

CONSIDÉRANT que ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des membres se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale,

CONSIDÉRANT que l'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de transferts de compétences à un syndicat mixte constitué uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale, à défaut de délibération dans ce délai, la décision n'est pas réputée favorable,

CONSIDÉRANT que par délibération n° 2020-24 du 15 décembre 2020, le Comité syndical du Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères (SMETOM) de la Vallée du Loing a approuvé la révision des statuts,

CONSIDÉRANT que ladite révision porte sur la constitution, les compétences, le périmètre, la composition du comité syndical, le calcul et le règlement du produit attendu, les propriétés du syndicat,

CONSIDÉRANT que par courriel du 5 février 2021, le SMETOM de la Vallée du Loing a notifié à la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing la délibération du Comité syndical n° 2020-24 du 15 décembre 2020 relative à la révision des statuts,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **APPROUVE** la révision des statuts du Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères (SMETOM) de la Vallée du Loing.

Article 2: **AUTORISE** Monsieur le Président à notifier la présente délibération à Madame la Présidente dudit syndicat.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_03-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

ID77 INGÉNIERIE DÉPARTEMENTALE DE SEINE&MARNE

Convention constitutive GIP ID 77

Avenant n°1

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Département de Seine-et-Marne a constitué avec ses organismes associés intervenant en matière d'ingénierie territoriale un groupement d'intérêt public (GIP) régi par les dispositions des articles 98 à 122 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit.

Ce groupement avait, à sa création en 2017, pour mission de faire converger les propositions du Département et de ses satellites en vue de structurer l'offre d'ingénierie départementale à destination des communes et groupements de collectivités du territoire.

Les réflexions menées ont mis en évidence, dans un contexte de recul de l'engagement de l'Etat, une nécessaire évolution de l'objet du groupement afin qu'il constitue un outil d'optimisation des ressources d'ingénierie au service de la mise en œuvre par les collectivités seine-et-marnaises de leurs compétences et projets de territoires.

En considération de la nécessité de simplifier la convention constitutive du GIP ID77 approuvée le 3 décembre 2018, d'une part, et de répondre aux demandes du marché par l'introduction de nouveaux adhérents, il convient de conclure un avenant pour adapter certaines dispositions de la convention.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'article 3.2 - Les membres adhérents est ainsi modifié :

" Les membres adhérents sont les groupements de collectivités (EPCI à fiscalité propre, syndicats intercommunaux ou mixtes, notamment) et communes du Département de Seine-et-Marne et ceux situés pour partie seulement sur le territoire du Département, ainsi que d'autres établissements publics opérant sur le territoire de la Seine-et-Marne qui adhérent à la présente convention constitutive.

Ils adhèrent pour l'intégralité de leur territoire, sauf les membres dont les territoires sont situés pour partie seulement en Seine-et-Marne, qui n'adhèrent que pour leur partie de territoire située en Seine-et-Marne.

Cette adhésion intervient dans les conditions fixées à l'article 6.1 de la présente convention. "

ARTICLE 2 :

L'article 6.1- Adhésion est rédigé comme suit :

" Peut demander à adhérer au groupement d'intérêt public tout groupement de collectivités (EPCI à fiscalité propre, syndicat intercommunal ou mixte, notamment) ou commune appartenant au

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

Département de Seine-et-Marne ou situé pour partie sur son territoire ainsi que tout établissements publics opérant sur le territoire de la Seine-et-Marne.

La demande d'adhésion, formulée par écrit et accompagnée de la délibération de l'organe délibérant du membre ou de la décision de l'exécutif compétent sollicitant l'adhésion, est adressée au Président du groupement.

Le Président examine la recevabilité et la complétude de la demande et en particulier il vérifie que la délibération ou la décision comprend bien l'avis favorable à l'adhésion au GIP ID77, l'approbation de la convention constitutive signée par son exécutif, l'autorisation donnée au chef de l'exécutif de prendre toutes mesures afférant au GIP, ainsi que la désignation de son représentant à l'assemblée générale d'ID77.

Les candidatures recevables sont alors proposées par le Président du Groupement, à travers une délibération, à l'approbation de l'assemblée générale d'ID77, délibération transmise à la Préfecture de Seine-et-Marne en vue d'un arrêté modificatif entérinant la nouvelle composition du GIP.

Le Président confirme par écrit au nouveau membre, dans un délai de deux mois à l'issue de la publication de l'arrêté préfectoral, la date à laquelle l'adhésion prend effet.

A chaque séance du conseil d'administration suivant l'adhésion d'un ou plusieurs nouveaux membres, un point à l'ordre du jour est consacré à l'information des administrateurs quant aux nouvelles adhésions.

Chaque EPCI à fiscalité propre adhérent informe ses communes membres de son adhésion"

ARTICLE 3 :

L'article 6.4 - Disposition générales est supprimé.

ARTICLE 4 :

L'article 14 – Tenue des comptes est rédigé comme suit :

" La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit public.

La nomenclature utilisée par le groupement est de type M52.

La tenue des comptes est assurée par un comptable public. "

ARTICLE 5 :

L'article 16.2 - Compétences est modifié comme suit :

" L'assemblée générale est compétente pour adopter :

- les décisions relatives au retrait et à l'exclusion des membres fondateurs, à l'exclusion des décisions relatives au retrait automatique d'un membre fondateur du fait de sa dissolution;
- les décisions de modification de la convention constitutive du groupement ;

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

- les décisions de transformation du groupement en une autre structure ;
- les décisions de dissolution anticipée du groupement, ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- les décisions relatives à l'adhésion d'un nouvel adhérent ;
- l'approbation du rapport annuel d'activité du groupement. "

ARTICLE 6 :

L'article 17.2 - Compétences est rédigé comme suit :

" Le conseil d'administration administre et contrôle le fonctionnement du groupement et règle toutes les affaires qui ne sont pas réservées, par la présente convention, au bureau, à l'assemblée générale, au président du conseil d'administration et de l'assemblée générale ou au directeur.

Il est notamment compétent pour :

- définir les orientations de l'activité du groupement et veiller à leur mise en œuvre ;
- fixer, chaque année, les montants des contributions des membres ;
- approuver le budget et les décisions budgétaires modificatives ;
- approuver le compte de résultat et le bilan ;
- décider du retrait ou de l'exclusion des membres adhérents et, au besoin, leurs modalités;
- approuver l'état des effectifs ;
- approuver, le cas échéant, un règlement financier ;
- décider, le cas échéant, de la création et des modalités de fonctionnement de commissions consultatives ; "

ARTICLE 7 :

L'article 16.4 – Fonctionnement est modifié comme suit :

" L'assemblée générale se réunit sur convocation du président.

Elle se réunit également à la demande du quart au moins des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

Les membres de l'assemblée générale sont convoqués par lettre ou courriel, quinze jours au moins avant la date fixée. Ce délai peut être réduit à cinq jours en cas d'urgence.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de la réunion et contient les documents permettant aux membres de prendre leur décision en toute connaissance de cause.

En cas de circonstances exceptionnelles, l'assemblée générale peut également être proposée en visioconférence via un outil informatique dédié, pour ceux de leurs membres souhaitant y assister à distance.

Chaque membre peut donner mandat à un autre membre pour le représenter, un membre pouvant être porteur illimité de pouvoirs.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

Pour les organismes associés, il est précisé que lorsque le représentant titulaire se fait représenter par son suppléant, ce dernier est titulaire du droit de vote.

L'assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

A l'issue de chaque séance de l'assemblée générale, un procès-verbal est établi par le président. Le relevé de décision est tenu en un registre conservé au siège du groupement. Les décisions consignées obligent tous les membres.

Par ailleurs, peuvent assister aux séances de l'assemblée générale le directeur et tout élu ou personnel des membres. "

ARTICLE 8 :

L'article 17.4 – Fonctionnement est modifié comme suit :

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

Le conseil d'administration est convoqué par lettre ou courriel, quinze jours au moins avant la date fixée. Ce délai peut être réduit à cinq jours en cas d'urgence.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de la réunion et contient les documents permettant aux administrateurs de prendre leur décision en toute connaissance de cause.

En cas de circonstances exceptionnelles, le conseil d'administration peut également être proposé en visioconférence via un outil informatique dédié, pour ceux de leurs membres souhaitant y assister à distance.

Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur présent peut être porteur d'un maximum de trois pouvoirs.

Pour les organismes associés, il est précisé que lorsque l'administrateur titulaire se fait représenter par son suppléant, ce dernier est titulaire du droit de vote.

En cas d'absence du président du groupement, la présidence du conseil d'administration est assurée par un président de séance désigné en son sein par ses membres à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Le conseil d'administration délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple.

A l'issue de chaque séance du conseil d'administration, un procès-verbal est établi par le président.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

Le relevé de décisions est tenu en un registre conservé au siège du groupement. Les décisions consignées obligent tous les membres.

Le président du conseil d'administration peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un administrateur ou du directeur, inviter des personnalités qualifiées à participer aux débats.

Par ailleurs, peuvent assister aux séances du conseil d'administration le directeur et tout élu ou personnel des membres.

ARTICLE 9 :

L'article 22- Dispositions transitoires est supprimé.

ARTICLE 10 :

Les autres stipulations de la Convention constitutive demeurent valables et inchangées en ce qu'elles n'ont rien de contraire aux présentes dispositions.

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification aux adhérents.

Fait à Melun, le 14 décembre 2020

Monsieur Xavier VANDERBISE

Président du GIP ID77

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_04

Objet : Cadre Institutionnel : Avenant n°1 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) ID 77

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

VU la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, notamment ses articles 98 à 122,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing n° 2019-06-24_29 du 24 juin 2019 approuvant l'adhésion au Groupement d'intérêt public (GIP) ID 77,

VU la délibération de l'Assemblée générale du GIP ID 77 du 14 décembre 2020 approuvant l'avenant n° 1 à la convention constitutive,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU la convention constitutive du Groupement d'intérêt public (GIP) ID 77 approuvée le 3 décembre 2018,

VU l'avenant n° 1 à la convention constitutive du GIP ID 77,

CONSIDÉRANT qu'en 2017, le Département de Seine-et-Marne a décidé de constituer avec ses organismes associés intervenant en matière d'ingénierie territoriale un Groupement d'intérêt public (GIP) dénommé ID 77,

CONSIDÉRANT que les membres adhérents sont les groupements de collectivités et communes du Département de Seine-et-Marne et ceux situés pour partie seulement sur le territoire du Département, qui adhèrent à la convention constitutive,

CONSIDÉRANT que le GIP a pour objet d'améliorer la visibilité de l'offre d'ingénierie du Département et de ses organismes associés à destination des communes et des groupements de collectivités du territoire seine-et-marnais, de valoriser cette offre, d'accompagner les communes et groupements de collectivités dans leur recours à l'offre d'ingénierie pour la mise en œuvre de leurs projets et d'animer le réseau des services départementaux et des organismes associés,

CONSIDÉRANT que par délibération n° 2019-06-24_29 du 24 juin 2019, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing a approuvé l'adhésion au GIP ID 77,

CONSIDÉRANT que par délibération du 14 décembre 2020, l'assemblée générale du GIP a approuvé l'avenant n° 1 à la convention constitutive,

CONSIDÉRANT que par ledit avenant, les membres adhérents ont souhaité simplifier la convention constitutive du GIP et répondre aux demandes du marché par l'introduction de nouveaux adhérents,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention constitutive du Groupement d'intérêt public (GIP) ID 77 tel qu'approuvé par l'assemblée générale lors de sa séance du 14 décembre 2020 et annexé à la présente délibération ;

Article 2: **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ledit avenant et tous les documents y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_04-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_05-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_05

Objet : Cadre Institutionnel : Convention d'adhésion au programme national Petites Villes de Demain

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_05-DE

VU la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, notamment ses articles 98 à 122,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que le programme national Petites Villes de Demain vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques,

CONSIDÉRANT que ce programme qui constitue un outil de la relance au service des territoires ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement,

CONSIDÉRANT que ce programme, doté de 3 milliards d'euros sur six ans (2020-2026) à l'échelle nationale, est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'État et des partenaires financiers du programme (ministères, Agence nationale de la cohésion des territoires, Banque des Territoires, Agence nationale de l'habitat, Agence de la transition écologique (ADEME) et adapté localement,

CONSIDÉRANT qu'en Seine-et-Marne, 15 communes dont Souppes-sur-Loing sont lauréates de ce programme,

CONSIDÉRANT que pour les collectivités lauréates du dispositif et leurs intercommunalités, l'adhésion au dispositif nécessite la signature d'une convention d'adhésion co-signée par les exécutifs de la commune lauréate et de l'intercommunalité, par le préfet, et le cas échéant par tout autre partenaire institutionnel et technique,

CONSIDÉRANT que la signature de cette convention d'adhésion permet de solliciter le co-financement d'un chef de projet qui assure le pilotage opérationnel du projet de revitalisation pour le compte de l'exécutif local,

CONSIDÉRANT que dans les 18 mois suivant la signature de la convention d'adhésion, les parties signent une convention cadre Petites Villes de Demain, contenant la stratégie de revitalisation et les actions et moyens à déployer pour la concrétiser,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **AFFIRME** son engagement dans le programme national Petites Villes de Demain, en partenariat avec la commune de Souppes-sur-Loing.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_05-DE

Article 2: **APPROUVE** la convention d'adhésion au programme national Petites Villes de Demain annexée à la présente délibération ;

Article 3: **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST.

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_05-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_06

Objet : Finances : Approbation du Compte de Gestion 2020 du budget principal

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38+3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2121-31 et L. 5211-1,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août [illegible] siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU le compte de gestion 2020 du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing présenté par Monsieur le Trésorier du Centre des Finances Publiques de Nemours,

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire entend, débat et arrête les comptes de gestion des receveurs sauf règlement définitif,

CONSIDÉRANT que le compte de gestion du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing présenté par Monsieur le Trésorier du Centre des Finances Publiques de Nemours fait apparaître, pour l'exercice 2020, les résultats suivants :

Résultats de l'exercice 2020:

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 830 613,69	8 933 517,79	10 764 131,48
Titres de recettes émis (b)	437 324,32	6 840 265,68	7 277 590,00
Réductions de titres (c)	13 830,00	98 915,00	112 745,00
Recettes nettes (d = b - c)	423 494,32	6 741 350,68	7 164 845,00
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 830 613,69	8 933 517,79	10 764 131,48
Mandats émis (f)	384 297,57	6 610 748,95	6 995 046,52
Annulations de mandats (g)		59 019,61	59 019,61
Dépenses nettes (h = f - g)	384 297,57	6 551 729,34	6 936 026,91
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
Excédent (d - h)	39 196,75	189 621,34	228 818,09
Déficit (h - d)			

Résultats de clôture 2020:

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
INVESTISSEMENT	-164 106,80	0,00	39 196,75		-124 910,05
FONCTIONNEMENT	2 381 510,74	220 147,95	189 621,34		2 350 984,13
TOTAL	**2 217 403,94**	**220 147,95**	**228 818,09**		**2 226 074,08**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article unique: **APPROUVE** le compte de gestion 2020 du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing présenté par Monsieur le Trésorier du Centre des Finances Publiques de Nemours.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU - COMMUNAUTE DE COMMUNES GATINAIS VAL DE LOING (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20002391900034

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE NEMOURS

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : Budget Principal (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 19
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 26
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 57
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 88
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 89
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 93
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 94
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 95
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 97
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 98
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 99
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes 100
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 101
A4 - Etat des provisions 102
A5 - Etalement des provisions 103
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 104
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 105
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 107
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 119
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) 128
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) 132
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 134
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 135
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 136
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 137
A10.3 - Opérations liées aux cessions 138
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 139
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 140
A11 - Etat des travaux en régie 141
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 143

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 144
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 145
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 146
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 147
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 148
B1.6 - Etat des engagements reçus 149

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 152
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 153

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 154
C1.2 - Actions de formation des élus 157
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 158
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 159
C3.2 - Liste des établissements publics créés 160
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 161
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 162
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 163
C3.6 - Identification des flux croisés 165

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 166
D2 - Arrêté et signatures 167

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Code INSEE 77458	COMMUNAUTE DE COMMUNES GATINAIS VAL DE LOING Budget Principal	CA 2020

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	0
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0,00	0,00	0,00	0,00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0,00	0,00
2	Produit des impositions directes/population	0,00	0,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0,00	0,00
4	Dépenses d'équipement brut/population	0,00	0,00
5	Encours de dette/population	0,00	0,00
6	DGF/population	0,00	0,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	10,16 %	0,00 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	96,05 %	0,00 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	3,94 %	0,00 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,00 %	0,00 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	6 551 729,34	G	6 741 350,68
	Section d'investissement	B	384 297,57	H	423 494,32
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 161 362,79 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	164 106,80 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	7 100 133,71	= G+H+I+J	9 326 207,79
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	17 714,40	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	17 714,40	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	6 551 729,34	= G+I+K	8 902 713,47
	Section d'investissement	= B+D+F	566 118,77	= H+J+L	423 494,32
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	7 117 848,11	= G+H+I+J+K+L	9 326 207,79

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 17 714,40	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	17 714,40	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	519 000,00	474 495,23	1 428,32	0,00	43 076,45
012	Charges de personnel, frais assimilés	732 000,00	645 871,79	0,00	0,00	86 128,21
014	Atténuations de produits	2 601 652,05	2 460 230,57	0,00	0,00	141 421,48
65	Autres charges de gestion courante	3 438 600,00	2 738 175,85	0,00	0,00	700 424,15
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**7 291 252,05**	**6 318 773,44**	**1 428,32**	**0,00**	**971 050,29**
66	Charges financières	43 800,00	32 911,57	3 746,85	0,00	7 141,58
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**7 338 052,05**	**6 351 685,01**	**5 175,17**	**0,00**	**981 191,87**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*1 395 465,74*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*200 000,00*	*194 869,16*			*5 130,84*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 595 465,74***	***194 869,16***			***1 400 596,58***
TOTAL		**8 933 517,79**	**6 546 554,17**	**5 175,17**	**0,00**	**2 381 788,45**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	5 000,00	13 300,11	0,00	0,00	-8 300,11
70	Produits services, domaine et ventes div	34 000,00	35 242,26	0,00	0,00	-1 242,26
73	Impôts et taxes	5 925 000,00	5 742 183,00	0,00	0,00	182 817,00
74	Dotations et participations	764 155,00	905 013,19	0,00	0,00	-140 858,19
75	Autres produits de gestion courante	44 000,00	45 612,12	0,00	0,00	-1 612,12
Total des recettes de gestion courante		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**	**0,00**	**0,00**	**30 804,32**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**	**0,00**	**0,00**	**30 804,32**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**	**0,00**	**0,00**	**30 804,32**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **2 161 362,79**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 000,00	12 552,00	0,00	448,00
204	Subventions d'équipement versées	550 000,00	182 217,80	0,00	367 782,20
21	Immobilisations corporelles	931 506,89	71 089,65	17 714,40	842 702,84
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 494 506,89**	**265 859,45**	**17 714,40**	**1 210 933,04**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	125 400,00	118 438,12	0,00	6 961,88
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	46 600,00			
Total des dépenses financières		**172 000,00**	**118 438,12**	**0,00**	**53 561,88**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 666 506,89**	**384 297,57**	**17 714,40**	**1 264 494,92**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**1 666 506,89**	**384 297,57**	**17 714,40**	**1 264 494,92**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **164 106,80**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	220 147,95	220 147,95	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	8 077,21	0,00	-8 077,21
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	400,00	0,00	-400,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**235 147,95**	**228 625,16**	**0,00**	**6 522,79**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**235 147,95**	**228 625,16**	**0,00**	**6 522,79**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*1 395 465,74*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*200 000,00*	*194 869,16*		*5 130,84*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 595 465,74***	***194 869,16***		***1 400 596,58***
TOTAL		**1 830 613,69**	**423 494,32**	**0,00**	**1 407 119,37**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	475 923,55		475 923,55
012	Charges de personnel, frais assimilés	645 871,79		645 871,79
014	Atténuations de produits	2 460 230,57		2 460 230,57
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 738 175,85		2 738 175,85
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	36 658,42	*0,00*	36 658,42
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*194 869,16*	194 869,16
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**6 356 860,18**	***194 869,16***	**6 551 729,34**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	118 438,12	*0,00*	118 438,12
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	12 552,00	*0,00*	12 552,00
204	Subventions d'équipement versées	182 217,80	*0,00*	182 217,80
21	Immobilisations corporelles (6)	71 089,65	*0,00*	71 089,65
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**384 297,57**	***0,00***	**384 297,57**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**164 106,80**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	13 300,11		13 300,11
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	35 242,26		35 242,26
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	5 742 183,00		5 742 183,00
74	Dotations et participations	905 013,19		905 013,19
75	Autres produits de gestion courante	45 612,12	*0,00*	45 612,12
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**6 741 350,68**	***0,00***	**6 741 350,68**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**2 161 362,79**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 147,95		220 147,95
13	Subventions d'investissement	8 077,21	0,00	8 077,21
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	400,00	0,00	400,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*194 869,16*	*194 869,16*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**228 625,16**	**194 869,16**	**423 494,32**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**519 000,00**	**474 495,23**	**1 428,32**	**0,00**	**43 076,45**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
60611	Eau et assainissement	10 000,00	7 062,97	0,00	0,00	2 937,03
60612	Energie - Electricité	43 000,00	39 735,45	0,00	0,00	3 264,55
60621	Combustibles	0,00	137,56	0,00	0,00	-137,56
60622	Carburants	4 000,00	1 475,11	0,00	0,00	2 524,89
60623	Alimentation	8 000,00	4 314,07	0,00	0,00	3 685,93
60631	Fournitures d'entretien	3 000,00	2 497,70	0,00	0,00	502,30
60632	Fournitures de petit équipement	23 000,00	19 908,19	0,00	0,00	3 091,81
60636	Vêtements de travail	700,00	610,00	0,00	0,00	90,00
6064	Fournitures administratives	13 000,00	10 780,71	0,00	0,00	2 219,29
6068	Autres matières et fournitures	4 000,00	3 085,60	0,00	0,00	914,40
611	Contrats de prestations de services	42 000,00	41 350,01	0,00	0,00	649,99
6132	Locations immobilières	16 000,00	11 447,69	0,00	0,00	4 552,31
61521	Entretien terrains	15 500,00	18 828,80	0,00	0,00	-3 328,80
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 500,00	4 419,77	0,00	0,00	1 080,23
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	500,00	432,00	0,00	0,00	68,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	700,00	700,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	23 000,00	27 546,59	1 275,61	0,00	-5 822,20
6161	Multirisques	20 000,00	7 309,00	0,00	0,00	12 691,00
6168	Autres primes d'assurance	2 000,00	1 986,00	0,00	0,00	14,00
6182	Documentation générale et technique	6 000,00	6 698,30	0,00	0,00	-698,30
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	1 338,00	0,00	0,00	-338,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6188	Autres frais divers	32 500,00	31 760,00	0,00	0,00	740,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6226	Honoraires	2 200,00	2 160,00	0,00	0,00	40,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	3 310,08	0,00	0,00	-1 310,08
6232	Fêtes et cérémonies	4 000,00	3 219,07	0,00	0,00	780,93
6236	Catalogues et imprimés	20 000,00	15 803,01	0,00	0,00	4 196,99
6237	Publications	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6238	Divers	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6247	Transports collectifs	5 000,00	3 683,01	0,00	0,00	1 316,99
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	4 502,22	152,71	0,00	345,07
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6261	Frais d'affranchissement	4 000,00	2 417,13	0,00	0,00	1 582,87
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	17 965,50	0,00	0,00	2 034,50
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	325,10	0,00	0,00	674,90
6281	Concours divers (cotisations)	50 000,00	49 139,38	0,00	0,00	860,62
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	12 000,00	125 188,21	0,00	0,00	-113 188,21
62878	Remb. frais à d'autres organismes	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
63512	Taxes foncières	1 400,00	297,00	0,00	0,00	1 103,00
63513	Autres impôts locaux	3 500,00	3 062,00	0,00	0,00	438,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**732 000,00**	**645 871,79**	**0,00**	**0,00**	**86 128,21**
6217	Personnel affecté par la commune membre	15 855,00	0,00	0,00	0,00	15 855,00
6218	Autre personnel extérieur	8 500,00	5 612,01	0,00	0,00	2 887,99
6331	Versement de transport	5 000,00	6 078,56	0,00	0,00	-1 078,56
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 510,00	342,57	0,00	0,00	1 167,43
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	12 800,00	8 920,90	0,00	0,00	3 879,10
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 000,00	1 139,73	0,00	0,00	4 860,27
64111	Rémunération principale titulaires	270 000,00	260 174,25	0,00	0,00	9 825,75
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	65 285,00	15 692,81	0,00	0,00	49 592,19
64118	Autres indemnités titulaires	100 000,00	89 065,65	0,00	0,00	10 934,35
64131	Rémunérations non tit.	72 000,00	70 506,08	0,00	0,00	1 493,92
64138	Autres indemnités non tit.	12 000,00	8 588,88	0,00	0,00	3 411,12
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	60 500,00	60 076,73	0,00	0,00	423,27
6453	Cotisations aux caisses de retraites	80 500,00	88 307,99	0,00	0,00	-7 807,99
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 500,00	3 204,19	0,00	0,00	3 295,81
6455	Cotisations pour assurance du personnel	12 600,00	26 645,45	0,00	0,00	-14 045,45
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 800,00	688,79	0,00	0,00	1 111,21
6488	Autres charges	1 150,00	827,20	0,00	0,00	322,80
014	**Atténuations de produits**	**2 601 652,05**	**2 460 230,57**	**0,00**	**0,00**	**141 421,48**
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	108 652,05	0,00	0,00	0,00	108 652,05
739211	Attributions de compensation	2 400 000,00	2 361 692,57	0,00	0,00	38 307,43
739221	FNGIR	45 000,00	44 182,00	0,00	0,00	818,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (o			
			Mandats émis	Ch	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	48 000,00	54 356,00	0,00	0,00	-6 356,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 438 600,00**	**2 738 175,85**	**0,00**	**0,00**	**700 424,15**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6531	Indemnités	100 000,00	48 599,05	0,00	0,00	51 400,95
6533	Cotisations de retraite	3 000,00	2 481,78	0,00	0,00	518,22
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	12 000,00	11 811,38	0,00	0,00	188,62
6535	Formation	500,00	491,00	0,00	0,00	9,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	200,00	141,79	0,00	0,00	58,21
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	3 100 000,00	2 529 313,23	0,00	0,00	570 686,77
65548	Autres contributions	76 800,00	76 785,58	0,00	0,00	14,42
6558	Autres contributions obligatoires	7 000,00	9 767,16	0,00	0,00	-2 767,16
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	8 000,00	24 373,80	0,00	0,00	-16 373,80
657348	Subv. fonct. Autres communes	130 000,00	34 408,80	0,00	0,00	95 591,20
65888	Autres	100,00	2,28	0,00	0,00	97,72
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**7 291 252,05**	**6 318 773,44**	**1 428,32**	**0,00**	**971 050,29**
66	**Charges financières (b)**	**43 800,00**	**32 911,57**	**3 746,85**	**0,00**	**7 141,58**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	40 000,00	36 623,25	0,00	0,00	3 376,75
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	3 800,00	-3 711,68	3 746,85	0,00	3 764,83
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**7 338 052,05**	**6 351 685,01**	**5 175,17**	**0,00**	**981 191,87**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 395 465,74***	***0,00***			***1 395 465,74***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***200 000,00***	***194 869,16***			***5 130,84***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*200 000,00*	*194 869,16*			*5 130,84*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 595 465,74***	***194 869,16***			***1 400 596,58***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 595 465,74***	***194 869,16***			***1 400 596,58***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**8 933 517,79**	**6 546 554,17**	**5 175,17**	**0,00**	**2 381 788,45**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	3 746,85
Montant des ICNE de l'exercice N-1	3 711,68
= Différence ICNE N – ICNE N-1	35,17

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**5 000,00**	**13 300,11**	**0,00**	**0,00**	**-8 300,11**
6419	Remboursements rémunérations personnel	5 000,00	13 300,11	0,00	0,00	-8 300,11
70	***Produits services, domaine et ventes div***	***34 000,00***	***35 242,26***	***0,00***	***0,00***	***-1 242,26***
70632	Redevances services à caractère loisir	*12 000,00*	*7 060,95*	*0,00*	*0,00*	*4 939,05*
7066	Redevances services à caractère social	*8 000,00*	*7 714,07*	*0,00*	*0,00*	*285,93*
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	*14 000,00*	*20 467,24*	*0,00*	*0,00*	*-6 467,24*
73	**Impôts et taxes**	**5 925 000,00**	**5 742 183,00**	**0,00**	**0,00**	**182 817,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	2 280 000,00	2 320 382,00	0,00	0,00	-40 382,00
73112	Cotisation sur la VAE	580 000,00	436 081,00	0,00	0,00	143 919,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	100 000,00	105 957,00	0,00	0,00	-5 957,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	165 000,00	186 036,00	0,00	0,00	-21 036,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	150 000,00	150 494,00	0,00	0,00	-494,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	2 650 000,00	2 543 233,00	0,00	0,00	106 767,00
74	**Dotations et participations**	**764 155,00**	**905 013,19**	**0,00**	**0,00**	**-140 858,19**
74124	Dotation d'intercommunalité	215 000,00	251 137,00	0,00	0,00	-36 137,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	357 635,00	416 518,00	0,00	0,00	-58 883,00
7473	Participat° Départements	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
7478	Participat° Autres organismes	94 020,00	136 343,31	0,00	0,00	-42 323,31
74832	Attribution du fonds départemental TP	50 000,00	64 083,88	0,00	0,00	-14 083,88
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	20 000,00	34 487,00	0,00	0,00	-14 487,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	2 500,00	2 444,00	0,00	0,00	56,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**44 000,00**	**45 612,12**	**0,00**	**0,00**	**-1 612,12**
752	Revenus des immeubles	40 000,00	45 436,66	0,00	0,00	-5 436,66
7588	Autres produits div. de gestion courante	4 000,00	175,46	0,00	0,00	3 824,54
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**	**0,00**	**0,00**	**30 804,32**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**	**0,00**	**0,00**	**30 804,32**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**	**0,00**	**0,00**	**30 804,32**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 161 362,79**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**13 000,00**	**12 552,00**	**0,00**	**448,00**
2031	Frais d'études	10 000,00	9 984,00	0,00	16,00
2051	Concessions, droits similaires	3 000,00	2 568,00	0,00	432,00
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**550 000,00**	**182 217,80**	**0,00**	**367 782,20**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	300 000,00	182 217,80	0,00	117 782,20
20422	Privé : Bâtiments, installations	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**931 506,89**	**71 089,65**	**17 714,40**	**842 702,84**
21318	Autres bâtiments publics	103 844,09	61 040,19	17 714,40	25 089,50
2181	Installat° générales, agencements	787 662,80	0,00	0,00	787 662,80
2183	Matériel de bureau et informatique	20 000,00	3 233,95	0,00	16 766,05
2184	Mobilier	20 000,00	1 431,00	0,00	18 569,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	5 384,51	0,00	-5 384,51
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**1 494 506,89**	**265 859,45**	**17 714,40**	**1 210 933,04**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**125 400,00**	**118 438,12**	**0,00**	**6 961,88**
1641	Emprunts en euros	125 000,00	117 038,12	0,00	7 961,88
165	Dépôts et cautionnements reçus	400,00	1 400,00	0,00	-1 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**46 600,00**			
	Total des dépenses financières	**172 000,00**	**118 438,12**	**0,00**	**53 561,88**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 666 506,89**	**384 297,57**	**17 714,40**	**1 264 494,92**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 666 506,89**	**384 297,57**	**17 714,40**	**1 264 494,92**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**164 106,80**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**235 147,95**	**220 147,95**	**0,00**	**15 000,00**
10222	FCTVA	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 147,95	220 147,95	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**8 077,21**	**0,00**	**-8 077,21**
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	8 077,21	0,00	-8 077,21
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**400,00**	**0,00**	**-400,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**235 147,95**	**228 625,16**	**0,00**	**6 522,79**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**235 147,95**	**228 625,16**	**0,00**	**6 522,79**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***1 395 465,74***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***200 000,00***	***194 869,16***		***5 130,84***
28031	*Frais d'études*	*1 600,00*	*1 554,80*		*45,20*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*12 000,00*	*12 000,00*		*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*63 000,00*	*75 915,84*		*-12 915,84*
28041583	*GFP : Projet infrastructure*	*13 900,00*	*0,00*		*13 900,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*3 000,00*	*2 993,00*		*7,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*0,00*	*1 774,93*		*-1 774,93*
28051	*Concessions et droits similaires*	*9 100,00*	*9 012,95*		*87,05*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*500,00*	*427,00*		*73,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*6 800,00*	*6 790,00*		*10,00*
28138	*Autres constructions*	*23 700,00*	*23 667,00*		*33,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*49 400,00*	*43 901,80*		*5 498,20*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*11 400,00*	*11 316,41*		*83,59*
28184	*Mobilier*	*3 400,00*	*3 399,77*		*0,23*
28188	*Autres immo. corporelles*	*2 200,00*	*2 115,66*		*84,34*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***1 595 465,74***	***194 869,16***		***1 400 596,58***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 595 465,74***	***194 869,16***		***1 400 596,58***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 830 613,69**	**423 494,32**	**0,00**	**1 407 119,37**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	13 718	248 017	0	0	0	5 385	0	0	0	79 642	37 536	384 298
- Equipements municipaux (2)		62 026	0	0	0	5 385	0	0	0	1 655	14 576	83 642
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		81 271	0	0	0	0	0	0	0	77 987	22 960	182 218
- Opérations financières	13 718											13 718
Dépenses d'ordre	0											0
Solde d'exécution reporté de N-1	0											164 107
Total dépenses	**13 718**	**412 124**	**0**	**0**	**0**	**5 385**	**0**	**0**	**0**	**79 642**	**37 536**	**548 404**
Total recettes	**220 148**	**162 328**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**36**	**0**	**39 275**	**1 707**	**423 494**
Solde d'investissement	**206 430**	**-249 796**	**0**	**0**	**0**	**-5 385**	**0**	**36**	**0**	**-40 367**	**-35 829**	**-124 910**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**14 226**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 488**	**17 714**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-14 226**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-3 488**	**-17 714**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**3 876**	**5 449 861**	**0**	**0**	**0**	**174 826**	**0**	**111 397**	**0**	**433 903**	**377 867**	**6 551 729**
Total recettes	**0**	**8 744 710**	**0**	**0**	**0**	**88 164**	**0**	**41 248**	**0**	**28 591**	**0**	**8 902 713**
Solde de fonctionnement	**-3 876**	**3 294 850**	**0**	**0**	**0**	**-86 661**	**0**	**-70 150**	**0**	**-405 311**	**-377 867**	**2 350 984**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**13 718**	**426 350**	**0**	**0**	**0**	**5 385**	**0**	**0**	**0**	**79 642**	**41 024**	**566 119**
Dépenses réelles		13 718	262 243	0	0	0	5 385	0	0	0	79 642	41 024	402 012
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	13 718	104 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	118 438
1641	Emprunts en euros	13 718	103 320	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 038
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	1 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 400
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	2 568	0	0	0	0	0	0	0	0	9 984	12 552
2031	Frais d'études	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 984	9 984
2051	Concessions, droits similaires	0	2 568	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 568
204	Subventions d'équipement versées	0	81 271	0	0	0	0	0	0	0	77 987	22 960	182 218
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0	81 271	0	0	0	0	0	0	0	77 987	22 960	182 218
21	Immobilisations corporelles	0	73 684	0	0	0	5 385	0	0	0	1 655	8 080	88 804
21318	Autres bâtiments publics	0	71 870	0	0	0	0	0	0	0	0	6 884	78 755
2183	Matériel de bureau et informatique	0	383	0	0	0	0	0	0	0	1 655	1 196	3 234
2184	Mobilier	0	1 431	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 431
2188	Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	5 385	0	0	0	0	0	5 385
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	164 107	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164 107

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnemt	Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes d'investissement		**220 148**	**162 328**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**36**	**0**	**39 275**	**1 707**	**423 494**
Recettes réelles		220 148	8 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	228 625
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	220 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	220 148
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	220 148
13	Subventions d'investissement	0	8 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 077
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0	8 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 077
16	Emprunts et dettes assimilées	0	400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*153 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36*	*0*	*39 275*	*1 707*	*194 869*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*153 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36*	*0*	*39 275*	*1 707*	*194 869*
28031	*Frais d'études*	*0*	*1 555*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 555*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0*	*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*0*	*38 012*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*37 904*	*0*	*75 916*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*0*	*2 993*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 993*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*0*	*1 775*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 775*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0*	*7 957*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 056*	*0*	*9 013*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0*	*427*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*427*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0*	*6 790*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 790*
28138	*Autres constructions*	*0*	*23 667*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*23 667*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0*	*43 587*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*315*	*0*	*43 902*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0*	*11 316*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 316*
28184	*Mobilier*	*0*	*1 814*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36*	*0*	*0*	*1 549*	*3 400*

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnemt	Actions économique	TOTAL
28188	*Autres immo. corporelles*	***0***	***1 958***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***158***	***2 116***
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**3 876**	**5 449 861**	**0**	**0**	**0**	**174 826**	**0**	**111 397**	**0**	**433 903**	**377 867**	**6 551 729**
Dépenses réelles		3 876	5 296 010	0	0	0	174 826	0	111 361	0	394 628	376 159	6 356 860
011	Charges à caractère général	0	118 656	0	0	0	57 980	0	16 406	0	86 536	196 346	475 924
60611	Eau et assainissement	0	1 135	0	0	0	1 672	0	0	0	3 206	1 051	7 063
60612	Energie - Electricité	0	11 348	0	0	0	1 061	0	0	0	18 897	8 431	39 735
60621	Combustibles	0	62	0	0	0	0	0	76	0	0	0	138
60622	Carburants	0	1 250	0	0	0	0	0	225	0	0	0	1 475
60623	Alimentation	0	248	0	0	0	3 909	0	157	0	0	0	4 314
60631	Fournitures d'entretien	0	789	0	0	0	1 604	0	0	0	0	105	2 498
60632	Fournitures de petit équipement	0	9 524	0	0	0	8 730	0	570	0	50	1 034	19 908
60636	Vêtements de travail	0	0	0	0	0	610	0	0	0	0	0	610
6064	Fournitures administratives	0	5 244	0	0	0	330	0	174	0	2 097	2 936	10 781
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	286	0	2 800	0	0	0	3 086
611	Contrats de prestations de services	0	15 113	0	0	0	9 145	0	3 269	0	3 442	10 380	41 350
6132	Locations immobilières	0	0	0	0	0	4 890	0	6 558	0	0	0	11 448
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	0	15 800	0	0	0	3 029	0	18 829
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	3 388	0	0	0	0	0	0	0	0	1 032	4 420
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	432	0	432
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	0	0	0	0	700	0	0	0	0	0	700
6156	Maintenance	0	12 528	0	0	0	783	0	0	0	12 000	3 512	28 822
6161	Multirisques	0	6 035	0	0	0	198	0	1 076	0	0	0	7 309
6168	Autres primes d'assurance	0	632	0	0	0	0	0	1 354	0	0	0	1 986
6182	Documentation générale et technique	0	6 636	0	0	0	0	0	0	0	62	0	6 698
6184	Versements à des organismes de formation	0	150	0	0	0	0	0	0	0	1 188	0	1 338
6188	Autres frais divers	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	31 720	31 760
6226	Honoraires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 160	2 160
6231	Annonces et insertions	0	2 410	0	0	0	0	0	0	0	0	900	3 310
6232	Fêtes et cérémonies	0	3 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 219
6236	Catalogues et imprimés	0	15 803	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 803
6247	Transports collectifs	0	0	0	0	0	3 683	0	0	0	0	0	3 683

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnemt	Action économique	TOTAL
6251	Voyages et déplacements	0	2 443	0	0	0	1 608	0	0	0	68	536	4 655
6261	Frais d'affranchissement	0	2 417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 417
6262	Frais de télécommunications	0	14 280	0	0	0	78	0	148	0	0	3 459	17 966
627	Services bancaires et assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	325	325
6281	Concours divers (cotisations)	0	900	0	0	0	0	0	0	0	42 066	6 173	49 139
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	0	0	0	0	2 893	0	0	0	0	122 295	125 188
63512	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	297	297
63513	Autres impôts locaux	0	3 062	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 062
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	217 300	0	0	0	55 649	0	93 230	0	110 691	169 003	645 872
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	0	0	200	0	0	0	5 412	0	5 612
6331	Versement de transport	0	1 965	0	0	0	617	0	830	0	929	1 737	6 079
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	91	0	0	0	38	0	52	0	58	103	343
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	5 192	0	0	0	566	0	767	0	859	1 536	8 921
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	368	0	0	0	116	0	156	0	174	326	1 140
64111	Rémunération principale titulaires	0	88 880	0	0	0	3 065	0	50 902	0	57 798	59 530	260 174
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	7 519	0	0	0	0	0	2 890	0	1 475	3 809	15 693
64118	Autres indemnités titulaires	0	43 303	0	0	0	14	0	13 235	0	17 329	15 184	89 066
64131	Rémunérations non tit.	0	0	0	0	0	33 519	0	0	0	0	36 987	70 506
64138	Autres indemnités non tit.	0	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	6 589	8 589
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	13 787	0	0	0	10 944	0	7 784	0	8 046	19 517	60 077
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	29 174	0	0	0	2 442	0	16 614	0	18 609	21 468	88 308
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	0	0	0	0	1 439	0	0	0	0	1 766	3 204
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	26 645	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 645
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	0	0	0	0	689	0	0	0	0	0	689
6488	Autres charges	0	376	0	0	0	0	0	0	0	0	451	827
014	Atténuations de produits	0	2 460 231	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 460 231
739211	Attributions de compensation	0	2 361 693	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 361 693
739221	FNGIR	0	44 182	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 182
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0	54 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 356
65	Autres charges de gestion courante	0	2 467 042	0	0	0	61 197	0	1 725	0	197 401	10 811	2 738 176
6531	Indemnités	0	44 787	0	0	0	0	0	0	0	0	3 812	48 599
6533	Cotisations de retraite	0	2 320	0	0	0	0	0	0	0	0	162	2 482
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	10 641	0	0	0	0	0	0	0	0	1 171	11 811
6535	Formation	0	452	0	0	0	0	0	0	0	0	39	491
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnemt	Action économique	TOTAL
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	**0**	**2 350 493**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**178 820**	**0**	**2 529 313**
65548	Autres contributions	0	58 205	0	0	0	0	0	0	0	18 581	0	76 786
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	0	0	2 414	0	1 725	0	0	5 628	9 767
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0	0	0	0	0	24 374	0	0	0	0	0	24 374
657348	Subv. fonct. Autres communes	0	0	0	0	0	34 409	0	0	0	0	0	34 409
65888	Autres	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	3 876	32 782	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 658
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 841	32 782	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 623
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*153 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36*	*0*	*39 275*	*1 707*	*194 869*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*153 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36*	*0*	*39 275*	*1 707*	*194 869*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*0*	*153 851*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*36*	*0*	*39 275*	*1 707*	*194 869*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**0**	**8 744 710**	**0**	**0**	**0**	**88 164**	**0**	**41 248**	**0**	**28 591**	**0**	**8 902 713**
Recettes réelles		0	6 583 348	0	0	0	88 164	0	41 248	0	28 591	0	6 741 351
013	**Atténuations de charges**	**0**	**6 415**	**0**	**0**	**0**	**3 497**	**0**	**0**	**0**	**3 388**	**0**	**13 300**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	6 415	0	0	0	3 497	0	0	0	3 388	0	13 300
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**20 467**	**0**	**0**	**0**	**7 061**	**0**	**0**	**0**	**7 714**	**0**	**35 242**
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	7 061	0	0	0	0	0	7 061
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 714	0	7 714
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	20 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 467
73	**Impôts et taxes**	**0**	**5 742 183**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 742 183**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0	2 320 382	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 320 382

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnemt	Action économique	TOTAL
73112	Cotisation sur la VAE	**0**	**436 081**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**436 081**
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0	105 957	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 957
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0	186 036	0	0	0	0	0	0	0	0	0	186 036
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0	150 494	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 494
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0	2 543 233	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 543 233
74	**Dotations et participations**	**0**	**768 670**	**0**	**0**	**0**	**77 606**	**0**	**41 248**	**0**	**17 489**	**0**	**905 013**
74124	Dotation d'intercommunalité	0	251 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251 137
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0	416 518	0	0	0	0	0	0	0	0	0	416 518
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	0	77 606	0	41 248	0	17 489	0	136 343
74832	Attribution du fonds départemental TP	0	64 084	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 084
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0	34 487	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 487
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0	2 444	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 444
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**45 612**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**45 612**
752	Revenus des immeubles	0	45 437	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 437
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	175
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	2 161 363	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 161 363

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		**3 876,15**	**57 128,58**	**0,00**	**0,00**	**5 453 737,00**
Réalisations		**3 876,15**	**57 128,58**	**0,00**	**0,00**	**5 453 737,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**18 197,89**	**0,00**	**0,00**	**118 655,71**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 134,53
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	11 347,60
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	62,01
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 249,93
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	248,41
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	789,05
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	9 523,85
6064	Fournitures administratives	0,00	66,60	0,00	0,00	5 244,22
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	15 112,94
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	3 387,77
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	12 527,51
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	6 035,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	632,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	6 636,30
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00
6231	Annonces et insertions	0,00	2 410,08	0,00	0,00	2 410,08
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	3 219,07
6236	Catalogues et imprimés	0,00	15 721,21	0,00	0,00	15 803,01
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	2 442,77
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 417,13
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	14 280,20
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	900,33
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 062,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**38 930,69**	**0,00**	**0,00**	**217 299,77**
6331	Versement de transport	0,00	329,32	0,00	0,00	1 964,58
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	20,58	0,00	0,00	91,10
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	304,58	0,00	0,00	5 192,28
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	61,75	0,00	0,00	368,41
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	20 562,41	0,00	0,00	88 879,78
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	7 518,65
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	7 942,43	0,00	0,00	43 303,02
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	3 113,73	0,00	0,00	13 786,88
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	6 595,89	0,00	0,00	29 173,62

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée avec européen.	Tot...
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	26 645,45
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	376,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 460 230,57**
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	2 361 692,57
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	44 182,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	54 356,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 850,65**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	153 850,65
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 467 041,88**
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	44 786,92
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	2 319,82
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	0,00	0,00	0,00	10 640,77
6535	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	452,49
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	141,79
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	2 350 493,23
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	58 204,58
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	2,28
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**3 876,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 658,42**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 840,98	0,00	0,00	0,00	36 623,25
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	35,17	0,00	0,00	0,00	35,17
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 744 710,48**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 744 710,48**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 161 362,79**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 415,45**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	6 415,45
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 467,24**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	20 467,24
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 742 183,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	2 320 382,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	436 081,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	105 957,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	186 036,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	150 494,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	0,00	0,00	2 543 233,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**768 669,88**
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	251 137,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	416 518,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	64 083,88
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	34 487,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée act° européen	Tot...
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	2 444,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 612,12**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	45 436,66
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	175,46
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-3 876,15**	**-57 128,58**	**0,00**	**0,00**	**3 290 973,48**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 128,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 128,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 197,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	66,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	2 410,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	15 721,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 930,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	329,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	20,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	304,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	61,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	20 562,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	7 942,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	3 113,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	6 595,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Sous-fonction 0 : Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-57 128,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	Services annexes de l'enseignement	Total
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES	**29 561,84**	**29 663,25**	**0,00**	**174 825,60**
	Réalisations	**29 561,84**	**29 663,25**	**0,00**	**174 825,60**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**3 791,84**	**27 248,85**	**0,00**	**57 979,77**
60611	Eau et assainissement	0,00	1 671,74	0,00	1 671,74
60612	Energie - Electricité	0,00	1 060,52	0,00	1 060,52
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	3 909,08
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	1 603,99
60632	Fournitures de petit équipement	1 390,51	1 137,00	0,00	8 730,18
60636	Vêtements de travail	610,00	0,00	0,00	610,00
6064	Fournitures administratives	172,90	0,00	0,00	330,09
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	285,60
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 986,40	0,00	9 145,47
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	4 890,01
61521	Entretien terrains	0,00	15 800,00	0,00	15 800,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	700,00	0,00	700,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	782,50
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	198,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 683,01
6251	Voyages et déplacements	1 608,43	0,00	0,00	1 608,43
6262	Frais de télécommunications	10,00	0,00	0,00	77,96
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	2 893,19	0,00	2 893,19
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**25 770,00**	**0,00**	**0,00**	**55 648,83**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	200,01
6331	Versement de transport	290,41	0,00	0,00	617,36
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	18,15	0,00	0,00	38,29
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	268,27	0,00	0,00	565,99
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	54,47	0,00	0,00	115,77
64111	Rémunération principale titulaires	3 064,66	0,00	0,00	3 064,66
64118	Autres indemnités titulaires	14,18	0,00	0,00	14,18
64131	Rémunérations non tit.	15 016,83	0,00	0,00	33 519,41
64138	Autres indemnités non tit.	69,49	0,00	0,00	1 999,99
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 776,27	0,00	0,00	10 943,75
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 586,24	0,00	0,00	2 442,05
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	611,03	0,00	0,00	1 438,58
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	688,79
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**2 414,40**	**0,00**	**61 197,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	2 414,40	0,00	2 414,40
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	24 373,80
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	0,00	34 408,80
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 164,14**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 164,14**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 496,89**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	3 496,89
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 060,95**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	7 060,95
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 606,30**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	77 606,30
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-29 561,84**	**-29 663,25**	**0,00**	**-86 661,46**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	**0,00**	**4 084,54**	**0,00**	**25 578,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**4 084,54**	**0,00**	**25 578,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**4 084,54**	**0,00**	**23 164,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	1 671,74	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	240,95	0,00	819,57	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	1 137,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
611	Contrats de prestations de services	0,00	950,40	0,00	3 036,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	2 893,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 414,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	2 414,40	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**-4 084,54**	**0,00**	**-25 578,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	Act° pour personnes en difficulté	Autres services
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 397,49**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 397,49**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 406,22**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,55
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,18
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,58
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	569,71
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174,20
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 269,45
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 557,68
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 076,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 354,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147,87
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 229,79**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830,20
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51,86
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	767,30
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155,67
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 901,91
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 889,60
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 235,24
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 783,57
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 614,44
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36,48**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,48
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 725,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 725,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches et garderies	Total
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 247,72**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 247,72**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 247,72**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 247,72
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-70 149,77**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 sont à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		**198 388,63**	**0,00**	**0,00**	**433 902,63**
Réalisations		**198 388,63**	**0,00**	**0,00**	**433 902,63**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**86 536,16**	**0,00**	**0,00**	**86 536,16**
60611	Eau et assainissement	3 205,82	0,00	0,00	3 205,82
60612	Energie - Electricité	18 896,62	0,00	0,00	18 896,62
60632	Fournitures de petit équipement	50,27	0,00	0,00	50,27
6064	Fournitures administratives	2 096,61	0,00	0,00	2 096,61
611	Contrats de prestations de services	3 442,39	0,00	0,00	3 442,39
61521	Entretien terrains	3 028,80	0,00	0,00	3 028,80
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	432,00	0,00	0,00	432,00
6156	Maintenance	11 999,94	0,00	0,00	11 999,94
6182	Documentation générale et technique	62,00	0,00	0,00	62,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 188,00	0,00	0,00	1 188,00
6251	Voyages et déplacements	67,51	0,00	0,00	67,51
6281	Concours divers (cotisations)	42 066,20	0,00	0,00	42 066,20
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**110 690,64**	**0,00**	**0,00**	**110 690,64**
6218	Autre personnel extérieur	5 412,00	0,00	0,00	5 412,00
6331	Versement de transport	929,44	0,00	0,00	929,44
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	58,06	0,00	0,00	58,06
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	859,49	0,00	0,00	859,49
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	174,27	0,00	0,00	174,27
64111	Rémunération principale titulaires	57 797,91	0,00	0,00	57 797,91
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 475,28	0,00	0,00	1 475,28
64118	Autres indemnités titulaires	17 329,09	0,00	0,00	17 329,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 045,64	0,00	0,00	8 045,64
6453	Cotisations aux caisses de retraites	18 609,46	0,00	0,00	18 609,46
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 161,83**	**0,00**	**0,00**	**39 274,83**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 161,83	0,00	0,00	39 274,83
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**197 401,00**
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	178 820,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	18 581,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**28 591,13**	**0,00**	**0,00**	**28 591,13**
	Réalisations	**28 591,13**	**0,00**	**0,00**	**28 591,13**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**3 387,77**	**0,00**	**0,00**	**3 387,77**
6419	Remboursements rémunérations personnel	3 387,77	0,00	0,00	3 387,77
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**7 714,07**	**0,00**	**0,00**	**7 714,07**
7066	Redevances services à caractère social	7 714,07	0,00	0,00	7 714,07
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**17 489,29**	**0,00**	**0,00**	**17 489,29**
7478	Participat° Autres organismes	17 489,29	0,00	0,00	17 489,29
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-169 797,50**	**0,00**	**0,00**	**-405 311,50**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81 810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	**163 986,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 401,86**
	Réalisations	**163 986,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 401,86**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**52 240,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 296,03**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 205,82
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 896,62
60632	Fournitures de petit équipement	50,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 096,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 442,39
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 028,80
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432,00
6156	Maintenance	10 540,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 459,20
6182	Documentation générale et technique	62,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	67,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	38 235,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 831,20
012		**110 690,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Charges de personnel, frais assimilés							
6218	Autre personnel extérieur	5 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	929,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	58,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	859,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	174,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	57 797,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 475,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	17 329,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 045,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	18 609,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 056,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,83**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 056,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,83
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**3 387,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 203,36**
	Réalisations	**3 387,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 203,36**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**3 387,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	3 387,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 714,07**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 714,07
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 489,29**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 489,29
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-160 599,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-9 198,50**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 82									
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Sous-fonction 83 Act° spécif. lutte contre la pollution	832 Préservation du milieu naturel	833
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
7066	Redevances services à caractère social	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	SOLDE (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 646,37**	**0,00**	**377 866,62**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 646,37**	**0,00**	**377 866,62**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 300,88**	**0,00**	**196 345,69**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050,88	0,00	1 050,88
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 430,71	0,00	8 430,71
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,10	0,00	104,66
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 034,18	0,00	1 034,18
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 803,80	0,00	2 935,59
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 379,76	0,00	10 379,76
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032,00	0,00	1 032,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 512,25	0,00	3 512,25
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 720,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 160,00	0,00	2 160,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	526,72	0,00	536,22
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 450,48	0,00	3 459,47
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325,10
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 172,85
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 295,02
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 246,77**	**0,00**	**169 002,76**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 056,94	0,00	1 736,98
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62,14	0,00	103,26
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921,98	0,00	1 535,84
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198,11	0,00	325,61
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 529,99	0,00	59 529,99
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 809,28	0,00	3 809,28
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 184,12	0,00	15 184,12
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	970,47	0,00	36 986,67
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,99	0,00	6 588,89
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 795,72	0,00	19 516,89

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	TOTAL
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 572,60	0,00	21 468,42
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,43	0,00	1 765,61
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451,20
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158,00**	**0,00**	**1 707,20**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158,00	0,00	1 707,20
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 940,72**	**0,00**	**10 810,97**
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 812,13	0,00	3 812,13
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161,96	0,00	161,96
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 170,61	0,00	1 170,61
6535	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,51	0,00	38,51
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	757,51	0,00	5 627,76
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	TOTAL
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-151 646,37	0,00	-377 866,62

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**13 717,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 067,94**
Réalisations		**13 717,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**425 841,94**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 106,80**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**13 717,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 438,12**
1641	Emprunts en euros	13 717,77	0,00	0,00	0,00	117 038,12
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 568,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 568,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 270,80**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	81 270,80
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 458,22**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	57 644,44
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	382,78
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 431,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 226,00**
RECETTES (2)		**220 147,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 475,81**
Réalisations		**220 147,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 475,81**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen	Tot...
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 850,65**
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 554,80
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	38 011,84
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 993,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 774,93
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	7 956,95
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	427,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	6 790,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	23 667,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	43 586,97
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	11 316,41
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 814,09
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 957,66
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**220 147,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 147,95**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 147,95	0,00	0,00	0,00	220 147,95
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 077,21**
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	8 077,21
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**206 430,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-57 592,13**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	Services annexes de l'enseignement	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action culturelle	Tot...
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 384,51**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 384,51**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 384,51**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	5 384,51
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-5 384,51

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,48
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,48
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,48
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,48
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches et garderies	Tota...
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,48

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

COMMUNAUTE DE COMMUNES GATINAIS VAL DE LOING - Budget Principal - CA - 2020

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**1 655,10**	**0,00**	**0,00**	**79 642,10**
Réalisations		**1 655,10**	**0,00**	**0,00**	**79 642,10**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 987,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	77 987,00
21	**Immobilisations corporelles**	**1 655,10**	**0,00**	**0,00**	**1 655,10**
2183	Matériel de bureau et informatique	1 655,10	0,00	0,00	1 655,10
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**1 161,83**	**0,00**	**0,00**	**39 274,83**
Réalisations		**1 161,83**	**0,00**	**0,00**	**39 274,83**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 161,83**	**0,00**	**0,00**	**39 274,83**
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	37 904,00
28051	Concessions et droits similaires	1 056,00	0,00	0,00	1 056,00
28181	Installations générales, aménagt divers	105,83	0,00	0,00	314,83
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-493,27	0,00	0,00	-40 367,27

(1)	Libellé	Sous-fonction 81 810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		1 655,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		1 655,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 655,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
2183	Matériel de bureau et informatique	1 655,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**1 056,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,83**
Réalisations		**1 056,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,83**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 056,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,83**
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	1 056,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,83
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-599,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,83

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 064,22**	**0,00**	**41 024,22**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 575,82**	**0,00**	**37 535,82**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 984,00**	**0,00**	**9 984,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 984,00	0,00	9 984,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 960,00**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 960,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 591,82**	**0,00**	**4 591,82**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 395,75	0,00	3 395,75
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 196,07	0,00	1 196,07
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 488,40**	**0,00**	**3 488,40**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158,00**	**0,00**	**1 707,20**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158,00**	**0,00**	**1 707,20**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158,00**	**0,00**	**1 707,20**
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 549,20
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158,00	0,00	158,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 906,22**	**0,00**	**-39 317,02**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**2 568 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 568 000,00									
00000696572	CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE_Agence de MEAUX	16/10/2017	01/12/2017	05/03/2018	560 000,00	F		1,550	1,562		T	X Echéance constante		A-1
00000696573	CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE_Agence de MEAUX	16/10/2017	01/12/2017	05/03/2018	360 000,00	F		1,550	1,562		T	X Echéance constante		A-1
00000696579	CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE_Agence de MEAUX	16/10/2017	01/12/2017	01/03/2018	189 000,00	F		1,550	1,562		T	X Echéance constante		A-1
10196	CDC Direction régionale IDF	27/06/2014	15/09/2014	01/08/2016	270 000,00	V		2,250	1,658		A	C		A-1
5630549	CAISSE EPARGNE	08/10/2018	03/12/2018	01/03/2019	889 000,00	F		1,650	1,652		T	X Echéance constante		A-1
5812889	CAISSE EPARGNE	04/10/2019	01/12/2019	01/03/2020	300 000,00	F		0,980	1,128		T	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**2 568 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 264 093,30**					**115 049,21**	**35 868,22**	**0,00**	**3 746,85**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 264 093,30					115 049,21	35 868,22	0,00	3 746,85
00000696572		0,00	A-1	486 636,62	17,00	F		1,562	24 833,73	7 783,91	0,00	544,76
00000696573		0,00	A-1	312 837,83	17,00	F		1,562	15 964,54	5 003,94	0,00	350,21
00000696579		0,00	A-1	164 239,92	17,00	F		1,562	8 381,36	2 627,08	0,00	7,07
10196		0,00	A-1	201 411,15	14,67	R		1,658	13 717,77	3 840,98	0,00	1 500,38
5630549		0,00	A-1	812 614,11	18,00	F		1,652	38 505,48	13 722,36	0,00	1 110,57
5812889		0,00	A-1	286 353,67	19,00	F		1,128	13 646,33	2 889,95	0,00	233,86
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**2 264 093,30**					**115 049,21**	**35 868,22**	**0,00**	**3 746,85**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	6	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 264 093,30	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

IV
A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

IV
A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 750.00 €			27-11-2017
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	204 Subventions équipementsversésBien mobiliers, matériel,étude	5	01/01/2000
L	204 Subventions équipementsversésBien mobiliers, matériel,étude	5	01/01/2000
L	20441 Organismes publics - Subventions d'équipement en nature	5	01/01/2000
L	20442 Personnes de droit privé - Subv. d'équipement en nature	5	01/01/2000
L	204Subventions équipements versées Projet infrastructure intérêt	40	01/01/2000
L	204Subventions équipements versés Bâtiment et Installation	30	01/01/2000
L	21568 Autre matériel,outillage incendie &défense civile,laveuse	10	01/01/2000
L	21571 Matériel roulant - Voirie	8	01/01/2000
L	21578 Autre matériel et outillage de voirie	6	01/01/2000
L	2158Matériel technique meuleuse,machine à découper....	6	01/01/2000
L	2188 Autres agencements jeux enfants,bancs	30	01/01/2000
L	2188 Autres immobilisations corporelles Equipement atelier	15	01/01/2000
L	2188 Autres immobilisations corporelles Equipement garage	15	01/01/2000
L	2188 Autres immobilisations corporelles Equipements sportifs	15	01/01/2000
L	2188 Autres immobilisations corporelles four microondes,réfri...	10	01/01/2000
L	2188 Autres immobilisations corporelles mobilier urbain....	8	01/01/2000
L	Aide à l'investissement des entreprises	5	19/09/2014
L	202 Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadast	10	27/11/2017
L	2031 Frais d'études	5	27/11/2017
L	2033 Frais d'insertion	5	27/11/2017
L	20414* Communes - Subv. d'équipement versées aux org. Publics	5	27/11/2017
L	20415* Groupement de coll. - Subv. d'équi.versées aux org. Publi	5	27/11/2017
L	20418 Subv. d'équipement versées aux autres organismes publics	5	27/11/2017
L	2042 Subv. d'équipement versées aux personnes de droit privé	5	27/11/2017
L	205 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	2	27/11/2017
L	2051 Concessions et droits similaires	5	27/11/2017
L	2088 Autres immobilisations incorporelles	2	27/11/2017
L	2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	20	27/11/2017
L	2132 Immeubles de rapport	50	27/11/2017
L	2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	6	27/11/2017
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/11/2017
L	2182 Matériel de transport - tous véhicules de +3.5t,mini bus...	8	27/11/2017
L	2182 Matériel de transport - voitures	10	27/11/2017
L	2183 Matériel de bureau et mat. info-imprimantes,ordinateur,écra	3	27/11/2017
L	2183 Matériel de bureau et matériel info-télécopieur,balance...	15	27/11/2017
L	2184 Mobilier-Bureaux,chaises,armoires,caissons	15	27/11/2017
L	2184 Mobilier-Bureaux,chaises,armoires,caissons	15	27/11/2017
L	2188 Autres immobilisations corporelles-appareil levageascenceur	30	27/11/2017
L	2188 Autres immobilisations corporelles-coffres,armoires ignifug	30	27/11/2017

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS

A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**171 600,00**	**I**	**117 038,12**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**125 000,00**		**117 038,12**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	125 000,00		117 038,12
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**46 600,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	46 600,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**117 038,12**	**17 714,40**	**164 106,80**	**298 859,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 610 465,74**	**III**	**202 946,37**
Ressources propres externes de l'année (a)		**15 000,00**		**8 077,21**
10222	FCTVA	15 000,00		0,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		8 077,21
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 595 465,74**		**194 869,16**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 600,00*		*1 554,80*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*12 000,00*		*12 000,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*63 000,00*		*75 915,84*
28041583	*GFP : Projet infrastructure*	*13 900,00*		*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*3 000,00*		*2 993,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*0,00*		*1 774,93*
28051	*Concessions et droits similaires*	*9 100,00*		*9 012,95*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*500,00*		*427,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*6 800,00*		*6 790,00*
28138	*Autres constructions*	*23 700,00*		*23 667,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*49 400,00*		*43 901,80*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*11 400,00*		*11 316,41*
28184	*Mobilier*	*3 400,00*		*3 399,77*
28188	*Autres immo. corporelles*	*2 200,00*		*2 115,66*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 395 465,74*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**202 946,37**	**0,00**	**0,00**	**220 147,95**	**423 094,32**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**298 859,32**
Ressources propres disponibles	IV	**423 094,32**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

Solde	V = IV – II (3)

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Accueil de Loisirs Sans Hébergement (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**25 949,08**
60623	Alimentation	3 909,08
60631	Fournitures d'entretien	1 603,99
60632	Fournitures de petit équipement	5 212,67
6064	Fournitures administratives	157,19
6068	Autres matières et fournitures	285,60
611	Contrats de prestations de services	5 159,07
6132	Locations immobilières	4 890,01
6156	Maintenance	782,50
6161	Assurance multirisques	198,00
6247	Transports collectifs	3 683,01
6262	Frais de télécommunications	67,96
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**29 878,83**
6218	Autre personnel extérieur	200,01
6331	Versement de transport	326,95
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	20,14
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	297,72
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	61,30
64131	Rémunérations	18 502,58
64138	Autres indemnités	1 930,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	6 167,48
6453	Cotisations aux caisses de retraite	855,81
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	827,55
6475	Médecine du travail, pharmacie	688,79
65	**Autres charges de gestion courante**	**58 782,60**
657341	Communes membres du GFP	24 373,80
657348	Autres communes	34 408,80
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**114 610,51**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**114 610,51**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**7 060,95**
70632	A caractère de loisirs	7 060,95
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**77 606,30**
7478	Autres organismes	77 606,30
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**3 496,89**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	3 496,89
Total des recettes réelles		**88 164,14**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**88 164,14**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Administration générale (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**97 130,81**
60611	Eau et assainissement	1 134,53
60612	Énergie - Électricité	11 347,60
60621	Combustibles	62,01
60622	Carburants	1 249,93
60623	Alimentation	248,41
60631	Fournitures d'entretien	789,05
60632	Fournitures de petit équipement	9 523,85
6064	Fournitures administratives	4 301,10
611	Contrats de prestations de services	14 352,74
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	3 387,77
6156	Maintenance	9 771,61
6156	Maintenance	1 275,61
6161	Assurance multirisques	6 035,00
6168	Autres primes d'assurance	632,00
6182	Documentation générale et technique	6 636,30
6232	Fêtes et cérémonies	3 219,07
6236	Catalogues et imprimés	81,80
6251	Voyages et déplacements	2 442,77
6261	Frais d'affranchissement	2 417,13
6262	Frais de télécommunications	14 260,20
6281	Concours divers (cotisations...)	900,33
63513	Autres impôts locaux	3 062,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**178 369,08**
6331	Versement de transport	1 635,26
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	70,52
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	4 887,70
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	306,66
64111	Rémunération principale	68 317,37
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	7 518,65
64118	Autres indemnités	35 360,59
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 673,15
6453	Cotisations aux caisses de retraite	22 577,73
6455	Cotisations pour assurance du personnel	26 645,45
6488	Autres charges	376,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 645 861,88**
6531	Indemnités	44 786,92
6533	Cotisations de retraite	2 319,82
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	10 640,77
6535	Formation	452,49
65372	Cotisations au fonds de financement de l'alloc° de fin de mandat	141,79
65541	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales	2 529 313,23
65548	Autres contributions	58 204,58
65888	Autres	2,28
66	**Charges financières**	**36 658,42**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	36 623,25
66112	Intérêts - rattachement des intérêts courus non échus	35,17
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**2 460 230,57**
739211	Attributions de compensation	2 361 692,57
739221	FNGIR	44 182,00
739223	Fonds de péréquation ressources communales et intercommunales	54 356,00
	Total des dépenses réelles	**5 418 250,76**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***143 853,99***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*143 853,99*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***143 853,99***

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	
TOTAL GENERAL		**5 562 104,75**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**14 441,33**
70845	Aux communes membres du GFP	14 441,33
73	**Impôts et taxes**	**5 742 183,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	2 320 382,00
73112	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	436 081,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	105 957,00
73114	Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau	186 036,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	150 494,00
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilés	2 543 233,00
74	**Dotations et participations**	**768 669,88**
74124	Dotation d'intercommunalité	251 137,00
74126	Dotation de compensation des groupements de communes	416 518,00
74832	Attribution du fonds départemental de péréquation de la TP	64 083,88
74833	Etat - Compensation au titre de la CET (CVAE et CFE)	34 487,00
74835	Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitat	2 444,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**43 375,46**
752	Revenus des immeubles	43 200,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	175,46
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**6 415,45**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	6 415,45
Total des recettes réelles		**8 736 447,91**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**8 736 447,91**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Aire des Gens du Voyage (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**33 504,03**
60611	Eau et assainissement	3 205,82
60612	Énergie - Électricité	18 896,62
611	Contrats de prestations de services	2 650,39
61521	Terrains	3 028,80
615228	Entretien et réparations autres bâtiments	432,00
6156	Maintenance	1 459,20
6281	Concours divers (cotisations...)	3 831,20
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**33 504,03**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***105,83***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*105,83*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***105,83***
TOTAL GENERAL		**33 609,86**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**7 714,07**
7066	Redevances et droits des services à caractère social	7 714,07
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**17 489,29**
7478	Autres organismes	17 489,29
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**25 203,36**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**25 203,36**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Développement économique (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**161 084,81**
60631	Fournitures d'entretien	84,56
6064	Fournitures administratives	131,79
6188	Autres frais divers	31 760,00
6251	Voyages et déplacements	9,50
6262	Frais de télécommunications	8,99
627	Services bancaires et assimilés	325,10
6281	Concours divers (cotisations...)	6 172,85
62875	Aux communes membres du GFP	122 295,02
63512	Taxes foncières	297,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**58 755,99**
6331	Versement de transport	680,04
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	41,12
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	613,86
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	127,50
64131	Rémunérations	36 016,20
64138	Autres indemnités	6 486,90
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 721,17
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 895,82
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	1 722,18
6488	Autres charges	451,20
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 870,25**
6558	Autres contributions obligatoires	4 870,25
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**224 711,05**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 549,20***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*1 549,20*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***1 549,20***
TOTAL GENERAL		**226 260,25**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Fonds de Concours (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***6 000,00***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*6 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***6 000,00***
TOTAL GENERAL		**6 000,00**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Office de Tourisme (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**29 530,76**
60611	Eau et assainissement	459,21
60612	Énergie - Électricité	3 948,26
60631	Fournitures d'entretien	20,10
60632	Fournitures de petit équipement	1 034,18
6064	Fournitures administratives	2 803,80
611	Contrats de prestations de services	9 683,76
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	1 032,00
6156	Maintenance	3 512,25
6226	Honoraires	2 160,00
6231	Annonces et insertions	900,00
6251	Voyages et déplacements	526,72
6262	Frais de télécommunications	3 450,48
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**110 246,77**
6331	Versement de transport	1 056,94
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	62,14
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	921,98
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	198,11
64111	Rémunération principale	59 529,99
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	3 809,28
64118	Autres indemnités	15 184,12
64131	Rémunérations	970,47
64138	Autres indemnités	101,99
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 795,72
6453	Cotisations aux caisses de retraite	19 572,60
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	43,43
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 183,21**
6531	Indemnités	3 812,13
6533	Cotisations de retraite	161,96
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	1 170,61
6535	Formation	38,51
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**144 960,74**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***158,00***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*158,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***158,00***
	TOTAL GENERAL	**145 118,74**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Relais d'Assistantes Maternelles (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**17 396,22**
60621	Combustibles	75,55
60622	Carburants	225,18
60623	Alimentation	156,58
60632	Fournitures de petit équipement	1 559,71
6064	Fournitures administratives	174,20
6068	Autres matières et fournitures	2 800,00
611	Contrats de prestations de services	3 269,45
6132	Locations immobilières	6 557,68
6161	Assurance multirisques	1 076,00
6168	Autres primes d'assurance	1 354,00
6262	Frais de télécommunications	147,87
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**93 229,79**
6331	Versement de transport	830,20
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	51,86
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	767,30
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	155,67
64111	Rémunération principale	50 901,91
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	2 889,60
64118	Autres indemnités	13 235,24
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7 783,57
6453	Cotisations aux caisses de retraite	16 614,44
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 725,00**
6558	Autres contributions obligatoires	1 725,00
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**112 351,01**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***36,48***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*36,48*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***36,48***
TOTAL GENERAL		**112 387,49**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**41 247,72**
7478	Autres organismes	41 247,72
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**41 247,72**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**41 247,72**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service Mutualisé Urbanisme (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**52 240,13**
60632	Fournitures de petit équipement	50,27
6064	Fournitures administratives	2 096,61
6156	Maintenance	10 540,74
6182	Documentation générale et technique	62,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 188,00
6251	Voyages et déplacements	67,51
6281	Concours divers (cotisations...)	38 235,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**110 690,64**
6218	Autre personnel extérieur	5 412,00
6331	Versement de transport	929,44
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	58,06
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	859,49
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	174,27
64111	Rémunération principale	57 797,91
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	1 475,28
64118	Autres indemnités	17 329,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 045,64
6453	Cotisations aux caisses de retraite	18 609,46
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**162 930,77**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 056,00***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*1 056,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***1 056,00***
TOTAL GENERAL		**163 986,77**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**3 387,77**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	3 387,77
Total des recettes réelles		**3 387,77**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**3 387,77**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Accueil de Loisirs Sans Hébergement(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**5 384,51**
2188	Autres immobilisations corporelles	5 384,51
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**5 384,51**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**5 384,51**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Administration générale(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**117 038,12**
1641	Emprunts en euros	117 038,12
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**2 568,00**
2051	Concessions et droits similaires	2 568,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**81 270,80**
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations	81 270,80
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 813,78**
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	382,78
2184	Mobilier	1 431,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**366 797,50**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**366 797,50**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**220 147,95**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 147,95
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**220 147,95**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***143 853,99***
28031	*Amortissements des frais d'études*	*1 166,00*
28041412	*Communes du GFP - Bâtiments et installations*	*6 000,00*
28041582	*Autres groupements - Bâtiments et installations*	*51 841,84*
28041583	*Autres groupements-Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mobiliers, matériel et études*	*2 993,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 774,93*
28051	*Concessions et droits similaires*	*7 802,00*
28128	*Autres agencements et aménagements de terrains*	*427,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*6 790,00*
28138	*Autres constructions*	*23 667,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*29 772,65*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*8 664,81*
28184	*Mobilier*	*997,10*
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*1 957,66*

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***143 853,99***
TOTAL GENERAL		**364 001,94**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Aire des Gens du Voyage(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*105,83*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*105,83*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*105,83*
TOTAL GENERAL		105,83

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Développement économique(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**22 960,00**
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations	22 960,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**22 960,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**22 960,00**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**8 077,21**
1381	Etat et établissements nationaux	8 077,21
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**8 077,21**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 549,20***
28184	*Mobilier*	*1 549,20*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***1 549,20***
TOTAL GENERAL		**9 626,41**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Fonds de Concours(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***6 000,00***
28041412	*Communes du GFP - Bâtiments et installations*	*6 000,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***6 000,00***
TOTAL GENERAL		**6 000,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Office de Tourisme(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**9 984,00**
2031	Frais d'études	9 984,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**4 591,82**
21318	Autres bâtiments publics	3 395,75
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	1 196,07
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**14 575,82**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**14 575,82**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***158,00***
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*158,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***158,00***
TOTAL GENERAL		**158,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Relais d'Assistantes Maternelles(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***36,48***
28184	*Mobilier*	*36,48*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***36,48***
TOTAL GENERAL		**36,48**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service Mutualisé Urbanisme(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 655,10**
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	1 655,10
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**1 655,10**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**1 655,10**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 056,00***
28051	*Concessions et droits similaires*	*1 056,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***1 056,00***
TOTAL GENERAL		**1 056,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**416 835,84**
60611	Eau et assainissement	3 205,82
60611	Eau et assainissement	459,21
60611	Eau et assainissement	1 134,53
60612	Énergie - Électricité	3 948,26
60612	Énergie - Électricité	18 896,62
60612	Énergie - Électricité	11 347,60
60621	Combustibles	75,55
60621	Combustibles	62,01
60622	Carburants	225,18
60622	Carburants	1 249,93
60623	Alimentation	248,41
60623	Alimentation	3 909,08
60623	Alimentation	156,58
60631	Fournitures d'entretien	1 603,99
60631	Fournitures d'entretien	20,10
60631	Fournitures d'entretien	84,56
60631	Fournitures d'entretien	789,05
60632	Fournitures de petit équipement	50,27
60632	Fournitures de petit équipement	5 212,67
60632	Fournitures de petit équipement	1 034,18
60632	Fournitures de petit équipement	1 559,71
60632	Fournitures de petit équipement	9 523,85
6064	Fournitures administratives	174,20
6064	Fournitures administratives	4 301,10
6064	Fournitures administratives	131,79
6064	Fournitures administratives	157,19
6064	Fournitures administratives	2 803,80
6064	Fournitures administratives	2 096,61
6068	Autres matières et fournitures	285,60
6068	Autres matières et fournitures	2 800,00
611	Contrats de prestations de services	14 352,74
611	Contrats de prestations de services	2 650,39
611	Contrats de prestations de services	9 683,76
611	Contrats de prestations de services	5 159,07
611	Contrats de prestations de services	3 269,45
6132	Locations immobilières	4 890,01
6132	Locations immobilières	6 557,68
61521	Terrains	3 028,80
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	1 032,00
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	3 387,77
615228	Entretien et réparations autres bâtiments	432,00
6156	Maintenance	1 459,20
6156	Maintenance	9 771,61
6156	Maintenance	782,50
6156	Maintenance	1 275,61
6156	Maintenance	10 540,74
6156	Maintenance	3 512,25
6161	Assurance multirisques	198,00
6161	Assurance multirisques	6 035,00
6161	Assurance multirisques	1 076,00
6168	Autres primes d'assurance	1 354,00
6168	Autres primes d'assurance	632,00
6182	Documentation générale et technique	62,00
6182	Documentation générale et technique	6 636,30
6184	Versements à des organismes de formation	1 188,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	
6188	Autres frais divers	31 760,00
6226	Honoraires	2 160,00
6231	Annonces et insertions	900,00
6232	Fêtes et cérémonies	3 219,07
6236	Catalogues et imprimés	81,80
6247	Transports collectifs	3 683,01
6251	Voyages et déplacements	67,51
6251	Voyages et déplacements	9,50
6251	Voyages et déplacements	2 442,77
6251	Voyages et déplacements	526,72
6261	Frais d'affranchissement	2 417,13
6262	Frais de télécommunications	147,87
6262	Frais de télécommunications	14 260,20
6262	Frais de télécommunications	8,99
6262	Frais de télécommunications	3 450,48
6262	Frais de télécommunications	67,96
627	Services bancaires et assimilés	325,10
6281	Concours divers (cotisations...)	6 172,85
6281	Concours divers (cotisations...)	38 235,00
6281	Concours divers (cotisations...)	900,33
6281	Concours divers (cotisations...)	3 831,20
62875	Aux communes membres du GFP	122 295,02
63512	Taxes foncières	297,00
63513	Autres impôts locaux	3 062,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**581 171,10**
6218	Autre personnel extérieur	200,01
6218	Autre personnel extérieur	5 412,00
6331	Versement de transport	680,04
6331	Versement de transport	929,44
6331	Versement de transport	1 056,94
6331	Versement de transport	326,95
6331	Versement de transport	1 635,26
6331	Versement de transport	830,20
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	51,86
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	70,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	58,06
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	62,14
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	41,12
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	20,14
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	921,98
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	767,30
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	859,49
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	4 887,70
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	297,72
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	613,86
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	174,27
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	61,30
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	127,50
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	155,67
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	306,66
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	198,11
64111	Rémunération principale	57 797,91
64111	Rémunération principale	50 901,91
64111	Rémunération principale	68 317,37
64111	Rémunération principale	59 529,99
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	1 475,28
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	2 889,60
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	3 809,28
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	7 518,65
64118	Autres indemnités	15 184,12
64118	Autres indemnités	35 360,59
64118	Autres indemnités	13 235,24
64118	Autres indemnités	17 329,09
64131	Rémunérations	970,47

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	
64131	Rémunérations	36 016,20
64131	Rémunérations	18 502,58
64138	Autres indemnités	1 930,50
64138	Autres indemnités	101,99
64138	Autres indemnités	6 486,90
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 045,64
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 721,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 673,15
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	6 167,48
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 795,72
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7 783,57
6453	Cotisations aux caisses de retraite	855,81
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 895,82
6453	Cotisations aux caisses de retraite	16 614,44
6453	Cotisations aux caisses de retraite	18 609,46
6453	Cotisations aux caisses de retraite	19 572,60
6453	Cotisations aux caisses de retraite	22 577,73
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	43,43
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	1 722,18
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	827,55
6455	Cotisations pour assurance du personnel	26 645,45
6475	Médecine du travail, pharmacie	688,79
6488	Autres charges	376,00
6488	Autres charges	451,20
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 716 422,94**
6531	Indemnités	3 812,13
6531	Indemnités	44 786,92
6533	Cotisations de retraite	161,96
6533	Cotisations de retraite	2 319,82
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	10 640,77
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	1 170,61
6535	Formation	38,51
6535	Formation	452,49
65372	Cotisations au fonds de financement de l'alloc° de fin de mandat	141,79
65541	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales	2 529 313,23
65548	Autres contributions	58 204,58
6558	Autres contributions obligatoires	4 870,25
6558	Autres contributions obligatoires	1 725,00
657341	Communes membres du GFP	24 373,80
657348	Autres communes	34 408,80
65888	Autres	2,28
66	**Charges financières**	**36 658,42**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	36 623,25
66112	Intérêts - rattachement des intérêts courus non échus	35,17
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**2 460 230,57**
739211	Attributions de compensation	2 361 692,57
739221	FNGIR	44 182,00
739223	Fonds de péréquation ressources communales et intercommunales	54 356,00
Total des dépenses réelles		**6 211 318,87**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***152 759,50***
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*143 853,99*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*1 549,20*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*105,83*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*1 056,00*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*6 000,00*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*158,00*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*36,48*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***152 759,50***
TOTAL GENERAL		**6 364 078,37**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**2 543 233,00**
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilés	2 543 233,00
Dotations et participations reçues		**905 013,19**
74124	Dotation d'intercommunalité	251 137,00
74126	Dotation de compensation des groupements de communes	416 518,00
7478	Autres organismes	17 489,29
7478	Autres organismes	77 606,30
7478	Autres organismes	41 247,72
74832	Attribution du fonds départemental de péréquation de la TP	64 083,88
74833	Etat - Compensation au titre de la CET (CVAE et CFE)	34 487,00
74835	Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitat	2 444,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**5 446 204,71**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**29 216,35**
70632	A caractère de loisirs	7 060,95
7066	Redevances et droits des services à caractère social	7 714,07
70845	Aux communes membres du GFP	14 441,33
75	**Autres produits de gestion courante**	**43 375,46**
752	Revenus des immeubles	43 200,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	175,46
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**13 300,11**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	6 415,45
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	3 496,89
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	3 387,77
Total des recettes réelles		**8 894 450,90**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**8 894 450,90**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**117 038,12**
1641	Emprunts en euros	117 038,12
Acquisitions d'immobilisations		**130 228,01**
2031	Frais d'études	9 984,00
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations	81 270,80
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations	22 960,00
2051	Concessions et droits similaires	2 568,00
21318	Autres bâtiments publics	3 395,75
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	1 196,07
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	1 655,10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	382,78
2184	Mobilier	1 431,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 384,51
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**164 106,80**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	164 106,80
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**411 372,93**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**411 372,93**

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**228 225,16**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 147,95
1381	Etat et établissements nationaux	8 077,21
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**228 225,16**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***152 759,50***
28031	*Amortissements des frais d'études*	*1 166,00*
28041412	*Communes du GFP - Bâtiments et installations*	*6 000,00*
28041412	*Communes du GFP - Bâtiments et installations*	*6 000,00*
28041582	*Autres groupements - Bâtiments et installations*	*51 841,84*
28041583	*Autres groupements-Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mobiliers, matériel et études*	*2 993,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 774,93*
28051	*Concessions et droits similaires*	*7 802,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*1 056,00*
28128	*Autres agencements et aménagements de terrains*	*427,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*6 790,00*
28138	*Autres constructions*	*23 667,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*29 772,65*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*105,83*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*8 664,81*
28184	*Mobilier*	*36,48*
28184	*Mobilier*	*997,10*
28184	*Mobilier*	*1 549,20*
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*1 957,66*
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*158,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***152 759,50***

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

	RECETTES (1)	
Article (2)	**Libellé (2)**	
TOTAL GENERAL		**380 984,66**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
15/01/2020	Lot 3 isolation/cloisons/faux plafonds bureaux CCGVL	29 337,72	0,00	10
22/01/2020	Lot 7 et lot 8 électricité et climation Bureaux CCGVL	21 176,40	0,00	10
02/03/2020	Maitrise d'oeuvre travaux bureaux CCGVL	6 330,32	0,00	10
02/03/2020	Maitrise d'oeuvre travaux bureaux CCGVL	800,00	0,00	10
23/04/2020	1er versement 2020_Avenant 1 FFTH	77 987,00	0,00	5
28/04/2020	Travaux peinture intérieur_OT Egreville	3 395,75	0,00	15
11/05/2020	Travaux peinture intérieur_OT Egreville	3 395,75	0,00	15
08/06/2020	Mission accompagnement pour statégie touristique phase1 40%	9 984,00	0,00	5
16/07/2020	Achat 4 Climatiseurs	2 537,98	0,00	5
16/07/2020	6 Claustras + 2 tables + 2 tabourest+ 6 chaises+8 transats pour ALSH	2 846,53	0,00	5
06/08/2020	2 écrans ordinateurs Urbanisme	382,78	0,00	1
06/08/2020	1 ordinateur complet OT Chateau	1 196,07	0,00	3
06/08/2020	2 écrans d'ordinateurs ADM	382,78	0,00	1
09/09/2020	Convention PAPI du Loing - Solde 60 %	3 283,80	0,00	5
28/09/2020	Appel de fonds Résilience	22 960,00	0,00	5
07/10/2020	Avenant 1_2ème versement 2020_FFTH	77 987,00	0,00	5
12/10/2020	Licence Adobe	840,00	0,00	5
02/11/2020	Abonnement hébergement e.magnus du 10/10/2020 au 09/10/2021	1 728,00	0,00	1
02/12/2020	15 tables de bureau	1 431,00	0,00	15
14/12/2020	Ordinateur portable Dell 17 pouces pour service SMJ	1 272,32	0,00	3
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**269 255,20**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES — A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/10/2020	Acquisition PC portable DGS	2 179,90	2	2 179,90	0,00	0,00	0,00
Divers							
TOTAL GENERAL		**2 179,90**					**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES — A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
		0,00	0,00	0
Mise à disposition				
		0,00	0,00	0
Affectation				
		0,00	0,00	0
Mises en concession ou affermage				
		0,00	0,00	0
Divers				
		0,00	0,00	0
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES — A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Affectation							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mises en concession ou affermage							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à la réforme							
Divers							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	6 741 350,68
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

A12

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

IV

B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**6 741 350,68**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES — B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
EPTB SEINE GRANDS LACS	3 283,80	
Régions		
INITIACTIVE ILE DE FRANCE	22 960,00	
Départements		
Communes		
BEAUMONT DU GATINAIS	2 370,60	
VILLE DE SOUPPES SUR LOING	56 412,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Syndicat Mixte Seine et Marne Numérique	155 974,00	
Autres		
TOTAL GENERAL	**241 000,40**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		**0,00**	
TOTAL Recettes	**0,00**	**Total Dépenses**	**0,00**
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV
C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**8,00**	**2,00**	**10,00**	**10,00**	**1,00**	**11,00**
Adjoint administratif	C	2,00	1,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint administratif Principal 1ère classe	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint administratif Principal 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	3,00	0,00	3,00
Agent développement économique	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur Principal 1ère classe	B	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Adjoint technique	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Educateur Principal de jeunes enfants classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Adjoint d'animation territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Animateur territorial principal 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**13,00**	**2,00**	**15,00**	**14,00**	**1,00**	**15,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agent développement économique	A	ADM		0,00	A	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint animation	C	ANIM		0,00	A	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à siege de la communauté de communes (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme 01/01/2019 -	123456	123456	Association	1,00
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			
SMETOM de la Vallée du Loing	01/01/2010	SFP	2 026 600,00
SIRMOTOM	01/01/2010	SFP	268 437,64
SITOMAP	01/01/2010	SFP	182 270,84
Seine et Marne Numérique	01/01/2013	SFP	155 974,00
SIRTOM (ex SIEOM Arville)	01/11/2016	SFP	52 004,75

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 830 613,69	548 404,37	17 714,40	1 264 494,92
RECETTES	1 830 613,69	423 494,32	0,00	1 407 119,37
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 933 517,79	6 551 729,34	0,00	2 381 788,45
RECETTES	8 933 517,79	8 902 713,47	0,00	30 804,32

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : ZAC DU BOIS DES PLACES / N°SIRET : 20002391900026				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 299,61	42 299,61	0,00	0,00
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 872 913,30	590 703,98	17 714,40	1 264 494,92
RECETTES	1 872 913,30	423 494,32	0,00	1 449 418,98
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 975 817,40	6 551 729,34	0,00	2 424 088,06
RECETTES	8 975 817,40	8 902 713,47	0,00	73 103,93
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 848 730,70	7 142 433,32	17 714,40	3 688 582,98
TOTAL GENERAL DES RECETTES	10 848 730,70	9 326 207,79	0,00	1 522 522,91

(1) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 872 913,30	590 703,98	17 714,40	1 264 494,92
RECETTES	1 872 913,30	423 494,32	0,00	1 449 418,98
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 975 817,40	6 551 729,34	0,00	2 424 088,06
RECETTES	8 975 817,40	8 902 713,47	0,00	73 103,93
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 848 730,70	7 142 433,32	17 714,40	3 688 582,98
TOTAL GENERAL DES RECETTES	10 848 730,70	9 326 207,79	0,00	1 522 522,91

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	24 060 000,00	2,76	2,00	0,00	481 200,00	2,76
TFPB	19 804 000,00	1,47	2,00	0,00	396 080,00	1,47
TFPNB	1 854 000,00	1,64	2,00	0,00	37 080,00	1,64
CFE	6 218 000,00	1,87	22,05	0,00	1 371 069,00	1,87
TOTAL	**51 936 000,00**	**2,12**			**2 285 429,00**	**1,98**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15/03/2021

Présenté par (1) Le Le Président.
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Le Le Président

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001-Arville, THIBAULT Anne	
002-Aufferville, MOULIE Bruno	
003-Beaumont du gatinais, MONCEL Hugues	
004-Beaumont du gatinais, JAMESSE Patricia	
005-Bougligny, LIONNET Rose-Marie	
006-Bougligny, JOURANDON Alain	
007-Bransles, CASTELLAN Laurent	
008-Bransles, NEGRIER Florent	
009-Chaintreaux, KERLO Alexis	
010-Chaintreaux, METAUT Alain	
011-Chateau-Landon, LAGILLE Valérie	
012-Chateau-Landon, VIEZZI Cristèle	
013-Chateau-Landon, BAUDOUIN Frédéric	
014-Chateau-Landon, PEREIRA Serge	
015-Chateau-Landon, SCHORTER Marie-Odile	
016-Chenou MOUSSET Gérard	
017-Egreville, POMMIER Pascal	
018-Egreville, LAURENT Nathalie	
019-Egreville, BASCHET Bruno	
020-Gironville, WATTS Marian	
021-Ichy, PETIT Bernard	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

022-Lorrez le bocage, BOYER Yves	
023-Lorrez le bocage, QUESTEL Marie-Josée	
024-La Madeleine sur Loing, HYEST Jean-Jacques	
025-Maisoncelles en gâtinais, GARLAND Maurice	
026-Mondreville, CHAUSSY Patrick	
027-Obsonville, BRIDET Hélène	
028-Poligny, GENEVIEVE Gérard	
029-Poligny, LEDUC Christine	
030-Souppes sur Loing, BABUT Pierre	
031-Souppes sur Loing, VILETTE Nathalie	
032-Souppes sur .Loing, CAMMARATA Gérard	
033-Souppes sur Loing, BAUDON Marie-Laure	
034-Souppes sur Loing, POUJADE Jean-Yves	
035-Souppes sur Loing, VAPPEREAU Florence	
036-Souppes sur Loing, CAPELLE Jean-Michel	
037-Souppes sur Loing, REBOUCO Hélène	
038-Souppes sur Loing, KAYSER DE SOUSA Patricia	
039-Souppes sur Loing, MARTIN Patrice	
040-Vaux sur Lunain, CHIANESE Vincent	
041-Villebéon, PLE Francis	

Certifié exécutoire par (1) Le Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 25/03/2021, et de la publication le 25/03/2021
A Souppes sur Loing,le 22/03/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 38
Nombre de suffrages exprimés : 41 (38+3 Pouvoirs)
VOTES :
Pour : 41
Contre : —
Abstentions : —

Date de convocation : 15/03/2021

Présenté par (1) Le Président.
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Le Président

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001-Arville, THIBAULT Anne	
002-Aufferville, MOULIE Bruno	
003-Beaumont du gatinais, MONCEL Hugues	
004-Beaumont du gatinais, JAMESSE Patricia	
005-Bougligny, LIONNET Rose-Marie	
006-Bougligny, JOURANDON Alain	
007-Bransles, CASTELLAN Laurent	
008-Bransles, NEGRIER Florent	
009-Chaintreaux, KERLO Alexis	
010-Chaintreaux, METAUT Alain	
011-Chateau-Landon, LAGILLE Valérie	
012-Chateau-Landon, VIEZZI Cristèle	
013-Chateau-Landon, BAUDOUIN Frédéric	
014-Chateau-Landon, PEREIRA Serge	
015-Chateau-Landon, SCHORTER Marie-Odile	
016-Chenou MOUSSET Gérard	
017-Egreville, POMMIER Pascal	
018-Egreville, LAURENT Nathalie	
019-Egreville, BASCHET Bruno	
020-Gironville, WATTS Marian	
021-Ichy, PETIT Bernard	Pouvoir à Hervé Jacquesson

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07B-BF

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

022-Lorrez le bocage, BOYER Yves	Pouvoir à Mme Questel
023-Lorrez le bocage, QUESTEL Marie-Josée	
024-La Madeleine sur Loing, HYEST Jean-Jacques	
025-Maisoncelles en gâtinais, GARLAND Maurice	
026-Mondreville, CHAUSSY Patrick	
027-Obsonville, BRIDET Hélène	
028-Poligny, GENEVIEVE Gérard	
029-Poligny, LEDUC Christine	
030-Souppes sur Loing, BABUT Pierre	
031-Souppes sur Loing, VILETTE Nathalie	
032-Souppes sur .Loing, CAMMARATA Gérard	
033-Souppes sur Loing, BAUDON Marie-Laure	Pouvoir à M. Babut
034-Souppes sur Loing, POUJADE Jean-Yves	
035-Souppes sur Loing, VAPPEREAU Florence	
036-Souppes sur Loing, CAPELLE Jean-Michel	Pouvoir à M. Poujade
037-Souppes sur Loing, REBOUCO Hélène	
038-Souppes sur Loing, KAYSER DE SOUSA Patricia	
039-Souppes sur Loing, MARTIN Patrice	
040-Vaux sur Lunain, CHIANESE Vincent	
041-Villebéon, PLE Francis	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 25/03/2021, et de la publication le 25/03/2021
A Souppes sur Loing,le 22/03/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_07

Objet : Finances : Approbation du Compte Administratif 2020 du budget principal

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 37

Votants: 40 (37+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

Nota: Monsieur le Président sort de séance

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07-DE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-14, L. 2121-29, L. 2121-31 et L. 5211-1,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le président,

CONSIDÉRANT que dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil élit son président,

CONSIDÉRANT que dans ce cas, le président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote,

CONSIDÉRANT que le compte administratif 2020 termine le cycle annuel budgétaire et retrace notamment l'ensemble des recettes et dépenses réalisées au cours de l'année écoulée,

CONSIDÉRANT qu'il traduit, d'une part l'exécution de la politique d'investissement de la communauté de communes, et d'autre part, la poursuite de la gestion de l'ensemble des services intercommunaux,

CONSIDÉRANT qu'en ce qui concerne les réalisations du budget principal, les chiffres 2020 sont les suivants:

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
011	*Charges à caractère général*	*519 000,00*	*475 923,55*
012	*Charges de personnel, frais assimilés*	*732 000,00*	*645 871,79*
014	*Atténuations de produits*	*2 601 652,05*	*2 460 230,57*
65	*Autres charges de gestion courante*	*3 438 600,00*	*2 738 175,85*
656	*Frais fonctionnement des groupes d'élus*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses de gestion courante		**7 291 252,05**	**6 320 201,76**
66	*Charges financières*	*43 800,00*	*36 658,42*
67	*Charges exceptionnelles*	*3 000,00*	*0,00*
68	*Dotations provisions semi-budgétaires*	*0,00*	*0,00*
022	*Dépenses imprévues*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**7 338 052,05**	**6 356 860,18**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 395 465,74*	*0,00*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*200 000,00*	*194 869,16*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**1 595 465,74**	**194 869,16**
TOTAL		**8 933 517,79**	**6 551 729,34**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07-DE

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
013	Atténuations de charges	5 000,00	13 300,11
70	Produits services, domaine et ventes div	34 000,00	35 242,26
73	Impôts et taxes	5 925 000,00	5 742 183,00
74	Dotations et participations	764 155,00	905 013,19
75	Autres produits de gestion courante	44 000,00	45 612,12
Total des recettes de gestion courante		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**
76	Produits financiers	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***
TOTAL		**6 772 155,00**	**6 741 350,68**

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
010	Stocks	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 000,00	12 552,00
204	Subventions d'équipement versées	550 000,00	182 217,80
21	Immobilisations corporelles	931 506,89	71 089,65
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 494 506,89**	**265 859,45**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	125 400,00	118 438,12
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	46 600,00	0,00
Total des dépenses financières		**172 000,00**	**118 438,12**
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 666 506,89**	**384 297,57**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**0,00**	**0,00**
TOTAL		**1 666 506,89**	**384 297,57**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07-DE

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
010	Stocks	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	15 000,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	220 147,95	220 147,95
138	Autres subventions d'investissement non transférables	0,00	8 077,21
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	400,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**235 147,95**	**228 625,16**
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**235 147,95**	**228 625,16**
021	Virement de la section de fonctionnement	1 395 465,74	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	200 000,00	194 869,16
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**1 595 465,74**	**194 869,16**
TOTAL		**1 830 613,69**	**423 494,32**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **ÉLIT** Monsieur Gérard MOUSSET en qualité de président de séance pour la présente délibération;

Article 2: **APPROUVE** le compte administratif 2020 du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing, comme suit:

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07-DE

		DÉPENSES	RECETTES
RÉALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	6 551 729,34	6 741 350,68
	Section d'investissement	384 297,57	423 494,32
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)		2 161 362,79
	Report en section d'investissement (001)	164 106,80	
	TOTAL (réalisations + reports)	7 100 133,71	9 326 207,79
RESTES À RÉALISER À REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement	0,00	0,00
	Section d'investissement	17 714,40	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	17 714,40	0,00
RÉSULTAT CUMULÉ	Section de fonctionnement	6 551 729,34	8 902 713,47
	Section d'investissement	566 118,77	423 494,32
	TOTAL CUMULÉ	7 117 848,11	9 326 207,79

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_07-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_08-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_08

Objet : Finances : Affectation des résultats 2020 du budget principal

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_08-DE

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que le compte administratif 2020 du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing fait apparaître un résultat d'exercice de 189 621,34 € en fonctionnement,

CONSIDÉRANT que les résultats antérieurs reportés s'élèvent à 2 161 362,79 €,

CONSIDÉRANT par conséquent que le résultat à affecter est de 2 350 984,13 €,

CONSIDÉRANT que le solde cumulé d'investissement est de - 124 910,05 €,

CONSIDÉRANT que le solde des restes à réaliser d'investissement est de - 17 714,40 €,

CONSIDÉRANT que le besoin de financement s'élève ainsi à 142 624,45 €,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **AFFECTE** en investissement au compte R 1068 du budget principal 2021 de la CCGVL la somme de 142 624,45 €.

Article 2: **REPORTE** en fonctionnement au compte R 002 du budget principal 2021 de la CCGVL la somme de 2 208 359,68 €.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_06

Objet : Finances : Approbation du Compte de Gestion 2020 du budget principal

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38+3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2121-31 et L. 5211-1,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août [illegible] siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU le compte de gestion 2020 du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing présenté par Monsieur le Trésorier du Centre des Finances Publiques de Nemours,

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire entend, débat et arrête les comptes de gestion des receveurs sauf règlement définitif,

CONSIDÉRANT que le compte de gestion du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing présenté par Monsieur le Trésorier du Centre des Finances Publiques de Nemours fait apparaître, pour l'exercice 2020, les résultats suivants :

Résultats de l'exercice 2020:

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 830 613,69	8 933 517,79	10 764 131,48
Titres de recettes émis (b)	437 324,32	6 840 265,68	7 277 590,00
Réductions de titres (c)	13 830,00	98 915,00	112 745,00
Recettes nettes (d = b - c)	423 494,32	6 741 350,68	7 164 845,00
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 830 613,69	8 933 517,79	10 764 131,48
Mandats émis (f)	384 297,57	6 610 748,95	6 995 046,52
Annulations de mandats (g)		59 019,61	59 019,61
Dépenses nettes (h = f - g)	384 297,57	6 551 729,34	6 936 026,91
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
Excédent (d - h)	39 196,75	189 621,34	228 818,09
Déficit (h - d)			

Résultats de clôture 2020:

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
INVESTISSEMENT	-164 106,80	0,00	39 196,75		-124 910,05
FONCTIONNEMENT	2 381 510,74	220 147,95	189 621,34		2 350 984,13
TOTAL	**2 217 403,94**	**220 147,95**	**228 818,09**		**2 226 074,08**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article unique: **APPROUVE** le compte de gestion 2020 du budget principal de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing présenté par Monsieur le Trésorier du Centre des Finances Publiques de Nemours.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_09-DE

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 38
Nombre de suffrages exprimés : 41 (38+3 Pouvoirs)
VOTES :
Pour : 41
Contre : —
Abstentions : —

Date de convocation : 15/03/2021

Présenté par Le Président (1),
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Souppes sur loing, le 22/03/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001-Arville, THIBAULT Anne	
002-Aufferville, MOULIE Bruno	
003-Beaumont du gatinais, MONCEL Hugues	
004-Beaumont du gatinais, JAMESSE Patricia	
005-Bougligny, LIONNET Rose-Marie	
006-Bougligny, JOURANDON Alain	
007-Bransles, CASTELLAN Laurent	
008-Bransles, NEGRIER Florent	
009-Chaintreaux, KERLO Alexis	
010-Chaintreaux, METAUT Alain	
011-Chateau-Landon, LAGILLE Valérie	
012-Chateau-Landon, VIEZZI Christèle	
013-Chateau-Landon, BAUDOUIN Frédéric	
014-Chateau-Landon, PEREIRA Serge	
015-Chateau-Landon, SCHORTER Marie-Odile	
016-Chenou MOUSSET Gérard	
017-Egreville, POMMIER Pascal	
018-Egreville, LAURENT Nathalie	
019-Egreville, BASCHET Bruno	
020-Gironville, WATTS Marian	
021-Ichy, PETIT Bernard	Pouvoir à Hervé JACQUESSON.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

022-Lorrez le bocage, BOYER Yves	Pouvoir Mme Questel
023-Lorrez le bocage, QUESTEL Marie-Josée	
024-La Madeleine sur Loing, HYEST Jean-Jacques	
025-Maisoncelles en gâtinais, GARLAND Maurice	
026-Mondreville, CHAUSSY Patrick	
027-Obsonville, BRIDET Hélène	
028-Poligny, GENEVIEVE Gérard	
029-Poligny, LEDUC Christine	
030-Souppes sur Loing, BABUT Pierre	
031-Souppes sur Loing, VILETTE Nathalie	
032-Souppes sur .Loing, CAMMARATA Gérard	
033-Souppes sur Loing, BAUDON Marie-Laure	
034-Souppes sur Loing, POUJADE Jean-Yves	
035-Souppes sur Loing, VAPPEREAU Florence	
036-Souppes sur Loing, CAPELLE Jean-Michel	
037-Souppes sur Loing, REBOUCO Hélène	
038-Souppes sur Loing, KAYSER DE SOUSA Patricia	
039-Souppes sur Loing, MARTIN Patrice	
040-Vaux sur Lunain, CHIANESE Vincent	
041-Villebéon, PLE Francis	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 25/03/2021, et de la publication le 25/03/2021
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU - COMMUNAUTE DE COMMUNES GATINAIS VAL DE LOING (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget Principal (2)

Numéro SIRET : 20002391900026

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE NEMOURS

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : ZAC DU BOIS DES PLACES (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

Sommaire

I - Vote du compte administratif

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 4
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 5
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 6
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 7

II - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 8
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 9
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 13
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 14
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 15
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 17
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 18
A1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 19
A1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 20
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 21
A3 - Etat des provisions 22
A4 - Etalement des provisions 23
A5.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A5.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A6.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 26
A6.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 27
A6.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (2) 28
A6.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (2) 29
A6.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) 30
A6.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) 31
A7 - Etat des charges transférées 32
A8 - Détail des opérations pour le compte de tiers 33
A9.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 34
A9.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 35
A9.3 - Opérations liées aux cessions 36
A9.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 37
A9.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 38
A10 - Etat des travaux en régie 39
A11 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 41

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 42
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 43
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 44
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 45
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 46
B1.6 - Etat des engagements reçus 47
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 48
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 49
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 50
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 51

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 52
C1.2 - Actions de formation des élus 54
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 55
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 56
C3.2 - Liste des établissements publics créés 57
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 58
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 59
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 60
C3.6 - Identification des flux croisés 62

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 63

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

D2 - Arrêté et signatures

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de dis[illegible] de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(2) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues (2)	0,00				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement (3)*	*42 299,61*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	*42 299,61*	*0,00*			*42 299,61*
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	42 299,61	0,00	0,00	0,00	42 299,61
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Les dépenses imprévues ne font pas l'objet de réalisation et ne donnent pas lieu à l'émission de mandats. Elles servent à abonder les postes budgétaires où sont imputées les dépenses selon leur nature dont les crédits étaient insuffisamment ouverts par les délibérations budgétaires de l'exercice.

(3) Le chapitre 023 est un chapitre sans réalisation et ne donne pas lieu à l'émission de mandats.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
74	**Dotations et participations**	**42 299,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 299,61**
74748	Participat° Autres communes	42 299,61	0,00	0,00	0,00	42 299,61
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES		**42 299,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 299,61**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (2) (3) (4)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)		**42 299,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 299,61**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(3) Dont 776.

(4) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

Chap. / Art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (2)	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (4)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	42 299,61			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Les dépenses imprévues ne font pas l'objet de réalisation et ne donnent pas lieu à l'émission de mandats. Elles servent à abonder les postes budgétaires où sont imputées les dépenses selon leur nature dont les crédits étaient insuffisamment ouverts par les délibérations budgétaires de l'exercice.

(3) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

Chap. / Art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations (2)	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

021	*Virement de la sect° de fonctionnement (2)*	*42 299,61*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		*42 299,61*	*0,00*		*42 299,61*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*42 299,61*	*0,00*		*42 299,61*

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Les chapitres *021* et 024 sont des chapitres sans réalisation et ne donnent pas lieu à l'émission de titres.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégo-rie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

A1.8

A1.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

A1.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
		0	01/01/2000

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS

A3

A3 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A5.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**42 299,61**	**42 299,61**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A5.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**42 299,61**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**42 299,61**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (3)*		
33…	*En-cours de production de biens (3)*		
35…	*Stocks de produits (3)*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*42 299,61*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**42 299,61**
Ressources propres disponibles	IV	**0,00**
Solde	V = IV – II (4)	**-42 299,61**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**A6.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A6.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A6.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**A6.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A6.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A6.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A6.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A6.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A6.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

A6.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A7

A7 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

A8 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES — A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

A9.3

A9.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES A9.4

A9.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
		0,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
		0,00	0,00	0
Mise à disposition				
		0,00	0,00	0
Affectation				
		0,00	0,00	0
Mises en concession ou affermage				
		0,00	0,00	0
Divers				
		0,00	0,00	0
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES — A9.5

A9.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Affectation							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mises en concession ou affermage							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à la réforme							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A10

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE — A11

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		**0,00**	
TOTAL Recettes	**0,00**	**Total Dépenses**	**0,00**
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		**0,00**	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N — C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc, et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 299,61	42 299,61	0,00	0,00
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 299,61	42 299,61	0,00	0,00
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	84 599,22	42 299,61	0,00	42 299,61
TOTAL GENERAL DES RECETTES	84 599,22	0,00	0,00	84 599,22

(1) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 299,61	42 299,61	0,00	0,00
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
RECETTES	42 299,61	0,00	0,00	42 299,61
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	84 599,22	42 299,61	0,00	42 299,61
TOTAL GENERAL DES RECETTES	84 599,22	0,00	0,00	84 599,22

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES – D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases / N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES — D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15/03/2021

Présenté par Le Président (1),
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Souppes sur loing, le 22/03/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001-Arville, THIBAULT Anne	
002-Aufferville, MOULIE Bruno	
003-Beaumont du gatinais, MONCEL Hugues	
004-Beaumont du gatinais, JAMESSE Patricia	
005-Bougligny, LIONNET Rose-Marie	
006-Bougligny, JOURANDON Alain	
007-Bransles, CASTELLAN Laurent	
008-Bransles, NEGRIER Florent	
009-Chaintreaux, KERLO Alexis	
010-Chaintreaux, METAUT Alain	
011-Chateau-Landon, LAGILLE Valérie	
012-Chateau-Landon, VIEZZI Christèle	
013-Chateau-Landon, BAUDOUIN Frédéric	
014-Chateau-Landon, PEREIRA Serge	
015-Chateau-Landon, SCHORTER Marie-Odile	
016-Chenou MOUSSET Gérard	
017-Egreville, POMMIER Pascal	
018-Egreville, LAURENT Nathalie	
019-Egreville, BASCHET Bruno	
020-Gironville, WATTS Marian	
021-Ichy, PETIT Bernard	

Envoyé en préfecture le 31/03/2021
Reçu en préfecture le 31/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10A-BF

II – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

022-Lorrez le bocage, BOYER Yves	
023-Lorrez le bocage, QUESTEL Marie-Josée	
024-La Madeleine sur Loing, HYEST Jean-Jacques	
025-Maisoncelles en gâtinais, GARLAND Maurice	
026-Mondreville, CHAUSSY Patrick	
027-Obsonville, BRIDET Hélène	
028-Poligny, GENEVIEVE Gérard	
029-Poligny, LEDUC Christine	
030-Souppes sur Loing, BABUT Pierre	
031-Souppes sur Loing, VILETTE Nathalie	
032-Souppes sur .Loing, CAMMARATA Gérard	
033-Souppes sur Loing, BAUDON Marie-Laure	
034-Souppes sur Loing, POUJADE Jean-Yves	
035-Souppes sur Loing, VAPPEREAU Florence	
036-Souppes sur Loing, CAPELLE Jean-Michel	
037-Souppes sur Loing, REBOUCO Hélène	
038-Souppes sur Loing, KAYSER DE SOUSA Patricia	
039-Souppes sur Loing, MARTIN Patrice	
040-Vaux sur Lunain, CHIANESE Vincent	
041-Villebéon, PLE Francis	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 25/03/2021, et de la publication le 25/03/2021

A Souppes sur Loing, le 22/03/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_10

Objet : Finances : Approbation du Compte Administratif 2020 du budget annexe « ZAC du Bois des Places »

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 37

Votants: 40 (37+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

Nota : Monsieur le Président sort de séance

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10-DE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-14, L. 2121-29, L. 2121-31 et L. 5211-1,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le président,

CONSIDÉRANT que dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil élit son président,

CONSIDÉRANT que dans ce cas, le président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote,

CONSIDÉRANT que le compte administratif 2020 termine le cycle annuel budgétaire et retrace notamment l'ensemble des recettes et dépenses réalisées au cours de l'année écoulée,

CONSIDÉRANT qu'il traduit, d'une part l'exécution de la politique d'investissement de la communauté de communes pour l'aménagement de la ZAC du Bois des Places à Égreville, et d'autre part, la poursuite de la gestion de ladite ZAC,

CONSIDÉRANT qu'en ce qui concerne les réalisations du budget annexe « ZAC du Bois des Places », les chiffres 2020 sont les suivants :

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
011	*Charges à caractère général*	*0,00*	*0,00*
012	*Charges de personnel, frais assimilés*	*0,00*	*0,00*
014	*Atténuations de produits*	*0,00*	*0,00*
65	*Autres charges de gestion courante*	*0,00*	*0,00*
656	*Frais fonctionnement des groupes d'élus*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses de gestion courante		**0,00**	**0,00**
66	*Charges financières*	*0,00*	*0,00*
67	*Charges exceptionnelles*	*0,00*	*0,00*
68	*Dotations provisions semi-budgétaires*	*0,00*	*0,00*
022	*Dépenses imprévues*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*42 299,61*	*0,00*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**42 299,61**	**0,00**
TOTAL		**42 299,61**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10-DE

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
013	Atténuations de charges	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00
74	Dotations et participations	42 299,61	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**42 299,61**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**42 299,61**	**0,00**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***
TOTAL		**42 299,61**	**0,00**

Chapitre	Libellé	Crédits 2020 ouverts	CA 2020
010	Stocks	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**0,00**	**0,00**
TOTAL		**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_10-DE

Chapitre	Libellé	Crédits 2020	
010	Stocks	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transférables	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**
021	Virement de la section de fonctionnement	42 299,61	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**42 299,61**	**0,00**
TOTAL		**42 299,61**	**0,00**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **ÉLIT** Monsieur Gérard MOUSSET en qualité de président de séance pour la présente délibération;

Article 2: **APPROUVE** le compte administratif 2020 du budget annexe « ZAC du Bois des Places » de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Jean-Jacques HYEST

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_11-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_11

Objet : Finances : Affectation des résultats 2020 du budget annexe « ZAC du Bois des places »

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_11-DE

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que le compte administratif 2020 du budget annexe « ZAC du Bois des Places » de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing fait apparaître un résultat d'exercice nul en fonctionnement,

CONSIDÉRANT que les résultats antérieurs reportés sont nuls,

CONSIDÉRANT par conséquent que le résultat à affecter est de 0,00 €,

CONSIDÉRANT que le solde cumulé d'investissement est de - 42 299,61 €,

CONSIDÉRANT que le solde des restes à réaliser d'investissement est nul,

CONSIDÉRANT que le besoin de financement s'élève ainsi à 42 299,61 €,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article unique: **ACTE** du report du résultat cumulé de 42 299,61 € au compte D 002 du budget annexe « ZAC du Bois des Places » de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

2021

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Gâtinais Val-de-Loing
Communauté de Communes

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Contexte juridique du débat d'orientation budgétaire et son rapport

Dans les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le président présente au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. De même, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compte plus de 10 000 habitants et comprend au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que les orientations budgétaires envisagées en matière de dépenses et de recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement sur la base d'hypothèses (concours financiers, fiscalité, tarification et subventions).

Le présent rapport est le premier du mandat sur une année pleine dans un contexte économique, social et sanitaire complexe. Il retrace de manière la plus exhaustive possible les hypothèses retenues alors que l'incertitude demeure plus que jamais. Les orientations budgétaires retenues, qui feront l'objet d'un débat lors du conseil communautaire du 22 mars 2021, se veulent prudentes et seront déclinées dans le budget 2021 qui devra être adopté lors de la séance du 12 avril 2021.

Article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales

Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'État dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

Article L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales

Sous réserve des dispositions qui leur sont propres, les dispositions du livre III de la deuxième partie sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale

Toutefois, les articles L. 2312-1 et L. 2313-1 ne s'appliquent qu'aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compte plus de 10 000 habitants et comprend au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport sur les orientations budgétaires prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2312-1 comporte la présentation mentionnée au troisième alinéa du même article L. 2312-1. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Les lieux de mise à la disposition du public sont le siège de l'établissement et les mairies des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Article D. 2312-3 du Code général des collectivités territoriales

A. – Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

B. – Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3° A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

C. – Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Article D. 5211-18-1 du Code général des collectivités territoriales

A. – Les dispositions du A de l'article D. 2312-3 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

B. – Les dispositions du B de l'article D. 2312-3 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

C. – Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre Ier : Contexte international et national

Après plusieurs années de croissance, l'économie française, comme mondiale, a subi un coût d'arrêt en 2020 avec la pandémie de COVID-19. Le produit intérieur brut (PIB) de la France a chuté de près de 6 % au premier trimestre 2020 et de près de 14 % au deuxième trimestre alors qu'en 2019, la croissance était encore dynamique (+1,5 % par rapport à 2018) portée par l'investissement du secteur public (+ 8,1 %), des entreprises (+ 3,7 %) et des ménages (+ 1,8 %).

Immédiatement, tous les autres indicateurs se sont inscrits dans le rouge au second trimestre, notamment la consommation des ménages (- 11%), les investissements des entreprises (- 16%) et les exportations (- 25%). Dès lors, la France a subi la plus grande crise économique qu'elle ait eu à connaître depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

La propagation de l'épidémie tout au long du 1er semestre puis les mesures sanitaires strictes prises pour l'endiguer ont mis à l'arrêt plusieurs secteur durant le confinement et continuent de contraindre l'activité en France.

Réévaluée en cours d'année à 10 %, la diminution du PIB en 2020 s'est finalement établie à 8,3 %, selon une première estimation fin janvier 2021 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

I. Un coup d'arrêt à la trajectoire vertueuse des finances publiques

Jusqu'en 2019, l'évolution des principaux indicateurs de finances publiques témoignait d'une amélioration de la trajectoire des finances publiques, engageant la France à respecter ses engagements européens.

Le déficit public restait inférieur à 3 % du PIB et la dette publique était stabilisée autour de 98 % du PIB. Les administrations publiques ont limité leurs dépenses faisant ainsi passer la part des dépenses publiques dans la richesse nationale sous le seuil des 54 % du PIB et le taux des prélèvements obligatoires s'est réduit à 43,8 % du PIB en 2019.
Cette dynamique de rigueur a complètement été remise en cause en 2020 par l'effet de la crise économique sans précédent nécessitant la forte mobilisation de l'instrument budgétaire afin de limiter les conséquences économiques et sociales de la crise. Au regard du niveau de la dette publique estimé à 121 % fin 2020, le Haut Conseil des Finances Publiques considère que « cette hausse massive appelle une vigilance particulière. »

II. Face à la crise sanitaire, un plan d'action d'envergure

Face à l'urgence sanitaire, économique et sociale, les finances publiques ont été pleinement et rapidement mobilisées afin de limiter l'impact de la crise sur l'économie, l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages.

Après la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, les mesures de soutien mises en œuvre représentaient 462,5 Md€ répartis de la manière suivante :

- 57,5 milliards d'euros de mesures de soutien ayant un impact sur le déficit,
- 327,5 milliards d'euros de garanties,
- 77,5 milliards d'euros de mesures de soutien à la trésorerie.

Le 3 septembre 2020, le gouvernement a présenté le Plan de relance pour l'économie, dénommé « France Relance » et doté de 100 Md€.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Ce plan est orienté autour de 3 priorités :

- la transition écologique pour 30 Md€,
- la compétitivité des entreprises pour 35 Md€,
- la cohésion sociale et territoriale pour 35 Md€.

L'objectif est de revenir « dès 2022 » au niveau de richesse d'avant la crise de la COVID-19 mais aussi de préparer la transformation économique de la France pour 2030.

Plusieurs dispositions concernent les collectivités territoriales. Ainsi, le Plan de relance prévoit une baisse des impôts dits de production de 10 Md€ et une révision des valeurs locatives. Ces mesures devraient fort logiquement dégrader les recettes fiscales des communes et de leurs groupements. Le gouvernement s'engage à neutraliser pour les collectivités les effets du plan de relance.

Par ailleurs, des crédits ont été alloués aux collectivités territoriales notamment pour les spectacles vivants, le développement numérique, pour la rénovation thermique des bâtiments publics ou encore pour la restauration des monuments historiques.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre II : Les dispositions de la loi de finances pour 2021 concernant les collectivités

La loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 prévoit de nombreux impacts pour les collectivités en introduisant de nouvelles mesures avec pour objectif de fond de faire de la relance son cheval de bataille.

I. Baisse des impôts de production

Ainsi, la loi de finances pour 2021 supprime la moitié de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), de la cotisation foncière des entreprises (CFE) payées par les établissements industriels (3,3 Md€) ainsi que la part régionale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) [7 Md€]. Corrélativement, le plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée de 3 % est abaissé à 2 %.
L'ensemble représente une baisse d'impôts brute pour les entreprises évaluée, à terme, à 10,3 Md€. Cependant, pour les entreprises, une partie du gain brut sera absorbée par la majoration du résultat imposable : c'est « l'effet retour » de l'impôt sur les sociétés, évalué à 2 Md€.

Les pertes de recettes pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale seront compensées par un prélèvement sur recettes de l'État sur la base des pertes annuelles et des taux de l'année 2020. Ainsi, le calcul de la compensation sur la base des taux gelés de 2020 va entraîner une perte de ressources pour toutes les collectivités concernées qui augmenteraient leur taux de TFPB et de CFE à l'avenir.

II. Dégrèvement de la taxe d'habitation

Depuis 2020, 80 % des ménages ne payent plus de taxe d'habitation (TH) pour leur résidence principale. Cette exonération concernera l'ensemble des ménages en 2023. Pour les foyers fiscaux les plus aisés bénéficieront d'une baisse de 30 % de leur TH en 2021, puis de 65 % en 2022 avant d'être totalement exonérés en 2023. Cette suppression progressive de la taxe d'habitation confirmée dans la loi de finances a pour conséquence le transfert d'une fraction de TVA. La taxe d'habitation sera maintenue pour les résidences secondaires.

III. Dotations de l'État et FCTVA

L'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est maintenue à son niveau antérieur, soit 26,8 Md€ dont 18,3 Md€ pour les communes et les EPCI. Une attention est portée sur le fait qu'à l'instar des années précédentes, la stabilisation de la DGF ne concerne que le montant total de l'enveloppe, mais pas les montants individuels de DGF.

Les autorisations d'engagement des dotations de soutien à l'investissement des communes et de leurs établissements sont donc maintenues à leur niveau 2020. Les autorisations d'engagement sur ces dotations atteignent donc 2,766 Md€ en 2021 avec :

- 1,046 Md€ pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR),
- 570 M€ pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL),
- 1 Md€ au titre de la DSIL « exceptionnelle » issue de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020,
- 150 M€ pour la dotation politique de la ville (DPV).

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

En crédits de paiement pour 2021, les versements prévus pour 2021 sont de 1,6 Md€ avec :

- 888 M€ pour la DETR,
- 626 M€ pour la DSIL dont 100 M€ de crédits de paiement sur le total de 1 Md€ de DSIL exceptionnelle,
- 129 M€ pour la DPV.

IV. Automatisation du versement du FCTVA

L'article 251 de la loi de finances pour 2021 prévoit la mise en œuvre de l'automatisation du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) pour les dépenses des collectivités locales réalisées à compter du 1er janvier 2021. Le FCTVA sera établi non plus à partir des déclarations remplies par les collectivités mais sur une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement. Le processus d'automatisation va donc alléger et simplifier les procédures.
Le recours à une procédure déclarative restera toutefois nécessaire pour des dépenses spécifiques, qui n'ont pas pu faire l'objet d'un traitement automatisé (ex : dépenses d'investissement réalisées sur le patrimoine d'un tiers ou encore imputées sur des comptes non identifiés comme éligibles.

V. Autres dispositions

Parmi les autres dispositions de la loi de finances pour 2021 ayant un impact pour les collectivités locales et notamment le bloc local, on retrouve :

- les compensations des pertes de recettes induites par la crise sanitaire,
- la nationalisation des taxes locales sur l'électricité (2,3 Md€),
- l'adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols,
- le versement de la dotation de l'État au profit des collectivités contributrices au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) ayant subi une forte baisse de bases de CFE,
- l'allongement de la période d'expérimentation tendant à l'instauration d'une part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,
- l'exonération facultative de CET pendant 3 ans en cas de création ou d'extension d'établissements industriels…

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre III : Évolution des dépenses et recettes réelles entre 2016 et 2020

Le tableau ci-dessous retrace les dépenses et recettes réelles de la CCGVL entre 2016 et 2020, tant en fonctionnement qu'en investissement. Par conséquent, les chiffres diffèrent des pages de présentation des comptes administratifs qui prennent en compte les dépenses et les recettes d'ordre. Cela se justifie par le fait que, par opposition aux opérations dites réelles, les opérations d'ordre sont des opérations insusceptibles d'entraîner un encaissement ou un décaissement.

		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020 (projections)
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT						
011	Charges à caractère général	172 988,06	220 065,32	332 987,56	372 475,27	475 923,55
012	Charges de personnel, frais assimilés	238 779,74	443 619,77	567 536,77	623 121,68	645 871,79
013	Atténuations de produits	2 400 141,00	2 175 953,35	2 322 219,95	2 458 695,37	2 460 230,57
014	Autres charges de gestion courante	2 607 034,73	3 133 032,80	3 239 568,60	2 865 881,46	2 738 175,85
	Total des dépenses de gestion courante	***5 418 943,53***	***5 972 671,24***	***6 462 312,88***	***6 320 173,78***	***6 320 201,76***
66	Charges financières	2 513,90	2 660,68	16 059,70	32 086,99	36 658,42
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 364,00	0,00	1 004,50	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fontionnement	**5 421 457,43**	**5 976 695,92**	**6 478 372,58**	**6 353 265,27**	**6 356 860,18**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
013	Atténuations de charges	7 925,43	0,00	0,00	1 896,08	13 300,11
70	Produits services, domaine et ventes div	7 572,50	56 700,67	56 518,60	24 906,88	35 242,26
73	Impôts et taxes	4 795 843,00	5 225 638,00	5 971 391,00	5 906 477,00	5 742 183,00
74	Dotations et participations	891 403,67	901 288,30	957 190,73	864 423,83	905 013,19
75	Autres produits de gestion courante	2 461,00	11 458,97	12 796,45	44 271,75	45 612,12
	Total des recettes de gestion courante	***5 705 205,60***	***6 195 085,94***	***6 997 896,78***	***6 841 975,54***	***6 741 350,68***
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	5 185,92	0,00	3 681,00	253,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fontionnement	**5 710 391,52**	**6 195 085,94**	**7 001 577,78**	**6 842 228,54**	**6 741 350,68**
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT						
010	Stock	0,00	0,00		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	79 673,78	93 807,04	63 778,86	11 369,57	12 552,00
204	Subventions d'équipement versées	14 964,00	189 000,00	1 189 800,00	300 542,51	182 217,80
21	Immobilisations corporelles	30 889,72	889 971,78	180 442,92	564 780,26	71 089,65
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	***125 527,50***	***1 172 778,82***	***1 434 021,78***	***876 692,34***	***265 859,45***
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	74 760,00	1 364,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	13 717,77	13 717,77	55 344,84	104 001,95	118 438,12
18	Compte de liaison : affectations (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	***13 717,77***	***13 717,77***	***130 104,84***	***105 365,95***	***118 438,12***
	Total des dépenses réelles d'investissement	**139 245,27**	**1 186 496,59**	**1 564 126,62**	**982 058,29**	**384 297,57**
RECETTES D'INVESTISSEMENT						
010	Stock	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	8 283,40	8 077,21
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	1 109 000,00	889 000,00	300 160,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	163 700,97	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	141 085,49	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	***0,00***	***1 109 000,00***	***1 193 786,46***	***308 443,40***	***8 077,21***
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	3 468,09	121 448,99	220 147,95
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	52 024,83	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transférables	0,00	9 122,50	170 811,16	1 364,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	1 000,00	400,00
18	Compte de liaison : affectations (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	***0,00***	***61 147,33***	***174 279,25***	***123 812,99***	***220 547,95***
	Total des recettes réelles d'investissement	**0,00**	**1 170 147,33**	**1 368 065,71**	**432 256,39**	**228 625,16**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre IV : Évolution de la fiscalité entre 2016 et 2020

La présentation de l'évolution de la fiscalité ne tient pas compte de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dès lors que les recettes sont perçues au profit des syndicats mixtes auxquels la CCGVL adhère en substitution de ses communes membres.

La CCGVL a connu, entre 2016 et 2020, une augmentation du produit des impôts et taxes sur lesquels elle dispose d'un véritable pouvoir de taux. Ainsi, le produit total est passé de 1 437 283 € à 2 241 032 €. Deux effets sont à noter : les augmentations successives des taux et l'augmentation des bases (notamment celles de la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2018 [+ 7,42 %] et de la cotisation foncière des entreprises en 2019 [+ 20,02 %]).

	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020 (projections)
CFE					
Bases	5 282 000,00	4 931 000,00	5 086 000,00	6 104 000,00	6 106 455,00
Variation des bases	*-0,34%*	*-6,65%*	*3,14%*	*20,02%*	*0,04%*
Taux	20,92%	21,82%	22,05%	22,05%	22,05%
Variation de taux	*0,00%*	*4,30%*	*1,05%*	*0,00%*	*0,00%*
Produit	1 105 125,00	1 075 944,00	1 121 463,00	1 345 932,00	1 346 473,00
Variation de produit	*0,00%*	*-2,64%*	*4,23%*	*20,16%*	*0,04%*
TH					
Bases	23 273 000,00	22 757 000,00	22 852 000,00	23 413 000,00	23 677 128,00
Variation des bases	*4,07%*	*-2,22%*	*0,42%*	*2,46%*	*1,13%*
Taux	0,71%	0,88%	2,00%	2,00%	2,00%
Variation de taux	*0,00%*	*24,29%*	*127,27%*	*0,00%*	*0,00%*
Produit	164 773,00	200 262,00	457 040,00	468 260,00	473 672,00
Variation de produit	*4,07%*	*21,54%*	*128,22%*	*2,46%*	*1,16%*
TFB					
Bases	17 486 000,00	17 753 000,00	19 071 000,00	19 518 000,00	19 502 537,00
Variation des bases	*1,19%*	*1,53%*	*7,42%*	*2,34%*	*-0,08%*
Taux	0,80%	0,80%	2,00%	2,00%	2,00%
Variation de taux	*0,00%*	*0,00%*	*148,76%*	*0,00%*	*0,00%*
Produit	140 587,00	142 734,00	381 420,00	390 360,00	390 371,00
Variation de produit	*1,19%*	*1,53%*	*167,22%*	*2,34%*	*0,00%*
TFNB					
Bases	1 763 000,00	1 775 000,00	1 785 000,00	1 824 000,00	1 827 537,00
Variation des bases	*0,97%*	*1,53%*	*0,56%*	*2,19%*	*0,19%*
Taux	1,52%	1,70%	2,00%	2,00%	2,00%
Variation de taux	*0,00%*	*11,84%*	*17,65%*	*0,00%*	*0,00%*
Produit	26 798,00	30 175,00	35 700,00	36 480,00	35 829,00
Variation de produit	*0,98%*	*12,60%*	*18,31%*	*2,19%*	*-1,78%*
TOTAL					
Bases	47 804 000,00	47 216 000,00	48 794 000,00	50 859 000,00	51 113 657,00
Variation des bases		*-1,23%*	*3,34%*	*4,23%*	*0,50%*
Produit	1 437 283,00	1 449 115,00	1 995 623,00	2 241 032,00	2 246 345,00
Variation de produit		*0,82%*	*37,71%*	*12,30%*	*0,24%*

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre V : État de la dette au 1er janvier 2021

Organismes prêteurs	Date du 1er remboursement	Durée réelle (en mois)	Date de fin	Taux			Capital initial	Capital restant dû	Capital	Intérêts	Annuités
				Type	Taux initial	Taux actuariel					
Caisse des dépôts et consignations	01/08/2016	240	01/08/2035	Révisable	1,75%	1,658%	270 000,00 €	201 411,15 €	13 717,77 €	3 840,98 €	17 558,75 €
Crédit Agricole Brie Picardie	05/03/2018	240	05/12/2037	Fixe	1,55%	1,562%	560 000,00 €	486 636,62 €	24 833,73 €	7 783,91 €	32 617,64 €
Crédit Agricole Brie Picardie	05/03/2018	240	05/12/2037	Fixe	1,55%	1,562%	360 000,00 €	312 837,83 €	15 964,54 €	5 003,94 €	20 968,48 €
Crédit Agricole Brie Picardie	01/03/2018	240	31/12/2037	Fixe	1,55%	1,562%	189 000,00 €	164 239,92 €	8 381,36 €	2 627,08 €	11 008,44 €
Caisse d'Épargne d'Île-de-France	01/03/2019	240	01/12/2038	Fixe	1,64%	1,652%	889 000,00 €	812 614,11 €	38 505,48 €	13 722,36 €	52 227,84 €
Caisse d'Épargne d'Île-de-France	01/03/2020	240	01/12/2039	Fixe	0,98%	1,128%	300 000,00 €	286 353,67 €	13 646,33 €	2 889,95 €	16 536,28 €
							2 568 000,00 €	**2 264 093,30 €**	**115 049,21 €**	**35 868,22 €**	**150 917,43 €**

Au 1er janvier 2021, le capital restant dû est de 2 264 093,30 €. L'annuité est de 150 917,43 € dont 35 868,22 € d'intérêts. Le premier des emprunts souscrit en 2014 et dont le premier remboursement est intervenu en août 2016 s'éteindra en août 2035. Les autres emprunts s'éteindront en décembre 2017, décembre 2038 et décembre 2039. Ces emprunts classifiés A.1 au regard de la classification Gissler garantissent une sécurité financière de la communauté de communes.

La capacité de désendettement de la CCGVL est de 5,89 années, étant considéré que le seuil critique est généralement fixé à 12 ans.

Avec une dette par habitant de 120 €, la CCGVL se situe bien en-deçà du seuil fixé à 1 200 €. De même, le ratio de surendettement est estimé à 0,33 alors que le seuil d'alerte est de 1,21.

Bien qu'ils ne pèsent que 0,6 % des dépenses réelles de fonctionnement, les intérêts demeurent élevés. Une renégociation des emprunts pourrait être menée à l'été 2021 en fonction des clauses de remboursement anticipé et des frais de dossier inclus dans les contrats initiaux. Au regard des taux actuels (0,85 % par an sur 20 ans), la CCGVL pourrait générer, sous toutes réserves, un gain de 12 000 à 15 000 € par an en fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre VI : État du personnel au 1er janvier 2021

Au 1er janvier 2021, l'effectif global est de 14 emplois permanents titulaires composés comme suit :

Grades ou emplois	Catégories	Emplois permanents à temps complet	Emplois permanents à temps non complet	TOTAL
Emplois fonctionnel				
Directeur général des services	*A*	*0*	*0*	***0***
Filière administrative				
Attaché	*A*	*0*	*0*	***0***
Rédacteur principal 1ère classe	*B*	*0*	*1*	***1***
Adjoint administratif principal 1ère classe	*C*	*4*	*0*	***4***
Adjoint administratif principal 2ème classe	*C*	*1*	*0*	***1***
Adjoint administratif	*C*	*2*	*1*	***3***
Filière technique				
Adjoint technique	*C*	*1*	*0*	***1***
Filière sociale				
Éducateur principal de jeunes enfants	*A*	*1*	*0*	***1***
Filière animation				
Animateur principal 1ère classe	*B*	*1*	*0*	***1***
Adjoint d'animation territorial	*C*	*2*	*0*	***2***
TOTAL		**12**	**2**	**14**

Il est à noter que le poste de responsable du développement économique et du développement touristique est pourvu par un agent contractuel.
Par ailleurs, la collectivité recourt à des agents contractuels pour assurer le fonctionnement de l'accueil de loisirs d'Aufferville pendant les sept semaines d'ouverture pendant les différentes vacances scolaires.

Depuis le 1er janvier 2021, le directeur du centre de loisirs d'Aufferville, en congés parental pour une durée de six mois, est remplacé par un agent contractuel.
Un agent contractuel a été recruté courant janvier 2021 pour étoffer le service « développement économique. » Enfin, un nouveau directeur général des services, titulaire de la fonction publique, a pris ses fonctions au 1er février 2021 et a demandé son détachement sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services.
Lors de la séance au cours de laquelle seront débattues les orientations budgétaires, les conseillers communautaires seront amenés à délibérer sur l'adhésion au dispositif de l'État « Petites villes de demain. » Dans l'hypothèse où la CCGVL et la commune de Souppes-sur-Loing contractualiseraient avec l'État, un poste de chef de projet, financé à 75 % avec un plafond variant entre 45 000 et 55 000 €, serait à créer, générant ainsi une augmentation de la masse salariale. S'agissant d'un poste financé, la CCGVL percevra en contrepartie une recette de l'État, voire de la commune de Souppes-sur-Loing en complément, au chapitre 013 « atténuations de charges »

La masse salariale a crû au fil des transferts de compétences (compensés par un reversement moindre de l'attribution de compensation) et des nécessités de la collectivité pour faire face à l'exercice de ses compétences.

	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020 (projections)
Charges de personnel, frais assimilés	238 779,74 €	443 619,77 €	567 536,77 €	623 121,68 €	645 871,79 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 421 457,43 €	5 976 695,92 €	6 478 372,58 €	6 353 265,27 €	6 356 860,18 €
Part des charges de personnel, frais assimilés	4,40%	7,42%	8,76%	9,81%	10,16%

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Néanmoins, il est nécessaire de corréler l'augmentation de la masse salariale avec la mise à disposition régulière de deux agents au profit des communes. Fin 2020 – début 2021, la CCGVL a connu un accroissement de demandes des communes (Chaintreaux, Poligny et Château-Landon).

Le régime des 1 607 heures est scrupuleusement appliqué au sein de la collectivité avec des statuts différents pour certains agents recrutés au fil du temps. Une réflexion pourrait être menée sur l'annualisation des services soumis à des variations d'activité au cours de l'année.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre VII : Présentation des orientations budgétaires 2021 compétence par compétence

Afin que les élus, notamment ceux dont c'est le premier mandat, comprennent les domaines d'intervention de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing, les orientations budgétaires 2021 sont présentées en fonction des compétences obligatoires, facultatives et optionnelles.

I. Compétences obligatoires

A. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire – schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur – plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale

1. *Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire*

L'intérêt communautaire prévoit que la CCGVL peut être amenée à répondre à des missions dans le cadre d'études intercommunales liées à la loi Solidarité et renouvellement urbains et au plan de déplacements urbains, à émettre un avis dans le cadre des procédures de consultation prévues par le Code de l'urbanisme, sur l'élaboration et la révision des plans d'occupation des sols des communes de l'aire de la communauté de communes, à aménager et gérer des ZAC et réserves foncières et à exercer le droit de préemption dans le cadre d'une de ses compétences, après délégation de la ou des communes concernées.

Au titre de cette part de compétence obligatoire, il n'est pas envisagé d'intervention budgétaire et comptable.

2. *Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur*

Créé en 1991 par une volonté unanime des communes du sud de la Seine-et-Marne, le syndicat intercommunal d'études et de programmation (SIEP) Nemours-Gâtinais avait pour but d'élaborer un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) dans le but de préserver l'équilibre entre l'habitat et l'emploi du territoire. Ce schéma a été rendu caduc par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite « loi SRU. »

En 2010, les communautés de communes nouvellement créées se sont substituées à leurs communes membres et le syndicat s'est donc transformé en syndicat mixte.

Par délibération du 8 juillet 2011, le comité syndical du SMEP Nemours-Gâtinais a décidé de prescrire l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale (SCoT). Ce SCoT approuvé le 5 juin 2015 est exécutoire depuis le 18 août 2015.

À ce jour, depuis l'intégration de neuf communes au sein de la Communauté de Communes du Pays de Nemours, une révision du SCoT est en cours mais uniquement pour la partie du territoire concernant ces communes.

La contribution de la CCGVL au SMEP Nemours-Gâtinais est fixée à 1 € par habitant en 2020 s'est élevée à 19 066 €. La population de la CCGVL ayant peu évolué, la participation au titre de l'année 2021 devrait être similaire.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

3. Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale

L'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite « loi ALUR », prévoyait que les communautés de communes devenaient compétentes en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale à compter du 27 mars 2017, sauf opposition des communes membres selon une minorité de blocage d'au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population.

En cas d'opposition, il était également prévu que les communautés de communes deviennent compétentes de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, à savoir le 1er juillet 2020, sauf si les communes s'y opposaient. En raison de l'état d'urgence sanitaire, la date de transfert de compétence a été fixée au 1er janvier 2021 puis au 1er juillet 2021 avec un délai d'opposition aujourd'hui fixé par l'article 5 de la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire (entre le 1er octobre 2020 et le 30 juin 2021).

Les membres du conseil communautaire sont donc amenés à prendre une délibération de principe lors de la séance du 22 mars 2021 et les communes pourront se prononcer jusqu'au 30 juin 2021. En fonction des délibérations des conseils municipaux des communes membres, la CCGVL deviendra ou non compétente en matière de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

Par conséquent, aucune inscription budgétaire n'est donc envisagée pour l'année 2021.

B. <u>Actions de développement économique – création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire – politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire – promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme</u>

1. Développement économique

La CCGVL adhère à l'association du Pacte Sud 77 pour le développement et l'emploi du Sud Seine-et-Marne. Sa contribution annuelle permet de financer des actions menées à l'échelle de ce territoire.
Par ailleurs, elle s'appuie sur des partenaires via des conventions avec participation financière ou non : Initiatives Melun Val de Seine Sud Seine-et-Marne et Chambre de Commerce et d'Industrie notamment. À ce titre, les services communautaires travaillent à la conclusion d'une convention avec la Chambre des métiers et de l'Artisanat dont les contours restent à définir pour s'adapter à la sortie de crise.

En 2020, la CCGVL a participé au Fonds Résilience Île-de-France et Collectivités, fruit du partenariat entre la Région Île-de-France, la Banque des Territoires, Initiative Ile-de-France et plus de 70 collectivités, à concurrence de 20 € par entreprise sur son territoire, soit 22 960 €.
Le dispositif d'aides à destination des entreprises qui se sont vu refuser un prêt garanti par l'État et/ou un prêt Rebond ou dont le montant obtenu ne suffit pas à couvrir les besoins de trésorerie a été victime de son succès. Il a donc été prolongé jusqu'en avril 2021. **Le Conseil communautaire va être amené à se prononcer sur un nouvel abondement, cette fois-ci à hauteur de 10 € par entreprise, soit 11 480 €.**

Afin de s'adapter aux exigences du contexte sanitaire, économique et social et d'identifier les entreprises du territoire, les élus ont approuvé, en décembre 2020, le recrutement d'un agent à temps plein pendant trois mois. À l'issue de la période initiale, une évaluation sera faite pour déterminer ou non l'utilité d'une prolongation voire d'une pérennisation ou non. **D'ores et déjà, les crédits relatifs à ce poste seront donc inscrits en fonctionnement au chapitre 012.**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Concernant le tiers-lieu ouvert en 2019, sa fréquentation a été faible en 2020 eu égard la crise sanitaire et ses confinements successifs. Début 2021, les locaux de l'espaces de coworking C@pGât' ont gracieusement été mis à disposition de la micro-crèche de Château-Landon dont les locaux ont fait l'objet d'un dégât des eaux. Depuis début mars, les demandes de location ponctuelle reprennent mais les recettes de location ne devraient pas être significatives cette année.
Dans le cadre de sa mission d'animation, d'information et de mise en réseau, la CCGVL souhaite remettre en œuvre les petits-déjeuners des entrepreneurs, avec une cadence d'un événement par trimestre, sous réserve de la fin de l'état d'urgence sanitaire et de ses mesures contraignantes.
Quelques aménagements intérieurs ont été ou vont être engagés afin de rendre les locaux attrayants et fonctionnels (rideaux occultants, dispositif de projection dans la salle du conseil…).

En matière foncière, l'objectif est de promouvoir la zone d'activité d'Égreville, qui fait l'objet d'un budget annexe, pour une commercialisation optimale des 10 hectares disponibles sachant que les restrictions légales sur la publicité en bordure de voirie départementale constituent un des freins à la mise en œuvre d'une publicité visuelle.
Quant à elle, la zone de Val de Loing 2 à Souppes-sur-Loing fait l'objet de sollicitations diverses dont un groupe immobilier mandaté par un logisticien qui souhaiterait implanter des locaux sur 20 hectares.
Pour mener à bien ce dossier, les services communautaires apportent leur expérience technique et juridique à la commune de Souppes-sur-Loing.

2. Développement touristique

En septembre 2020, le Conseil communautaire a délibéré pour répondre à l'appel à projets du Conseil départemental de Seine-et-Marne au titre du Fonds de développement touristique en présentant les projets suivants :

- l'aménagement de quatre stations de vélos à assistance électrique accessibles 7 jours sur 7,
- l'équipement de trois bornes automatiques pour la distribution d'eau et d'électricité à la halte nautique de Souppes-sur-Loing,
- le développement d'hébergements pour cyclotouristes dans le cadre de la réhabilitation de la maison éclusière de Château-Landon,
- le développement d'un itinéraire touristique pédestre avec une signalétique et une table d'orientation à Château-Landon.

L'ensemble de ces projets estimé à 376 666,67 € HT (452 000 € TTC) a donc fait l'objet d'une demande de financement à hauteur de 70 %. Par courrier en date du 22 janvier 2021, **le Président du Département a notifié à la CCGVL l'attribution d'une subvention totale de 208 970 €, soit 55,5 %.** Un acompte de 30 %, soit 62 690,60 €, a d'ores et déjà été versé.
Par conséquent, une demande de financement complémentaire pourra être sollicitée auprès des autres partenaires institutionnels. Il est à noter que la réhabilitation de la maison éclusière de Château-Landon reste soumise à un montage juridique avec l'établissement public administratif Voies navigables de France.

En matière d'investissement, certes de faible importance, un affichage commun aux trois offices de tourisme sera installé sur les devantures. À ce jour, ce projet ne peut être estimé en l'état car il reste soumis à la validation de l'Architecte des bâtiments de France et aux demandes d'autorisation d'urbanisme.

Par ailleurs, dans l'attente de la reprise de l'activité touristique, fortement impactée par la crise sanitaire, une conseillère en séjour est en cours de recrutement pour pallier le second poste, jusqu'alors vacant, à l'office de tourisme de Souppes-sur-Loing. **Les crédits relatifs à ce poste seront donc inscrits en fonctionnement au chapitre 012.**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

C. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs

La CCGVL disposant d'une aire d'accueil des gens du voyage à Souppes-sur-Loing remplit ses obligations en la matière. Néanmoins, cette aire inondée lors de la crue du Loing en 2016 et située en zone inconstructible présente de nombreux désordres techniques qui nécessitent l'intervention régulière de tous corps d'état (électricien, plombier…). Courant 2021, **les élus seront amenés à réfléchir sur les orientations pérennes quant à cet équipement.** La communauté pourrait ainsi saisir l'opportunité ouverte par le Plan de relance qui prévoit pour les années 2021 et 2022 une enveloppe de 20 M€ afin de réhabiliter les aires permanentes d'accueil pour gens du voyage.

En tout état de cause, il est **difficilement concevable de procéder à une hausse des tarifs** liés à l'aire d'accueil de Souppes-sur-Loing.

D. Collecte et traitement des déchets des ménages

Depuis sa création au 1er janvier 2010, la CCGVL est compétente en matière de collecte et traitement des déchets des ménages mais elle n'exerce pas la compétence en son nom propre et la délègue aux différents syndicats dont les communes étaient membres avant la création de l'intercommunalité, à savoir :

- Syndicat mixte pour l'élimination des déchets ménagers du Pithiverais (SITOMAP) : Beaumont-du-Gâtinais et Gironville,
- Syndicat intercommunal de ramassage et traitement des ordures ménagères (SIRTOM) du sud francilien : Arville, Ichy et Obsonville,
- de la région de Montereau-Fault-Yonne pour le traitement des ordures ménagères (SIRMOTOM) : Lorrez-le-Bocage-Préaux, Vaux-sur-Lunain et Villebéon,
- Syndicat mixte pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères (SMETOM) de la Vallée du Loing pour les autres communes.

La communauté fixe les taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction des produits appelés par les syndicats au regard des bases fiscales, perçoit la taxe en lieu et place des syndicats et leur reverse. Ce mécanisme permet à la communauté d'augmenter son coefficient d'intégration fiscale, facteur de bonification de la dotation globale de fonctionnement.

À ce jour, la communauté ne dispose d'aucune donnée fiable mais cela reste **sans incidence** dès lors qu'il s'agit d'une opération neutre. **Les recettes fiscales sont équivalentes aux reversements au profit des syndicats.**
Il est à noter que le SIRTOM du sud francilien envisage de solliciter chacun de ses adhérents en complément de la TEOM, à concurrence de 8 € par habitant pour compenser les difficultés financières du Syndicat intercommunal pour le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères (SIREDOM) dont la gestion a été épinglée par la Chambre régionale des comptes. Monsieur le Président a donc sollicité les services de l'État pour une interprétation quant au montage proposé qui génèrerait une rupture d'égalité du financement des syndicats à l'échelle du territoire.

E. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Cette compétence, dite GEMAPI, a été intégrée au 1er janvier 2018 mais la communauté ne l'exerce pas directement. En effet, en réaction aux crues exceptionnelles du Loing de juin 2016, les élus du bassin ont choisi d'unir leurs efforts pour la prévention de tels événements. L'ensemble des syndicats de rivières et intercommunalités du bassin du Loing se sont entendus pour créer l'établissement publics d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) du bassin du Loing qui a vocation à se doter

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

d'un contrat eau et climat 2019-2024 et d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) afin d'engager des actions de réductions des impacts liés aux inondations.

La contribution de la CCGVL à l'EPAGE du bassin du Loing, prise sur le budget principal, était de 56 189 € en 2020. Le montant de la contribution 2021 n'a pas encore été notifiée. Il est à noter que l'instauration de la taxe GEMAPI, pouvant s'élever jusqu'à 40 € par habitant, est possible mais elle n'est pas à l'ordre du jour.

II. Compétences optionnelles

A. Action sociale d'intérêt communautaire

1. Relais d'Assistants Maternels

En 2020, en raison du contexte sanitaire, le relais d'assistants maternels (RAM) a connu une forte chute de l'activité mais il a maintenu une présence auprès des parents et assistants maternels grâce aux différents outils technologiques.
En 2021, le RAM poursuivra ses activités d'information et d'orientation tout en proposant des temps de rencontre et d'échanges entre professionnels et jeunes enfants, grâce aux ateliers d'éveil proposés en itinérance sur le territoire.

Les ateliers d'éveil hebdomadaires et les ateliers spécifiques mensuels à Égreville, Beaumont-du-Gâtinais, Bougligny, Château-Landon, Égreville et Souppes-sur-Loing sont financés par la Caisse d'allocations familiales (prestation de service versée par la CAF estimée entre 35 000 et 40 000 € pour les deux postes à 70 % et 100 %). Aucun investissement significatif n'est requis pour le RAM en 2021. **Seul du renouvellement de petit matériel sera inscrit au budget.**

2. Accueils de loisirs sans hébergement

Depuis 2014, les accueils de loisirs d'Aufferville (28 enfants), de Beaumont-du-Gâtinais (20 enfants) et de Lorrez-le-Bocage (50 enfants) sont ouverts sept semaines dans l'année, soit une semaine lors de chaque vacances scolaires (sauf à Noël) et pendant le mois de juillet. Quant à lui, l'accueil de loisirs de Souppes-sur-Loing (85 enfants) est ouvert pendant l'intégralité des vacances scolaires (sauf à Noël), soit une quinzaine de semaines dans l'année.

L'accueil de loisirs d'Aufferville est géré directement par les services communautaires alors que la gestion des accueils de loisirs de Beaumont-du-Gâtinais, Lorrez-le-Bocage et Souppes-sur-Loing est déléguée aux communes, qui sont chargées d'appliquer le projet éducatif, le règlement et la tarification communautaires.
La communauté participe au financement du service à hauteur de 18 € par enfant et par jour. La dépense relative à cette délégation de gestion peut être évaluée entre 90 000 € (pour un taux de remplissage annuel moyen) et 150 000 € au maximum.

Ainsi, la dépense prévisionnelle de fonctionnement du service est évaluée dans une fourchette de 120 000 à 150 000 € pour un déficit estimé entre 25 000 et 30 000 €, sachant que la communauté perçoit une subvention de la CAF et les redevances des familles dont les montants seront similaires aux années précédentes.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

B. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

À ce jour, au titre de cette compétence, la CCGVL a la charge du terrain de football de Souppes-sur-Loing dont les vestiaires sont devenus vétustes. À l'instar de l'aire d'accueil des gens du voyage, les interventions techniques sont récurrentes, ce qui amènera certainement les élus à réfléchir aux futures orientations d'investissement. Pour pallier les urgences**, quelques investissements d'urgence liés à la sécurité des biens et des personnes sont à prévoir.**

III. Compétences facultatives

A. Transport

Historiquement, la CCGVL a voulu se doter de cette compétence pour exercer, pour le compte du Syndicat des transports d'Île-de-France, devenu Île-de-France Mobilités, les compétences en matière de transport à la demande.

Lors de sa séance du 24 septembre 2018, le Conseil communautaire a délibéré pour ne pas renouveler la demande de délégation de compétence en matière de transport à la demande, mettant fin au service à la date du 1er janvier 2019.

La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, dite « LOM », vise à améliorer l'exercice de la compétence d'autorité organisatrice de la mobilité en la généralisant à l'ensemble des communautés de communes, sous réserve que celles-ci délibèrent en ce sens avant le 31 mars 2021, dans les conditions de droit commun prévues pour les transferts de compétences. À défaut, la compétence est exercée de droit par la région sur le territoire de la communauté de communes à partir du 1er juillet 2021.
Les services communautaires ont sollicité les services de l'État pour avoir leur interprétation quant à la solution la plus adéquate pour maintenir cette compétence mentionnée dans les statuts mais non exercée.
En matière de transport, aucun impact budgétaire notoire est à signaler.

B. Aménagement numérique du territoire

La CCGVL est compétente pour la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communications électroniques et activités connexes à l'attention des habitants du territoire. Pour ce faire, elle a adhéré au syndicat mixte Seine-et-Marne numérique qui a mis en œuvre une délégation de service public. Covage titulaire de la délégation a créé une société, Seine-et-Marne THD, en charge du déploiement du réseau, baptisé sem@fibre77.

À l'échelle de la communauté, 7 opérations de montée en débit sont prévues sur les communes d'Arville, Bougligny, Bransles, Château-Landon, Chenou, Mondreville et Obsonville. Le déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH/FttE) est phasé de 2017 à 2022 pour un total de 9 295 prises.
En 2014, la CCGVL a financé l'opération de montée en débit grâce au recours à un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations. En 2018, la communauté a continué à financer les travaux d'installation de la fibre par le versement d'une contribution de 829 800 € intégralement financée par l'emprunt.
En 2021, la cotisation annuelle au syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique calquée sur le nombre d'habitants s'élèvera à environ 20 000 € et une contribution en investissement sera versée au titre du déploiement de la fibre.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre VIII : Présentation des orientations budgétaires 2021 liées aux services support

I. Administration générale

Les dépenses liées à l'administration générale de la communauté relèvent des postes administratifs et des autres charges de fonctionnement (énergie – électricité, contrats de prestations de services, maintenance, assurances...). **Une évolution modérée de ces charges est à attendre** pour prendre en compte l'indexation des contrats de service qui lient la communauté aux entreprises et l'augmentation de la masse salariale induite par les recrutements et l'effet glissement vieillissement technicité estimé à 2 % en moyenne chaque année.

Au-delà des postes mentionnés précédemment, la politique de ressources humaines sera d'aider les étudiants en recherche de stage dès lors que leur cursus correspond aux compétences dévolues à la communauté et que la communauté en exprime le besoin. Ainsi, est d'ores et déjà envisagé le recours à une étudiante en BTS agricole au service développement économique pour une durée de douze semaines et une étudiante en Master 2 de droit dont la mission sera transversale à tous les services pour une période de trois mois. Même si la durée de travail est inférieure à la durée éligible à l'obligation de verser une gratification, la collectivité fera cet effort dont l'impact est mineur (3,90 € /h sans cotisations).

Le montant total des dépenses de formation des élus, y compris les remboursements et compensations liées à la perte de revenus, inscrit au budget principal **devra être réévalué** car il ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la collectivité ni excéder 20 % du même montant.

En matière d'investissement pour l'administration générale, seul **du renouvellement de petit matériel et du matériel informatique sera opéré** en fonction des nécessités.

En terme de recettes, la CCGVL dispose d'une marge de manœuvre sur la fiscalité mais **l'orientation demeure le maintien des taux pour ne pénaliser ni les foyers ni les entreprises qui subissent seulement les premiers effets de la crise.** Quant aux dotations de l'État, le simulateur de l'Association des maires de France fait apparaître **une dotation globale de fonctionnement de 658 676 €, en diminution de 8 979 € par rapport à 2020**, et constituée comme suit :

- Dotation d'intercommunalité : 250 456 € (80 186 € au titre de la dotation de base et 170 271 € au titre de la dotation de péréquation),
- Dotation de compensation : 408 220 €.

Pour atténuer l'évolution modérée des charges, **la CCGVL s'inscrira dans une politique de négociation des prestations sollicitées et dans une politique active de recherche de subventions auprès de tous les partenaires institutionnels** sans pour autant chercher des effets d'aubaine qui génèreraient des dépenses d'investissement imprévues et inconsidérées.

II. Services mutualisés

A. Urbanisme

Courant 2017, le Conseil communautaire a décidé de mutualiser l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme et d'en faire un service gratuit au profit des communes. Le service mutualisé a été restructuré avec deux agents instructeurs à plein temps et une secrétaire à mi-temps. Dans le rapport d'orientations budgétaires 2020 de la communauté, il était rappelé que les 20 % d'équivalent temps plein d'un agent de catégorie A assurant la direction du service avaient été

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

supprimés à la suite de la mutation de l'agent et qu'« une évaluation en cours d'année serait nécessaire sur la viabilité et la pérennité du service sans chef de service dédié. »

Au-delà de cette analyse qui n'a pu être menée en raison du contexte, il apparaît que le service travaille à flux tendu. Les faits et les chiffres sont révélateurs :

- à sa création, le service instruisait 300 demandes par an (certificats d'urbanisme, déclarations préalables, permis de construire, permis d'aménager et permis de démolir) ;
- en 2019, le service a instruit 463 demandes ;
- en 2020, le service a instruit 567 demandes, soit + 22,5 % en un an, sachant que la commune de Château-Landon a continué à instruire certains dossiers pour alléger le service mutualisé.

À titre de comparaison, la Communauté de Communes du Pays de Nemours dispose d'un service mutualisé constitué d'un responsable et de trois agents instructeurs à temps plein qui instruisent 1 000 dossiers par an.

Il est à noter qu'un agent, souvent sollicitée pour des services annexes (maintenance informatique notamment), a accumulé 127h30 heures supplémentaires et a reporté 18 jours de congés, soit l'équivalent de deux mois de travail au total. Ce même agent avait déjà été amenée à travailler pendant ses congés à l'étranger en 2020 !
Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la dématérialisation intégrale de l'instruction des demandes, il sera nécessaire de consacrer un temps conséquent pour le déploiement des procédures, la formation des agents mais également celle des secrétaires de mairie qui contribuent également à la réussite de ce service.
Par conséquent, plusieurs pistes d'amélioration sont à envisager afin de garantir la pérennité de ce service qui bénéficie à toutes les communes du territoire.

B. Autres services communautaires mutualisés

Deux agents sont régulièrement mis à disposition des communes par voie conventionnelle onéreuse pour leur permettre de faire face à une absence de leurs agents habituels, générant ainsi pour la communauté des atténuations de charges. Fin 2020 – début 2021, la CCGVL a connu un accroissement de demandes au bénéfice des communes (Chaintreaux, Poligny et Château-Landon).

C. Vers de nouveaux axes de mutualisation ?

1. Matériel

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de Seine-et-Marne a proposé de donner à la CCGVL deux pèse-hydrant, dénommés « CASO MOBILE », afin d'effectuer la vérification régulière des bornes incendie suivant la périodicité arrêtée par le règlement opérationnel départemental. Au regard de l'opportunité présentée par cette proposition les membres du Bureau ont décidé de l'accepter. Il appartiendra alors de définir les modalités de mutualisation au profit des communes.

2. Services

Durant l'année 2021, la commission « mutualisation des moyens et services à la population » sera amenée à réfléchir sur de nouvelles pistes de mutualisation de services sans pour autant grever le budget de la CCGVL ni remettre en cause les principes d'équilibre et de spécificité des communes du territoire. **Un bilan chiffré pourra être établi en vue de la rédaction du rapport d'orientations budgétaires 2022.**

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Chapitre IX : Préparation des orientations budgétaires 2022 et de l'avenir

I. Commission locale d'évaluation des charges transférées

La loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 dispose que « tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »

Toutefois, le fait de se réunir tous les cinq ans à compter du 1er janvier 2017 n'impose pas nécessairement de révision des attributions de compensation mais donne lieu en revanche à un débat obligatoire et une délibération spécifique du conseil communautaire.

2021 sera l'occasion de faire un état des lieux non exhaustif des transferts de compétences et des attributions de compensation en vue de l'échéance de 2022.

II. Projet de territoire et pacte financier et fiscal

Aujourd'hui, la CCGVL a atteint un rythme de croisière avec des services structurants après plus de 10 ans d'existence. Il sera proposé en cours d'année de s'engager dans un projet de territoire concomitamment aux travaux de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT). Cet exercice sera d'autant plus important que l'existence d'un projet de territoire est un préalable à l'élaboration d'un contrat intercommunal de développement du Département mais aussi pour solliciter des subventions auprès de l'État. Ce travail qui se fera en lien avec les communes membres pourrait éventuellement déboucher sur un pacte financier et fiscal.

III. Eau et assainissement

Dans son rapport d'orientations budgétaires 2020, la CCGVL avait déjà abordé la thématique de la compétence eau et assainissement qui deviendra une compétence obligatoire des communautés de communes au 1er janvier 2026, soit quelques mois avant le renouvellement général des conseils municipaux. Ainsi, il était déjà évoqué le fait de contractualiser « une étude externe pour réaliser un audit sur la gestion de l'eau et de l'assainissement sur le territoire » en vue de solutions de gestion de cette compétence.

Au préalable de cette étude externe, **la communauté pourra**, en fonction des dossiers en cours, **engager une étude interne consistant en un état des lieux sur la gestion technique des compétences à l'échelon des communes ou des syndicats intercommunaux, l'aspect financier, les échéances des contrats sans pour autant interférer ni orienter les élus dans leur gestion actuelle**. Le travail de « débroussaillage » amorcera l'étude externe dont le coût pourrait être réduit.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Conclusion

Au regard du contexte sanitaire et économique, le budget principal 2021 de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing s'inscrit dans la philosophie des années précédentes tout en étant construit sur des hypothèses prudentes.
L'année 2021 peut être considérée comme une année de transition au service des communes, de leur population et des entreprises. Il n'en demeure pas moins que pour anticiper l'avenir, le budget devra maintenir ses ambitions et garantir la pérennité de la structure de la CCGVL. L'objectif réside dans les principes fondateurs de la communauté de communes tels que le développement du territoire, la solidarité et la cohésion.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Annexe : indemnités des élus

L'article 92 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, codifié à l'article L. 5211-12-1 du Code général des collectivités territoriales, impose aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'établir un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient conseillers communautaires, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat mixte, société d'économie mixte ou société publique locale. Cet état doit être communiqué chaque année avant l'examen du budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Conseillers communautaires	Collectivités / entités	Fonctions électives	Indemnités mensuelles brutes
THIBAULT Anne	Arville	Maire	nc
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Vice-présidente	700,00 €
	SIRTOM du Sud Francilien	Vice-présidente	nc
	Centre départemental de gestion de Seine-et-Marne	Présidente	nc
BESLE Jean-Pierre	*Arville*	*Maire-adjoint*	*nc*
MOULIÉ Bruno	Aufferville	Maire	nc
BRIAND Thierry	*Aufferville*	*Maire-adjoint*	*nc*
MONCEL Hugues	Beaumont-du-Gâtinais	Maire	2 006,93 €
JAMESSE Patricia	Beaumont-du-Gâtinais	Maire-adjointe	nc
LIONNET Rose-Marie	Bougligny	Maire	nc
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Vice-présidente	700,00 €
JOURANDON Alain	Bougligny	Maire-adjoint	nc
CASTELLAN Laurent	Bransles	Maire	nc
NEGRIER Florent	Bransles	Maire-adjoint	357,82 €
KERLO Alexis	Chaintreaux	Maire	nc
METAUT Alain	Chaintreaux	Maire-adjoint	nc
LAGILLE Valérie	Château-Landon	Maire	2 307,97 €
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Vice-présidente	700,00 €
BAUDOUIN Frédéric	Château-Landon	Maire-adjoint	885,62 €
VIEZZI Cristèle	Château-Landon	Maire-adjointe	885,62 €
PEREIRA Serge	Château-Landon	Maire-adjoint	885,62 €
SCHORTER Marie-Odile	Château-Landon	Conseillère	nc
MOUSSET Gérard	Chenou	Maire	nc
THOISON Pascal	*Chenou*	*Maire-adjoint*	*nc*
POMMIER Pascal	Égreville	Maire	1 944,70 €
	SIAEP Plateau sud bocage	Président	658,48 €
LAURENT Nathalie	Égreville	Maire-adjointe	688,42 €
BASCHET Bruno	Égreville	Conseiller	nc
WATTS Marian	Gironville	Maire	851,54 €
JEANNOTIN Olivier	*Gironville*	*Maire-adjoint*	*nc*
PETIT Bernard	Ichy	Maire	894,56 €
JACQUESSON Hervé	*Ichy*	*Maire-adjoint*	*311,15 €*
BOYER Yves	Lorrez-le-Bocage-Préaux	Maire	2 006,93 €
	SIVOM du canton de Lorrez-le-Bocage-Préaux	Président	842,44 €
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Vice-président	700,00 €
QUESTEL Marie-José	Lorrez-le-Bocage-Préaux	Conseillère	nc
HYEST Jean-Jacques	Madeleine-sur-Loing (La)	Maire	néant
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Président	700,09 €
THILLOU Guy	*Madeleine-sur-Loing (La)*	*Maire-adjoint*	*nc*
GARLAND Maurice	Maisoncelles-en-Gâtinais	Maire	nc
VINTANEL Netty	*Maisoncelles-en-Gâtinais*	*Maire-adjointe*	*nc*
CHAUSSY Patrick	Mondreville	Maire	nc
POITOU Jean-Sébastien	*Mondreville*	*Maire-adjoint*	*nc*
BRIDET Hélène	Obsonville	Maire	991,79 €
COURTOIS Hervé	*Obsonville*	*Maire-adjoint*	*256,70 €*
GENEVIÈVE Gérard	Poligny	Maire	1 400,18 €
LEDUC Christine	Poligny	Maire-adjointe	416,16 €
	Syndicat mixte des transports du sud Seine-et-Marne	Vice-présidente	459,34 €
	SIAEP Saint-Pierre Nemours	Vice-présidente	300,26 €
	SIAEP Plateau sud bocage	Vice-présidente	263,31 €
BABUT Pierre	Souppes-sur-Loing	Maire	nc
VILETTE Nathalie	Souppes-sur-Loing	Maire-adjointe	nc
CAMMARATA Gérard	Souppes-sur-Loing	Maire-adjoint	nc
BAUDON Marie-Laure	Souppes-sur-Loing	Maire-adjointe	nc
POUJADE Jean-Yves	Souppes-sur-Loing	Maire-adjoint	nc
	SMEP Nemours-Gâtinais	Président	nc
REBOUCO Hélène	Souppes-sur-Loing	Conseillère	nc
CAPELLE Jean-Michel	Souppes-sur-Loing	Maire-adjoint	738,98 €
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Vice-président	700,00 €
VAPPEREAU Florence	Souppes-sur-Loing	Maire-adjointe	nc
KAYSER DE SOUSA Patricia	Souppes-sur-Loing	Conseillère	néant
MARTIN Patrice	Souppes-sur-Loing	Conseiller	nc
CHIANESE Vincent	Vaux-sur-Lunain	Maire	991,79 €
	SIRMOTOM	Vice-président	459,34 €
	EPAGE Bassin du Loing	Vice-président	0,00 €
LELU Patrick	*Vaux-sur-Lunain*	*Maire-adjoint*	*385,05 €*
PLÉ Francis	Villebéon	Maire	661,20 €
	Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing	Conseiller délégué	700,00 €
MARCOIN Didier	*Villebéon*	*Maire-adjoint*	*nc*

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_12

Objet : Finances : Rapport d'Orientations Budgétaires

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2312-1, L. 2313-1, L. 5211-1, L. 5211-36, D. 2312-3 et D. 5211-18-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n °89 du 23 août [illegible] siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU le rapport d'orientations budgétaires,

CONSIDÉRANT que dans les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le président présente au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette,

CONSIDÉRANT que lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compte plus de 10 000 habitants et comprend au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs,

CONSIDÉRANT que le rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, nouvelles bonifications indiciaires, heures supplémentaires rémunérées) des avantages en nature et du temps de travail,

CONSIDÉRANT que le rapport comporte les orientations budgétaires envisagées par l'établissement public de coopération intercommunale portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,

CONSIDÉRANT que sont précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification et de subventions,

CONSIDÉRANT que le rapport présente les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget,

CONSIDÉRANT que le rapport est transmis au représentant de l'État dans le département et aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale,

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **PREND ACTE** du débat d'orientation budgétaire sur la base du rapport d'orientations budgétaires 2021 annexé à la présente délibération ;

Article 2: **PRÉCISE** que ledit rapport sera mis à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing dans les quinze jours suivants la tenue du présent débat d'orientation budgétaire;

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Article 3 : **PRÉCISE** que ledit rapport sera transmis au représentant de l'Etat dans le département, aux maires des communes membres et aux communes membres de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing Loing dans les quinze jours suivants la tenue du présent débat d'orientation budgétaire.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_12-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_13-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_13

Objet : Marchés publics : Contrat de fourniture et de livraison de repas en liaison froide

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

VU le Code de la commande publique,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_13-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing dispose de la compétence petite enfance, enfance et jeunesse,

CONSIDÉRANT qu'à ce titre, elle gère l'accueil de loisirs sans hébergement d'Aufferville lors des vacances scolaires à raison de 7 semaines par an,

CONSIDÉRANT que ladite structure accueille au maximum 28 enfants par jour,

CONSIDÉRANT que pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide, les services ont estimé les besoins à 1 000 repas par an,

CONSIDÉRANT que les services ont consulté différents prestataires, à savoir LES PETITS GASTRONOMES, DEPREYTÈRE RESTAURATION et API RESTAURATION,

CONSIDÉRANT que le groupe DEPREYTÈRE RESTAURATION présente l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir:

- 3,10 € HT pour le repas d'un enfant en maternelle,
- 3,20 € HT pour le repas d'un enfant en primaire,
- 3,50 € HT pour le repas d'un adulte,
- 0,70 € HT pour une baguette,
- 3,20 € HT pour un repas pique-nique d'un enfant,
- 4,25 € HT pour un repas pique-nique d'un adulte,

CONSIDÉRANT que le groupe DEPREYTÈRE RESTAURATION présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er : **APPROUVE** la conclusion d'un contrat de fourniture et de livraison de repas en liaison froide avec le groupe DEPREYTÈRE RESTAURATION, sis Zone Artisanale Les Renardières – Rue des Montelièvres – Écuelles à MORET-LOING-ET-ORVANNE (77250), pour une durée d'un an renouvelable ;

Article 2: **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ledit contrat et tous les documents y afferents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,
Le Président,

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Jean-Jacques HYEST

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_14-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_14

Objet : Développement économique : Poursuite du fonds résilience ile de France et collectivités

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_14-DE

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 relative à la participation de la Région au fonds Résilience Île-de-France et Collectivités,

VU la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing n° 2020-06-22_13 du 22 juin 2020 relative à la participation au fonds Résilience Île-de-France et Collectivités,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

CONSIDÉRANT qu'en juin 2020, la Région Île-de-France a décidé de créer, avec InitiActive Île-de-France, le fonds Résilience Île-de-France et Collectivités destiné à soutenir les très petites entreprises, micro-entreprises, associations et acteurs de l'économie sociale et solidaire impactés par la crise sanitaire et d'y participer à hauteur de 25 M€,

CONSIDÉRANT que par délibération n° 2020-06-22_13 du 22 juin 2020, le Conseil communautaire a approuvé la participation au fonds Résilience Île-de-France et Collectivités à hauteur de 20 € par entreprise située sur le territoire de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing, soit 22 960 €,

CONSIDÉRANT que la Banque des Territoires et plus de 70 collectivités locales ont contribué à ce fonds pour un montant total de 100 M€,

CONSIDÉRANT que ce fonds s'adresse à toutes les entreprises qui se sont vu refuser un prêt garanti par l'État et/ou un prêt Rebond ou dont le montant obtenu ne suffit pas à couvrir les besoins de trésorerie,

CONSIDÉRANT que ce fonds qui offre une avance remboursable de 3 000 € à 100 000 € à taux zéro et sans garantie, sur une durée maximale de 6 ans et avec un différé de remboursement d'une durée maximale de 2 ans, a bénéficié à 5 000 entreprises,

CONSIDÉRANT qu'à l'échelle de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing, deux entreprises ont perçu un total de 20 000 €,

CONSIDÉRANT que début 2021, la majorité des partenaires se sont remobilisés pour rassembler près de 50 M€ supplémentaires pour maintenir à flot la trésorerie des entreprises éligibles, dans l'attente d'une reprise d'activité durable et sans contrainte,

CONSIDÉRANT que le Ministère de l'économie, des finances et de la relance a acté la possibilité de prolonger le dispositif jusqu'au 30 avril 2021,

CONSIDÉRANT que la participation de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing s'élèverait à 11 480 €, sur la base de 10 € par entreprise située sur le territoire,

CONSIDÉRANT que cette contribution supplémentaire de 11 480 € devra être versée en une seule fois à la notification de l'avenant à la convention initiale d'adhésion, sous réserve d'épuisement des fonds engagés au cours de la convention initiale,

CONSIDÉRANT que dans le cas contraire, ces fonds seront déduits de la contribution supplémentaire,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_14-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **APPROUVE** la poursuite de la participation de la CCGVL au fonds Résilience Île-de-France et Collectivités selon les conditions précitées ;

Article 2: **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'avenant à la convention initiale et tous les documents y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_14-DE

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_15-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_15

Objet : Aménagement de l'espace et de l'environnement : Avis relatif à la demande d'autorisation environnementale pour la création d'un parc éolien sur le territoire de la commune d'Auxy

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41
(38+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_15-DE

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-9 à L. 123-18, R. 123-1 à R. 123-23, R. 181-36 et R. 181-38,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU l'arrêté du Préfet du Loiret du 18 janvier 2021 prescrivant une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Parc éolien du Bois Régnier concernant un projet de parc éolien sur la commune d'Auxy,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Parc éolien du Bois Régnier du 12 juin 2020 complétée le 20 octobre 2020,

VU le courrier du Préfet du Loiret du 18 janvier 2021 notifiant l'arrêté susmentionné,

VU l'ensemble des pièces, plans et études réglementaires, notamment l'étude d'impact et son résumé non technique, produits à l'appui de la demande susvisée,

CONSIDÉRANT que la société Parc éolien du Bois Régnier a présenté une demande d'autorisation environnementale le 12 juin 2020, complétée le 20 octobre 2020, concernant un projet de parc éolien sur la commune d'Auxy,

CONSIDÉRANT que par arrêté du 18 janvier 2021, le Préfet du Loiret a prescrit une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Parc éolien du Bois Régnier,

CONSIDÉRANT que l'enquête publique a été ouverte pendant 32 jours consécutifs, du 12 février au 15 mars 2021 inclus,

CONSIDÉRANT que le dossier, comprenant notamment une étude d'impact et son résumé non technique, assorti de l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale, a été déposé en mairie d'Auxy, où le public a pu en prendre connaissance,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif d'Orléans rendra son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête,

CONSIDÉRANT que le rapport fera état des observations et propositions produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage,

CONSIDÉRANT que le rapport et les conclusions motivées seront rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur les lieux où les pièces de l'enquête ont pu être consultés sur support papier,

CONSIDÉRANT que dès le début de la phase d'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet et de leurs groupements, qu'il estime intéressés par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire,

CONSIDÉRANT que ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_15-DE

CONSIDÉRANT que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing dispose d'un délai jusqu'au 30 mars 2021 pour émettre un avis,

CONSIDÉRANT que le projet consiste en la création, sur le territoire de la commune d'Auxy, d'un parc éolien composé de 8 éoliennes de 180 mètres maximum de haut en bout de pale et d'une puissance nominale chacune de 3,5 à 4,2 MW ainsi que de trois postes de livraison,

CONSIDÉRANT que le projet semble compatible avec le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Auxy et avec le projet de PLU intercommunal du Beaunois,

CONSIDÉRANT que les parcelles de la zone d'implantation potentielle et les terrains contigus sont actuellement occupées par des terres agricoles cultivées,

CONSIDÉRANT que la vulnérabilité des eaux souterraines est très forte au droit du projet d'implantation de champs d'éoliennes, notamment en phase travaux,

CONSIDÉRANT que la nappe serait à une profondeur d'environ 1 m au droit du champ d'éoliennes,

CONSIDÉRANT qu'aucune demande de dérogation au titre de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement n'apparait donc nécessaire concernant le risque de destruction d'habitat de reproduction et/ou de repos d'espèces animales protégées ainsi que pour le risque de destruction d'individus,

CONSIDÉRANT que le projet n'a aucune incidence significative sur les habitats des zones NATURA 2000,

CONSIDÉRANT qu'aucun effet cumulé n'est donc attendu avec les projets adjacents en matière de paysage,

CONSIDÉRANT que les impacts cumulés du projet de parc éolien du Bois Régnier et des autres parcs raccordés, accordés non raccordés et à l'étude dans un rayon de 20 km sont jugés non significatifs sur la flore, les habitats et les oiseaux,

CONSIDÉRANT que les modélisations effectuées montrent que les émergences sonores calculées, résultant de l'activité des différents parcs pris en compte, sont conformes aux exigences réglementaires,

CONSIDÉRANT qu'en matière d'activités socio-économiques, le seul impact cumulé potentiel concernerait la perte de terrains agricoles,

CONSIDÉRANT que le projet de raccordement ne constitue pas un risque d'impacts pour les milieux naturels et la biodiversité,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'installation classée pour la protection de l'environnement à proximité, l'analyse des effets domino est sans objet,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_15-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à la majorité (40 voix pour - 1 contre) des membres présents et représentés,

Article unique: **ÉMET** un avis **FAVORABLE** sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Parc éolien du Bois Régnier concernant la création d'un parc éolien sur le territoire de la commune d'Auxy.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_16-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_16

Objet : Aménagement de l'espace et de l'environnement : Avis relatif à la demande d'autorisation environnementale pour la création d'un parc éolien sur le territoire des communes d'Auxy et Bordeaux-en-Gâtinais

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38+3 pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-1,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_16-DE

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-9 à L. 123-18, R. 123-1 à R. 123-23, R. 181-36 et R. 181-38,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU l'arrêté du Préfet du Loiret du 18 janvier 2021 prescrivant une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Gâtin'EOLE Est concernant le projet de parc éolien du Clos de Bordeaux sur les communes d'Auxy et Bordeaux-en-Gâtinais,

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Gâtin'EOLE Est du 7 juillet 2020 complétée le 23 novembre 2020,

VU le courrier du Préfet du Loiret du 18 janvier 2021 notifiant l'arrêté susmentionné,

VU l'ensemble des pièces, plans et études réglementaires, notamment l'étude d'impact et son résumé non technique, produits à l'appui de la demande susvisée,

CONSIDÉRANT que la société Gâtin'EOLE Est a présenté une demande d'autorisation environnementale le 7 juillet 2020, complétée le 23 novembre 2020, concernant le projet de parc éolien du Clos de Bordeaux sur les communes d'Auxy et Bordeaux-en-Gâtinais,

CONSIDÉRANT que par arrêté du 18 janvier 2021, le Préfet du Loiret a prescrit une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Gâtin'EOLE Est,

CONSIDÉRANT que l'enquête publique est ouverte pendant 32 jours consécutifs, du 2 mars au 2 avril 2021 inclus,

CONSIDÉRANT que le dossier, comprenant notamment une étude d'impact et son résumé non technique, assorti de l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale, a été déposé dans les mairies d'Auxy et de Bordeaux-en-Gâtinais, où le public peut en prendre connaissance,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif d'Orléans rendra son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête,

CONSIDÉRANT que le rapport fera état des observations et propositions produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage,

CONSIDÉRANT que le rapport et les conclusions motivées seront rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur les lieux où les pièces de l'enquête ont pu être consultés sur support papier,

CONSIDÉRANT que dès le début de la phase d'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet et de leurs groupements, qu'il estime intéressés par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_16-DE

CONSIDÉRANT que ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique,

CONSIDÉRANT que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing dispose d'un délai jusqu'au 17 avril 2021 pour émettre un avis,

CONSIDÉRANT que les dispositions réglementaires ne prévoient pas que l'avis du conseil communautaire soit communiqué au commissaire-enquêteur mais elles ne l'interdisent pas non plus,

CONSIDÉRANT que le projet consiste en la création, sur le territoire des communes d'Auxy et Bordeaux-en-Gâtinais, d'un parc éolien composé de 6 éoliennes de 162 mètres maximum de haut en bout de pale et d'une puissance nominale chacune de 3 MW ainsi que d'un poste de livraison,

CONSIDÉRANT que le projet semble compatible avec le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Auxy, avec le Règlement national d'urbanisme et avec le projet de PLU intercommunal du Beaunois,

CONSIDÉRANT que les parcelles de la zone d'implantation potentielle et les terrains contigus sont actuellement occupées par des terres agricoles cultivées,

CONSIDÉRANT que le niveau d'impact sur l'environnement humain varie entre nul et positif, hormis pour le patrimoine culturel où le niveau est considéré comme moyen en raison de l'éventuelle découverte fortuite, destruction ou dégradation de vestiges archéologiques,

CONSIDÉRANT que le niveau d'impact sur l'environnement physique varie entre nul et positif, hormis pour les risques naturels où le niveau est considéré comme moyen en raison du risque d'incendie des boisements à proximité,

CONSIDÉRANT que le niveau d'impact sur la biodiversité varie entre nul et faible, hormis pour les chiroptères où le niveau est considéré comme assez fort en raison du risque de collision de juin à septembre,

CONSIDÉRANT que le niveau d'impact sur le paysage et le patrimoine de l'aire d'étude éloignée varie entre très faible et faible,

CONSIDÉRANT que le niveau d'impact sur le paysage et le patrimoine de l'aire d'étude rapprochée varie entre nul et modéré,

CONSIDÉRANT que le niveau d'impact sur le paysage et le patrimoine de l'aire d'étude immédiate varie entre nul et fort,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_16-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à la majorité (40 voix pour, 1 contre) des membres présents et représentés,

Article 1er: **ÉMET** un avis **FAVORABLE** sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Gâtin'EOLE Est concernant le projet de parc éolien du Clos de Bordeaux sur les communes d'Auxy et Bordeaux-en-Gâtinais.

Article 2: **DÉCIDE** de communiquer son avis au commissaire-enquêteur.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_17-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de Seine et Marne

COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°2021-03-22_17

Objet : Aménagement de l'espace et de l'environnement : Motion de soutien à la section européenne du Lycée Etienne Bezout de Nemours

Date convocation: 15-03-2021

Date d'affichage: 15-03-2021

Nombre de conseillers:
En exercice: 41
Présents: 38

Votants: 41 (38 +3pouvoirs)

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

Le 25/03/2021

Et publication ou notification

Du: 25/03/2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-deux du mois de mars,
Le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur HYEST Jean - Jacques, Président.

ETAIENTS PRESENTS, les titulaires:

Commune d'Arville	Anne THIBAULT,
Commune d'Aufferville	Bruno MOULIE,
Commune de Beaumont du Gâtinais	Hugues MONCEL, Patricia JAMESSE,
Commune de Bougligny	Rose-Marie LIONNET, Alain JOURANDON,
Commune de Bransles	Laurent CASTELLAN, Florent NEGRIER,
Commune de Chaintreaux	Alexis KERLO, Alain METAUT,
Commune de Château-Landon	Valérie LAGILLE, Cristèle VIEZZI, Frédéric BAUDOUIN, Serge PEREIRA, Marie-Odile SCHORTER,
Commune de Chenou	Gérard MOUSSET,
Commune d'Egreville	Pascal POMMIER, Nathalie LAURENT, Bruno BASCHET,
Commune de Gironville	Marian WATTS,
Commune d'Ichy	Hervé JACQUESSON (suppléant),
Commune de Lorrez-le-Bocage	Marie-José QUESTEL
Commune de La Madeleine sur Loing	Jean-Jacques HYEST,
Commune de Maisoncelles en Gâtinais	Maurice GARLAND,
Commune de Mondreville	Patrick CHAUSSY,
Commune d'Obsonville	Hélène BRIDET,
Commune de Poligny	Gérard GENEVIEVE, Christine LEDUC
Commune de Souppes sur Loing	Pierre BABUT, Nathalie VILETTE, Gérard CAMMARATA, Jean-Yves POUJADE, Florence VAPPEREAU, Hélène REBOUCO, Patrice MARTIN, Patricia KAYSER DE SOUSA,
Commune de Vaux sur Lunain	Vincent CHIANESE,
Commune de Villebéon	Francis PLE,

ETAIENT EXCUSES avec pouvoir:

Commune de Lorrez le Bocage	Yves BOYER, pouvoir à Marie-José QUESTEL
Commune de Souppes sur Loing	Marie-Laure BAUDON pouvoir à Pierre BABUT
Commune de Souppes sur Loing	Jean-Michel CAPELLE pouvoir à Jean-Yves POUJADE

Secrétaire de séance: **Anne THIBAULT**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,
VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRCL/BLI/n° 89 du 23 août 2019 portant transfert de siège de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_17-DE

VU les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

VU le courriel de M. Tricard du 1er mars 2021,

CONSIDÉRANT que par courriel du 1er mars 2021, M. Tricard, conseiller délégué de Souppes-sur-Loing, a sollicité Monsieur le Président de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing afin que le Conseil communautaire puisse adopter une motion de soutien à la section européenne du lycée Étienne Bézout de Nemours,

CONSIDÉRANT que le lycée Étienne Bézout de Nemours accueille les élèves des communes des communautés de communes Gâtinais Val-de-Loing et du Pays de Nemours,

CONSIDÉRANT que le lycée est soumis à une pression accrue en terme de moyens horaires dans le cadre de la réforme du baccalauréat et de la mise en place de l'offre de spécialités,

CONSIDÉRANT que dans ce contexte, la section européenne du lycée est menacée en raison d'une dotation rectorale suffisante pour maintenir la structure actuelle constituée de deux groupes par niveau,

CONSIDÉRANT qu'après avoir perdu quatre heures l'année dernière, la section européenne devrait en perdre deux par an d'ici à 2023,

CONSIDÉRANT que la section européenne qui existe depuis vingt ans au lycée risque de disparaître dans sa forme actuelle pour ne plus proposer qu'un seul groupe par niveau, ce qui fermerait la porte de cet enseignement à la moitié des familles concernées,

CONSIDÉRANT que cette perte d'un groupe par niveau signifierait également la fin des mobilités de groupe encadrées par les professeurs du lycée, dits « voyages scolaires »,

CONSIDÉRANT que le lycée pourrait exclure de nombreuses familles, principalement issues de milieux modestes, de ce dispositif alors que les élèves ont plus que jamais besoin de s'ouvrir sur l'Europe et le Monde, de gagner en autonomie dans leurs parcours scolaire et professionnel en maîtrisant l'anglais langue devenue indispensable dans tous les cursus,

CONSIDÉRANT que l'éloignement géographique des communes du sud du département et le mode de sélection des élèves ne permettront pas aux familles de trouver des solutions alternatives vers des lycées plus au nord,

CONSIDÉRANT que cette situation est d'autant plus incompréhensible que le projet académique 2020-2024 « Autonomie et mobilité : une ambition partagée » précise bien l'obligation des établissements de s'ouvrir à l'Europe et au monde, en s'appuyant notamment sur les sections européennes,

CONSIDÉRANT que plusieurs démarches de l'équipe pédagogique auprès du rectorat sont restées sans réponse,

CONSIDÉRANT qu'une dotation de quelques heures supplémentaires, sans création de poste, soulignerait la volonté rectorale d'inclure le plus grand nombre d'élèves dans son projet académique.

CONSIDÉRANT que l'avenir des élèves du territoire est une priorité,

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_17-DE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1er: **ADOPTE** la motion de soutien à la section européenne du lycée Étienne Bézout de Nemours soumise par M. Babut, Maire de Souppes-sur-Loing et M. Tricard, conseiller délégué de Souppes-sur-Loing;

Article 2: **AUTORISE** Monsieur le Président à notifier la présente motion à Madame la Directrice académique des services de l'Éducation nationale du département de la Seine-et-Marne et à Monsieur le Recteur de l'académie de Créteil.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdit.

Pour extrait conforme

A Château-Landon,
Le 23 mars 2021,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

Envoyé en préfecture le 25/03/2021
Reçu en préfecture le 25/03/2021
Affiché le
ID : 077-200023919-20210322-2021_03_22_17-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 38
Nombre de suffrages exprimés : 41 (38+3 Pouvoirs)
VOTES :
Pour : 41
Contre : —
Abstentions : —

Date de convocation : 15/03/2021

Présenté par (1) Le Président.
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Le Président

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001-Arville, THIBAULT Anne	
002-Aufferville, MOULIE Bruno	
003-Beaumont du gatinais, MONCEL Hugues	
004-Beaumont du gatinais, JAMESSE Patricia	
005-Bougligny, LIONNET Rose-Marie	
006-Bougligny, JOURANDON Alain	
007-Bransles, CASTELLAN Laurent	
008-Bransles, NEGRIER Florent	
009-Chaintreaux, KERLO Alexis	
010-Chaintreaux, METAUT Alain	
011-Chateau-Landon, LAGILLE Valérie	
012-Chateau-Landon, VIEZZI Cristèle	
013-Chateau-Landon, BAUDOUIN Frédéric	
014-Chateau-Landon, PEREIRA Serge	
015-Chateau-Landon, SCHORTER Marie-Odile	
016-Chenou MOUSSET Gérard	
017-Egreville, POMMIER Pascal	
018-Egreville, LAURENT Nathalie	
019-Egreville, BASCHET Bruno	
020-Gironville, WATTS Marian	
021-Ichy, PETIT Bernard	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

022-Lorrez le bocage, BOYER Yves	Pouvoir à Mme Questel
023-Lorrez le bocage, QUESTEL Marie-Josée	
024-La Madeleine sur Loing, HYEST Jean-Jacques	
025-Maisoncelles en gâtinais, GARLAND Maurice	
026-Mondreville, CHAUSSY Patrick	
027-Obsonville, BRIDET Hélène	
028-Poligny, GENEVIEVE Gérard	
029-Poligny, LEDUC Christine	
030-Souppes sur Loing, BABUT Pierre	
031-Souppes sur Loing, VILETTE Nathalie	
032-Souppes sur .Loing, CAMMARATA Gérard	
033-Souppes sur Loing, BAUDON Marie-Laure	Pouvoir à M. Babut
034-Souppes sur Loing, POUJADE Jean-Yves	
035-Souppes sur Loing, VAPPEREAU Florence	
036-Souppes sur Loing, CAPELLE Jean-Michel	Pouvoir à M. Poujade
037-Souppes sur Loing, REBOUCO Hélène	
038-Souppes sur Loing, KAYSER DE SOUSA Patricia	
039-Souppes sur Loing, MARTIN Patrice	
040-Vaux sur Lunain, CHIANESE Vincent	
041-Villebéon, PLE Francis	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 25/03/2021, et de la publication le 25/03/2021
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 38
Nombre de suffrages exprimés : 41 (38+3 Pouvoirs)
VOTES :
Pour : 41
Contre : —
Abstentions : —

Date de convocation : 15/03/2021

Présenté par Le Président (1),
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021
Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Souppes sur loing, le 22/03/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001-Arville, THIBAULT Anne	
002-Aufferville, MOULIE Bruno	
003-Beaumont du gatinais, MONCEL Hugues	
004-Beaumont du gatinais, JAMESSE Patricia	
005-Bougligny, LIONNET Rose-Marie	
006-Bougligny, JOURANDON Alain	
007-Bransles, CASTELLAN Laurent	
008-Bransles, NEGRIER Florent	
009-Chaintreaux, KERLO Alexis	
010-Chaintreaux, METAUT Alain	
011-Chateau-Landon, LAGILLE Valérie	
012-Chateau-Landon, VIEZZI Christèle	
013-Chateau-Landon, BAUDOUIN Frédéric	
014-Chateau-Landon, PEREIRA Serge	
015-Chateau-Landon, SCHORTER Marie-Odile	
016-Chenou MOUSSET Gérard	
017-Egreville, POMMIER Pascal	
018-Egreville, LAURENT Nathalie	
019-Egreville, BASCHET Bruno	
020-Gironville, WATTS Marian	
021-Ichy, PETIT Bernard	Pouvoir à Hervé Jacquesson.

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

022-Lorrez le bocage, BOYER Yves	Pouvoir à Mme Questel
023-Lorrez le bocage, QUESTEL Marie-Josée	
024-La Madeleine sur Loing, HYEST Jean-Jacques	
025-Maisoncelles en gâtinais, GARLAND Maurice	
026-Mondreville, CHAUSSY Patrick	
027-Obsonville, BRIDET Hélène	BRIDET
028-Poligny, GENEVIEVE Gérard	
029-Poligny, LEDUC Christine	
030-Souppes sur Loing, BABUT Pierre	
031-Souppes sur Loing, VILETTE Nathalie	
032-Souppes sur .Loing, CAMMARATA Gérard	
033-Souppes sur Loing, BAUDON Marie-Laure	
034-Souppes sur Loing, POUJADE Jean-Yves	
035-Souppes sur Loing, VAPPEREAU Florence	
036-Souppes sur Loing, CAPELLE Jean-Michel	
037-Souppes sur Loing, REBOUCO Hélène	
038-Souppes sur Loing, KAYSER DE SOUSA Patricia	
039-Souppes sur Loing, MARTIN Patrice	
040-Vaux sur Lunain, CHIANESE Vincent	
041-Villebéon, PLE Francis	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 25/03/2021, et de la publication le 25/03/2021
A Souppes sur Loing, le 22/03/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing